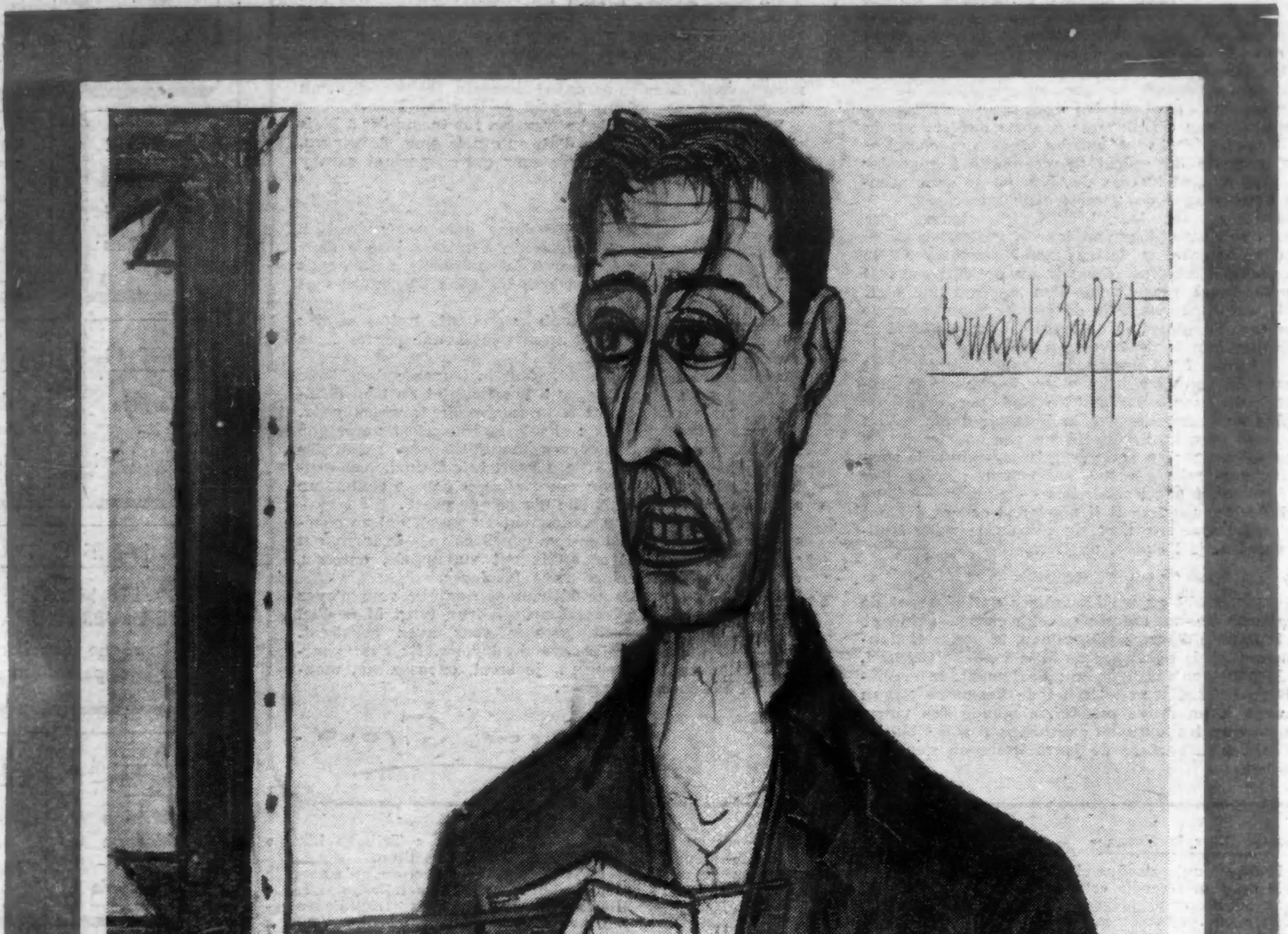
L'EXPRESS

23 JANVIER 1958. — N° 344. 100 FR.



BERNARD BUFFET VU PAR LUI-MEME.

« L'œuvre de Bernard Buffet s'étend comme une mer morte sur un monde mort — spirituellement mort. »

(François Mauriac, *Bloc-Notes en p. 36.*)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

ABSENTE de Paris... Par ces trois mots, « L'Express » m'excusait la semaine dernière, auprès de nos lecteurs, de n'avoir pas écrit la « lettre » hebdomadaire qui trouve sa place ici.

De nombreux correspondants m'ont aussitôt rappelée à l'ordre, me donnant la conscience coupable de l'écolier qui a séché la composition de français. Aussi userai-je exceptionnellement de cette tribune à des fins personnelles, pour présenter ma justification aux censeurs.

Quinze mille personnes me cernent auxquelles je ne puis échapper. Elles sont entrées dans ma vie en répondant à l'enquête que « L'Express » avait ouverte sur la Nouvelle Vague. Elles sont entrées dans ma chambre depuis qu'un geste imprudent m'a conduite à regarder d'un peu près le contenu des dossiers où se sont accumulés les témoignages des jeunes gens interrogés.

Les statistiques ont leur beauté, les chiffres leur poésie et les sondages d'opinion leur signification. Mais la lettre d'un homme, la lettre d'une femme... Cette charge humaine d'émotion, d'espoir ou de détresse... Il n'y faut point toucher sous peine d'en assumer une part.

Quand il s'agit par surcroît de jeunes hommes et de jeunes femmes, l'exploration de leurs sentiments devient aussi exaltante que la découverte d'une terre vierge.

Hillary ? Fuchs ? (A propos, la ténacité tranquille et récompensée du second a belle allure à côté de la fougue bavarde du premier). Le pôle Sud porte en ses flancs moins de promesses que la jeunesse d'une nation qui s'interroge avec tant d'âpreté sur son avenir.

Je ne suis donc pas en train de glisser, comme le suggère un lecteur amical, « sur les pistes glacées des Alpes ». Seulement sur les touches — glacées — d'une machine à écrire, sport dont il n'est pas encore évident qu'il soit moins dangereux, et sur cinquante mille feuillets d'où surgira, je l'espère, un livre.

LES quinze kilomètres qui séparent de Paris la caverne où sont enfermées ces richesses suffisent pour que le bateau d'armes yougoslave, la petite Hollandaise radio-active, la naissance de Mlle Isabelle Gaillard, le débat de politique étrangère au Parlement, le vernissage de Bernard Buffet et le ballet de Françoise Sagan appartiennent à un autre monde, le monde des villes. Avec leur rumeur, les journaux quotidiens font des bulles, matin et soir, à la surface de jours lisses où s'engloutissent les heures.

Les lire en lecteur, et non en professionnel, est bien divertissant. Ils en savent des choses, les journalistes. On se surprend à commencer quatre articles en première page et à n'en jamais connaître la fin parce qu'il faudrait la chercher au prix d'un terrible effort, ou à enchaîner d'une déclaration de M. Maurice Schumann sur une interview de Sophia Loren...

Un autre lecteur m'écrit : « Ainsi, vous ne serez pas à la « générale » du « Rendez-vous manqué ». Je le regrette car j'aurais aimé savoir comment vous justifierez Mlle Sagan et ses complices d'avoir absorbé deux millions et demi de subvention, c'est-à-dire d'impôts que nous payons, dans ce carnaval mondain. Ils pouvaient au moins payer eux-mêmes le prix de leur fantaisie ».

Bien sûr. Et si jamais subvention fût incongrue... Mais s'il est interdit de juger d'un spectacle sans l'avoir vu, il n'est pas interdit de juger ceux qui en parlent sans y avoir assisté.

AINSI cette dame, quinquagénaire bien camouflée, dont la voix stridente a retenti jusque dans ma campagne pour déclarer à la cantonade : « Et puis ce qui est dégoûtant c'est que les gens s'y intéressent par snobisme... »

Par snobisme, oui, snob signifiant précisément : qui veut faire croire qu'il appartient à une partie de la société dont il n'est pas.

Cette partie de la société, c'est la jeunesse dans l'une de ses incarnations. Elle en a beaucoup et de bien différentes, mais celle-ci est à la portée de tous les yeux. Ne vous y trompez pas : si elle fascine, c'est parce que la jeunesse, dans toutes ses manifestations, même les moins glorieuses, détruit le confort intellectuel. Non seulement elle a de l'avenir, elle s'étire et pousse comme un arbre dans le ciel, mais elle n'a pas de passé.

Et pour ceux qui appartiennent au passé, qui ne pousseront plus vers le ciel, qui se courbent vers la terre, qui sont lourds de tout ce qu'ils ont vu, appris, entendu, cette légèreté est d'une rare insolence.

Pardonnez-leur. Ils ne détiennent rien que vous n'ayez détenu et ils deviendront lourds à leur tour. Mais d'ici là, ils auront construit, comme vous avez construit. Quoi ? C'est ce que j'essaye de deviner. Et c'est pourquoi, cette semaine encore, je serai, excusez-moi monsieur, « absente de Paris ».

Françoise Giroud.

Un amour pour la France

Pour tout Français qui raisonne clairement, l'Algérie ne peut recevoir actuellement que deux solutions : indépendance à brève échéance ou longue échéance ou extermination du peuple algérien par des moyens puissants et coûteux. Si la France emploie la deuxième solution, le peuple algérien trouvera un soutien matériel chez toutes les nations anticolonialistes. Dans le cas où le bloc occidental et en particulier les U.S.A. ne pourront ni nous aider, ni prendre une décision claire, je pense qu'il sera alors du devoir des Algériens de demander une aide russe au prix de déclencher une guerre mondiale ou de devenir communistes (bien que la masse des Algériens est hostile au communisme). (...)

Il est donc encore temps que que la France accepte de négocier avec les véritables représentants du peuple algérien. (...)

Si la France nous accorde l'indépendance avant que ne se produise l'irréparable, et est honnête avec nous, une confiance peut encore renaître entre les peuples de France et d'Algérie — car en général, au fond du cœur du fellagha le plus fanatique, il existe un amour pour la France, la France révolutionnaire et démocratique.

UN ALGÉRIEN.

Je ne peux rien vous dire

La semaine où vous avez relaté l'arrestation de deux étudiants algériens, 117 autres Algériens ont été arrêtés dans notre ville et immédiatement expédiés à Alger.

Cela se passait à la veille de Noël. Depuis le silence règne... Un de leurs avocats ayant téléphoné à Alger pour avoir des renseignements s'est entendu répondre : « Je ne peux rien vous dire », par un membre du tribunal militaire. (...)

Laurent GOBLOT.
Lyon.

Soustelle d'office

Votre critique littéraire a parlé récemment du succès des livres traitant de sujets politiques actuels. Il citait en particulier, la collection « Tribune libre » lancée par les Editions Plon.

C'est dans cette collection qu'a paru la réponse de Jacques Soustelle au livre de Raymond Aron (« La tragédie algérienne »), dont la vente, dites-vous, a dépassé 20.000 exemplaires.

Je voudrais vous signaler, à ce propos, que le tirage de ce livre s'est trouvé gonflé d'une manière artificielle par des achats massifs, faits d'une part par le budget de l'Algérie et d'autre part par les autorités militaires. Je puis vous affirmer que le livre de Soustelle a été distribué gratuitement dans un certain nombre d'unités militaires, par exemple dans toutes celles de la 2e région militaire sous le couvert des services psychologiques de l'armée avec comme observation : « Idées à diffuser largement ».

Bien entendu, aucun livre exposant un point de vue différent ne nous a été donné.

Paul AUGER.

Armand n'est pas le premier

Vous indiquez que, plaidant la cause de l'Euratom en qualité de commissaire du gouvernement, M. Louis Armand est monté, le 9 juillet 1957, à la tribune de l'Assemblée nationale.

Avant la guerre de 1939-1945, il n'était pas exceptionnel que de hauts fonctionnaires, agissant en qualité de commissaire du gouvernement devant le parlement, fussent appelés à parler du haut de la tribune devant la Chambre des députés ou le Sénat. Puis-je citer, à cet égard, les interventions de l'un de mes prédécesseurs à la Direction du Mouvement général des Fonds, M. Alexandre Celier, lors de la discussion du renouvellement du privilège de la Banque de France en 1918, notamment à la séance de la Chambre des députés du 18 juillet où, après une controverse avec M. Vincent Auriol, il eut l'occasion de prononcer un remarquable discours qui, d'après le « Journal Officiel », provoqua des « applaudissements sur un grand nombre de bancs ». Talent et courtoisie.

Ch. FARNIER.
Paris.

(Suite du courrier en page 35.)

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Cette semaine :

PAGES 3, 5, 7 — Afrique du Nord
PAGE 6 — Au Forum : M. Duverger et P. Viansson
PAGE 8 — Election : duel à Marseille
PAGES 9, 10, 11 — Ce jour-là : le départ de Charles De Gaulle
PAGE 12 — Le monde en dessins
PAGE 13 — Londres : « L'Algérie anglaise »
PAGE 14 — L'article de Liddell Hart
PAGE 16 — Justice Aviation Je, tu, il
PAGES 17, 18, 19 — LES MEMOIRES DE GLUBB PACHA (fin) : Le règne du roi fou et le départ d'Amman
PAGES 20, 21 — Télévision Education Atome Psychologie
PAGE 22 — Faits divers Auto Médecine
PAGE 23 — L'embarras du choix
PAGE 24 — Spectacles : les critiques de R. Kanters et J.-P. Vivet
PAGE 25 — Vingt ans de chansons
PAGES 26, 27 — Arts : Buffet et Dominguez
PAGES 28, 29 — Disques
PAGES 30, 31 — Romans Collections Revues
PAGE 32 — Lettres : les articles de J. Cau et B. Pingaud
PAGES 33, 34 — Madame Express
PAGE 35 — Courrier Mots croisés
PAGE 36 — FRANÇOIS MAURIAC

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

Au passif de M. Bourguiba

UN débat de « politique étrangère » comme celui qui s'est déroulé cette semaine à l'Assemblée nationale, n'intéresse à peu près personne. Moins d'un député sur dix en séance mardi pour écouter les premiers orateurs. « *C'est là,* dit l'un d'eux, *une intimité que ceux qui sont présents apprécieront sûrement.* »

Il n'y a pour ainsi dire pas eu de débat de politique étrangère.

A sa place, une longue complainte à plusieurs voix. Etonnant spectacle. L'un après l'autre, les députés « nationaux » ont dit, et quelquefois même sans prendre la peine de monter à la tribune (à quoi bon ?) leur pessimisme, leur dégoût, leur haine du monde tel qu'il est.

« *Tout va mal, de plus en plus mal ; c'est une dégringolade continue chaque jour... Ce débat de politique extérieure est bien inutile. Que peut-il apporter ou apprendre de nouveau ?* » gémit devant les journalistes le général Kœnig.

Et M. Georges Bidault, de son côté : « *Je voulais intervenir dans le débat... Mais j'y ai renoncé car, devant des auditeurs aussi restreints, les paroles tombent dans du coton.* »

M. Jacques Soustelle a repris ce chœur des lamentations : « *En réalité, la politique dite libre a fait partout faillite, que ce soit en Afrique du Nord ou en Indonésie... L'alliance Atlantique est rongée par l'anticolonialisme.* »

De tels sentiments, cette atmosphère, cette amertume conduisent tout naturellement à chercher ce qu'on appelle des « responsables » ou des « boucs émissaires ». Il n'est plus besoin de les chercher à Moscou ni à Washington ; on en a trouvé un plus commode : c'est Bourguiba.

Si le dernier quart d'heure dure depuis deux ans, si le calme militaire de l'automne fait place déjà à de nouveaux et sanglants combats en Algérie, si la France est obligée de mendier des dollars pour ne pas fermer ses usines, c'est parce que la Tunisie et son chef permettent à la rébellion algérienne de se prolonger et de rebondir, alors qu'elle devrait être écrasée selon toutes les estimations officielles.

« *Nous nous sommes mis tout le monde à dos... Et la Tunisie est maintenant en état de belligérance avec nous !* » a hurlé M. Raymond Dronne à la tribune.

M. Jacques Soustelle, du ton plus sec et plus précis d'un professeur, a enseigné à l'Assemblée en quoi consiste l'essentiel du problème français :

« *Si la guerre d'Algérie se poursuit, c'est à la Tunisie qu'on le doit. Ceux qui meurent en Algérie sont à porter au passif de M. Bourguiba.* »

De même qu'en politique intérieure la droite de l'Assemblée déteste et injurie les réformistes bien davantage que les communistes, qu'elle laisse toujours parler M. Duclos ou M. Billoux, mais qu'elle hurle à la mort quand c'est M. Mendès France qui cherche à proposer des solutions ; de même M. Robert Lacoste et sa majorité rendent maintenant volontiers hommage aux combattants du F.L.N. et à leurs chefs, comme dans le dernier débat au Sénat, mais dénoncent avec une extrême violence les tentatives de M. Bourguiba pour trouver une voie difficile vers la négociation.

Du moment où l'on s'installe dans la guerre d'Algérie, il importe de supprimer dans l'esprit public l'idée même d'une autre solution, qu'une tentative de paix serait possible ou concevable. Le « traître » n'est plus l'adversaire ; lui, au contraire, joue le jeu : il fait la guerre. L'homme à abattre, c'est celui, où qu'il soit, qui démontre que la guerre est une impasse et propose autre chose. Telle est maintenant la loi de la vie parlementaire française.

Et c'est pourquoi les gens « sérieux » ne s'intéressent même plus à ce qui se dit au Palais-Bourbon. « *Cause toujours !* » pensent ensemble à Washington M. Foster Dulles et M. Jean Monnet qui négocient sur le niveau de l'économie française pour 1958 — la réalité tangible — et envisagent ensemble une issue pour la guerre d'Algérie que le secrétaire d'Etat américain a l'intention de discuter à Rabat la semaine prochaine avec des amis marocains.

ENQUÊTE

Voyage à travers la guerre

● *Notre envoyé spécial Jean Daniel nous câble de Tunis :*

LA première phrase que m'ont dite le président Bourguiba, le général Gambiez (commandant les forces françaises en Tunisie), le ministre plénipotentiaire de l'ambassade de France et les ministres tunisiens que j'ai vus dès mon arrivée à Tunis a été, à un terme près, la même :

« *Alors, ce bateau yougoslave, cette immense cargaison d'armes au F.L.N., cela prouve bien que même sans la Tunisie...* »

Oui. Même sans la Tunisie l'aide aux Algériens insurgés continuerait puissante et organisée. Ce bateau yougoslave a presque libéré les Français qui commençaient ici à se sentir coupables de vouloir coopérer avec un gouvernement qu'on leur décrivait comme si foncièrement hostile à la France.

Quant aux Tunisiens, ils voudraient qu'on admette à la fois le bien-fondé de leur solidarité algérienne et leur amitié pour la France.

Près de son opinion

C'est un phénomène complexe. Il faut l'analyser, d'ici, de près, dans l'opinion tunisienne elle-même, pour bien réaliser combien Bourguiba suit son opinion, l'exprime, la canalise et combien il est éloigné de ce double jeu que même certains d'entre nous, à certains moments de doute, arrivent à lui prêter.

Pour les Tunisiens, la question de la solidarité avec les Algériens en guerre ne se pose pas. Et ce n'est pas seulement la langue commune, la religion identique, le mythe du Maghreb, l'importance des réfugiés ; ce n'est même pas seulement la force de l'implantation F.L.N. à Tunis. C'est essentiellement les souvenirs de leurs propres luttes.

C'est une évidence, un réflexe profond pour eux que de ne pas refuser aux voisins la possibilité de faire ce qu'ils ont fait pour eux.

Une personnalité française de Tunisie m'a déclaré :

(Suite page 5.)

CORRESPONDANCES EXPRESS

NEUF SENATEURS SONT « MAINTENUS »

● Les élections sénatoriales qui doivent se dérouler en juin prochain posaient un difficile problème. Parmi les sénateurs élus en 1952 et dont le mandat vient à expiration (le Sénat est renouvelable par moitié tous les trois ans) figurent neuf représentants de l'Algérie (départements d'Oran et de Constantine).

Deux thèses étaient en présence.

Les uns estimaient que ces neuf sièges devaient être laissés vacants comme le sont, au Palais-Bourbon, ceux des députés d'Algérie qui n'ont pas été pourvus le 2 janvier 1956.

D'autres jugeaient possible de procéder à des consultations-témoins en Algérie, surtout s'il s'agit d'élections au second degré comme c'est le cas pour le Sénat. Mais une nouvelle répartition des sièges sénatoriaux était alors nécessaire, le nombre des départements algériens étant passé depuis 1952 de trois à quatorze.

La première formule semblait devoir l'emporter quand un sénateur, M. Michel Debré, présenta la solution de compromis qui évitait de trancher entre les deux thèses et faisait l'affaire des neuf « renouvelables ». Intervenant à la fin du débat sur la loi-cadre au Conseil de la République, M. Debré a fait adopter un amendement précisant que le mandat des neuf sénateurs renouvelables serait prorogé « jusqu'au moment où il sera possible de procéder aux élections ».

M. Gaillard a demandé que cette disposition ne figure pas dans le texte de la loi-cadre, mais il a dit qu'il en acceptait le principe.

MM. Enjalbert, Gay, Ben Miloud Khelladi et Benchicha (Oran), Delrieu, Augarde, Mostefai, Benhabiles et Mahdi (Constantine), continueront donc à représenter l'Algérie au Sénat, par décision du gouvernement. Toutefois, deux des sénateurs musulmans, MM. Ben Miloud et Benchicha, ne siègent plus au Luxembourg depuis plusieurs mois, sans avoir cependant démissionné de leur mandat.

M. BURON N'A AUCUNE CHANCE

● M. Robert Buron, député M.R.P. de la Mayenne et ancien ministre, vient de déposer une proposition de loi dont l'objet est de déclarer incompatibles les fonctions de parlementaire et les fonctions de ministre.

En d'autres termes, tout député ou tout sénateur appelé à siéger au gouvernement devrait immédiatement démissionner de son mandat.

Dans l'Assemblée actuelle, plus d'un député sur trois a été ministre ou secrétaire d'Etat (communistes et poujadistes exclus). Cette « course au portefeuille » est l'une des causes principales des crises gouvernementales.

La proposition Buron, si elle était adoptée, assurerait mieux qu'une révision constitutionnelle la stabilité de l'Exécutif. Mais elle ne sera pas votée.

« ESPRIT » SAISI EN ALGERIE

● Le numéro de janvier de la revue « Esprit » vient d'être saisi en Algérie sur ordre de M. Lacoste.

Bien que les raisons de cette mesure n'aient pas été officiellement précisées (aucune explication n'est jamais donnée sur les motifs d'une saisie), il semble qu'elle soit due à la publication dans le « Journal à plusieurs voix » d'une courte note intitulée « Avatars du tortionnaire ».

Réflexion, sans faits inédits, sur les éléments connus du problème des tortures en Algérie, cette note décrit les trois étapes parcourues dans les discussions ouvertes sur ce thème. Au premier stade, la négation pure et simple : il n'y a pas de tortures. A la seconde étape — celle de la Commission de Sauvegarde — l'existence de la torture est reconnue, mais l'accent est mis sur son caractère tout à fait exceptionnel, accidentel presque. Puis l'existence du tortionnaire est reconnue, et il réclame ouvertement la reconnaissance publique.

Aucun autre article du numéro d' « Esprit » n'avait trait à l'Algérie.

(G. Rochas.)

M. JACQUES CHEVALLIER.
Bâtisseur en Algérie.

LE MAIRE D'ALGER FAIT UN SAUT A PARIS

● Le maire d'Alger, M. Jacques Chevallier, est venu à Paris lundi pour recevoir le Prix du « Cercle d'Etudes Architecturales » qui lui avait été décerné en mars 1957, mais dont la remise n'avait pu encore être effectuée car il refusait de quitter Alger, même pour 48 heures. Il est, après l'industriel italien Adriano Olivetti, le cinquième titulaire de cette distinction qui est destinée à récompenser l'animateur d'un ensemble de réalisations d'urbanisme et de construction.

Sous l'administration de M. Chevallier, 5.562 logements neufs ont été édifiés à Alger en trois ans (500.000 habitants), alors qu'il n'en avait été construit que 544 au cours des treize années précédentes. Les plus grands ensembles sont la cité Diar-el-Mahçoul (« Cité de la promesse tenue ») de 1.550 logements, construite en 18 mois et reliée à Alger par un téléphérique qui transporte 10.000 voyageurs par jour, et la Cité Diar-es-Saada (« Cité du bonheur ») 732 logements, construite en un an. Ces habitations à loyer modéré sont destinées aussi bien aux Musulmans qu'aux Européens.

Pour permettre ces travaux, effectués selon un plan quadriennal, la ville d'Alger a consenti un important effort financier. Avec le concours de la Caisse des Dépôts, du Fonds d'habitat et l'émission d'emprunts, 35 milliards auront été ainsi consacrés en six ans au logement des Algérois. Les prochaines réalisations porteront notamment sur la construction d'habitations à loyers réduits, accessibles aux habitants des bidonvilles.

(Agip.)

M. CINO DEL DUCA.
Directeur à Paris.

MM. GEORGES VILLIERS ET FRANCOIS-PONCET CANDIDATS ?

● En vue des élections sénatoriales du mois de juin prochain, diverses personnalités non politiques étudient actuellement la possibilité de faire acte de candidature.

Ainsi, M. Georges Villiers, président du C.N.P.F., envisagerait de se présenter dans le Rhône. L'ambassadeur François-Poncet, de l'Académie Française, pourrait prendre dans la Seine la tête de la liste patronnée par le Centre National des Indépendants.

UN PROJET DE M. BIDAULT

● Depuis quelques semaines, les collaborateurs de M. Georges Bidault sont gênés. L'ancien président du Conseil ne se contente plus en effet de lancer des formules sibyllines pour enrichir le florilège parlementaire, ni même de prendre la parole dans les meetings qu'organise M. André Morice. Il a un nouveau slogan qu'il a déjà répété plusieurs fois : « Le jour approche, dit-il, où je ferai mon entrée à Tunis à cheval, à la tête de l'armée française. »

LA VIE DE LA PRESSE

● « Fraternité-Matin », « quotidien national » du mouvement Poujade, tirait à 20.000 exemplaires et en vendait 3.000, dont 1.800 sur Paris. Sa parution, interrompue fin décembre, reprendrait au début de février.

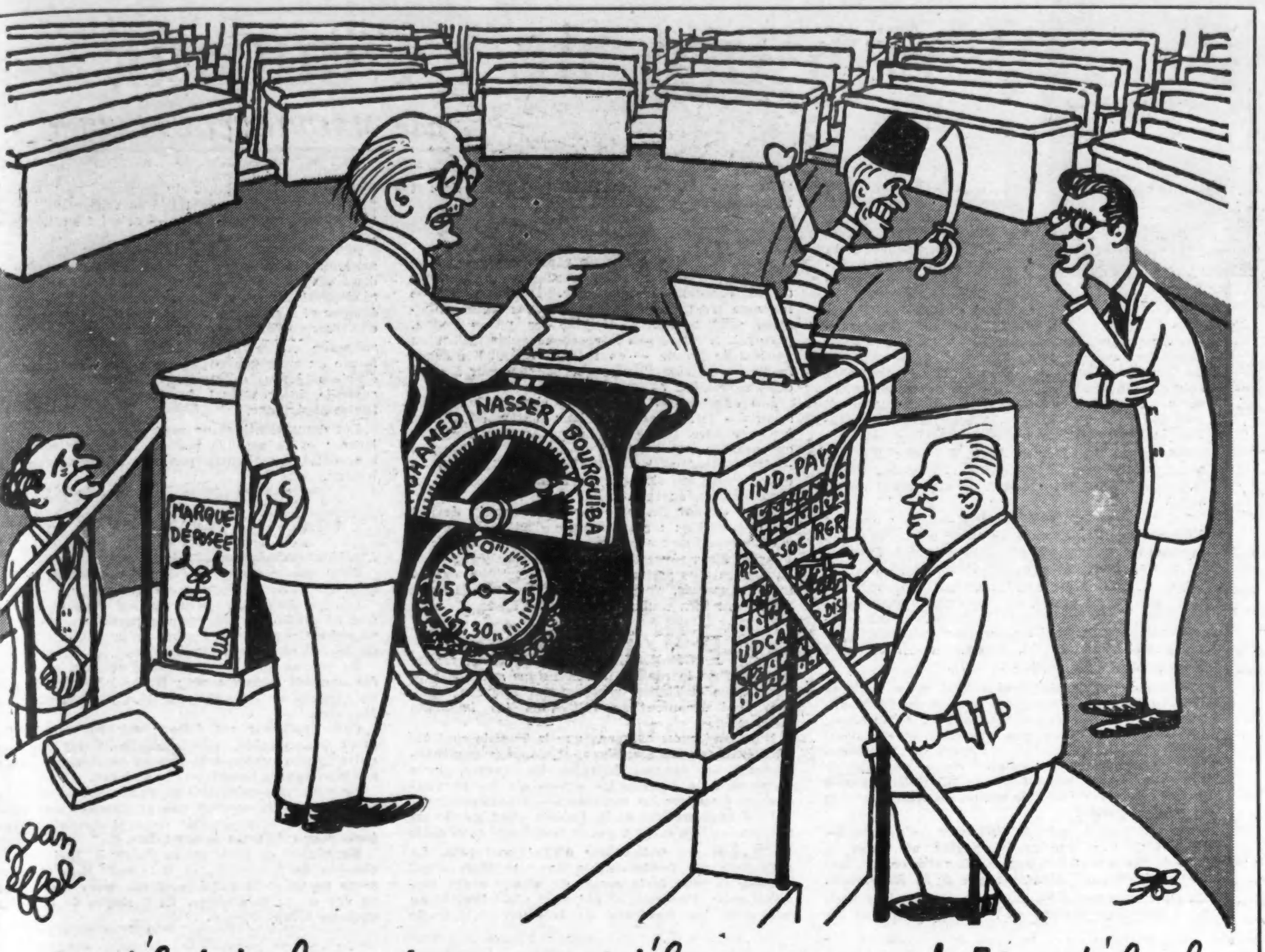
— « L'Heure de Paris », hebdomadaire que dirige M. Bernard Lafay, député de la Seine, n'est diffusé que dans la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne). Son tirage est de 25.000, dont 20.000 exemplaires mis en vente. Pour Paris, la vente du n° 1 a atteint 1.200 exemplaires. Pour le n° 2 : 1.150, n° 3 : 800, n° 4 : 600.

— « Dimanche-Matin », dont le propriétaire est M. Roger Capgras, n'a pas paru depuis quatre semaines.

— « La Tribune du Peuple », hebdomadaire du « Parti d'Union de la Gauche socialiste » (ex-Nouvelle Gauche, M. L. P. et minorité Jeune République), annonce un tirage de 30.000 exemplaires, pour la plus grande partie diffusés parmi les militants.

— L'éditeur Cino Del Duca assume lui-même depuis cette semaine la direction de « Paris-Journal » qui a pris en novembre dernier la place de « Franc-Tireur ». L'ancienne équipe de direction de « Franc-Tireur », MM. Elie Peju, Charles Ronsac et Georges Altman, a quitté « Paris-Journal », tandis qu'un des rédacteurs en chef de l'agence France-Presse, M. Gaston Gelis, était appelé par M. Del Duca à occuper un poste important à la rédaction du journal. L'ancien directeur de Cabinet de M. Edgar Faure, M. Jacques Duhamel, commissaire général adjoint à la Productivité, pressenti par M. Del Duca, a décliné ses propositions.

La vente de « Paris-Journal » atteint actuellement 90.000 exemplaires, pour un tirage global de 140.000. « Franc-Tireur » vendait environ 60.000 exemplaires.



— Au début de chaque dernier quart d'heure... coucou ! Et ça déclenche électroniquement votre majorité de droite.

(*Suite de la page 3.*)

« Bourguiba peut tout faire dans ce pays, mais s'il se mettait en tête d'aller à contre-courant de son opinion sur le problème algérien, il ne pourrait pas tenir. »

J'ai aujourd'hui la conviction que les Tunisiens voudraient — autant qu'il y a deux ans — n'avoir pas à choisir entre la France et l'Algérie. Quand ils choisissent, c'est contraints. La situation actuelle de la Tunisie les conduit à ce jeu subtil, embarrassé, embarrassant, qui consiste tour à tour à ménager la France et le F.L.N. A l'intérieur de ce jeu, il y a évidemment un facteur considérable : la personnalité de M. Bourguiba.

Visite à Bourguiba

Je suis allé le voir avec l'intention de ne pas faire état de ses déclarations, lui qu'on accuse de trop parler. Mais certains propos qu'il m'a confiés aident à le comprendre :

« Il y a des événements auxquels la France ne fait plus attention, parce que la guerre d'Algérie la fait vivre dans un univers clos. Est-ce que vous vous êtes rendu compte, en France, de l'importance de la conférence du Caire ? Quarante-sept nations sous influence communiste et qui font de l'aide à l'Algérie leur principal cheval de bataille, leur facteur d'unité essentiel. Comme homme d'Etat, j'aurais moi le devoir — même si je n'étais pas d'accord avec les Algériens — de tenir compte de ce courant historique. Pourquoi les Tunisiens ont été les seuls au Caire à défendre l'Occident et à dénoncer le neutralisme pro-soviétique sans être un seul moment injuriés, c'est parce qu'on sait que le F.L.N. est à Tunis, que je défends la cause algérienne, que la solution du conflit algérien est le but de ma vie. On parle déjà d'armements syriens, yougoslaves, etc.

Vous voulez vraiment que le F.L.N. ne soit plus cautionné que par les satellites de l'Union soviétique ?

On me dit : quelle importance si le F.L.N. était écrasé ? Comme absurdité, c'est ahurissant ! Vous revenez d'Algérie : Pouvez-vous me dire qu'il est écrasé ? Et puis cette force insurrectionnelle qu'il a fait naître, personne n'en triomphera. On peut l'assouplir, la rendre politique, parler d'étapes, de coopération, de situation particulière, d'ensemble franco-maghrébin, et c'est ce que je fais, c'est ce que je ne me lasserai pas de faire, mais on ne peut plus ignorer le F.L.N., on ne peut plus croire à sa disparition. Et le jour venu de la construction de l'ensemble, vous, vous serez bien contents de ce que je serai là, encore, et de ce que je parle encore de coopération... je ne pourrai en parler que parce que j'aurai obtenu, jour après jour, à la force du poignet, une audience auprès des Algériens. Et l'Occident sera bien content que j'aie conservé l'Afrique du Nord dans son camp. Vous vivez dans le présent. Moi je suis obligé de voir l'avenir. »

Le présent

Mais c'est que le présent est douloureux. Ces quatorze morts de Sakhiet-Sidi-Youssef. Et le sort de quatre prisonniers. Solidarité ? On sait qu'il faut s'y résigner, mais pas cobelligérance ! disent les autorités françaises en Tunisie.

Les graves incidents de Sakhiet ont été provoqués par des attaquants, venus de Tunisie, ravitaillés, entraînés et équipés en Tunisie, qui se sont ensuite repliés en territoire tunisien. Cela, c'est la version militaire française officielle, c'est aussi la version de témoins français et de confrères en qui j'ai confiance.

Les Tunisiens la nient. *Tous* les Tunisiens, il est important de le souligner ; car il y a une opinion publique en Tunisie, il y a des élites qui s'opposent les unes aux autres et qui gardent leur indépendance et leur objectivité.

Davantage : des journalistes étrangers, dont deux témoins, nient eux aussi la version militaire. Nous avons passé des soirées entières à comparer toutes nos informations, nos renseignements, nos préventions aussi. Nous n'avons pu avancer d'un pas.

La seule chose que nous ayons retirée de ces discussions, c'est de pouvoir mieux faire comprendre comment se passent les incidents aux frontières tuniso-algériennes.

Dans la région de Sakhiet, la frontière est toute en djebels — c'est-à-dire en chaînes de petites montagnes dont certaines crêtes sont sur le versant algérien, d'autres sur le versant tunisien. Depuis six mois, il y a deux formations de chaque côté de la frontière.

Les Français avaient un bataillon du régiment d'infanterie dont le général Buchalet fut colonel.

Face à face

En Tunisie, du côté algérien, il y a aussi des éléments d'un bataillon que le F.L.N. appelle « 3e bataillon de la base de l'Est ». Il est assez en-deçà de la frontière et notamment du village de Sakhiet où une petite formation de l'armée tunisienne, sous les ordres du lieutenant Boubaker, tient une mitrailleuse qui empêche les avions de reconnaissance français de survoler le territoire tunisien.

Le capitaine Allard et le lieutenant Boubaker se connaissent. Ils n'ignorent rien des déplacements réciproques de leurs hommes. A la jumelle, ils peuvent facilement s'observer, se faire des signes et il est même arrivé qu'ils aient convenu de se rencontrer pour des questions d'intérêt commun ou des litiges.

Mais du côté tunisien, où les forêts sont drues, épaisses, les Algériens peuvent parfaitement se dissimuler et échapper à l'autorité tunisienne.

M. Bourguiba fait remarquer que du 15 octobre 1955 au 30 mars 1957, le général Gambiez, qui disposait d'une véritable armée, n'arrivait pas à empêcher les passages. Ce dernier lui répond que pendant la même période, il a tué 559 Algériens, fait 279 prisonniers et perdu 84 Français. Le dialogue se poursuit d'ailleurs indéfiniment, car les Tunisiens répondent à leur tour que tous les combattants algériens ne venaient pas de Tunisie, que d'autres sont passés, etc.

Sur l'affaire des quatre prisonniers, un élément cependant est impressionnant. Le F.L.N. a non seulement proclamé qu'il conduirait « tous ceux qui le désirent » voir les quatre Français (c'est-à-dire au-delà de la ligne frontière électrifiée, laquelle est décidément aisément franchissable), mais encore que le délégué de la Croix-Rouge allait pouvoir interroger de la façon qu'il voudrait les survivants de l'embuscade. Si ces derniers sont retournés en Tunisie avant de se trouver là où ils sont, ils le diront : on comprendrait mal que le gouvernement tunisien puisse ainsi risquer d'être à la merci d'un tel désaveu.

Comment les prisonniers pourront-ils être restitués ?... Les Tunisiens, dont le prestige est devenu considérable aux yeux des Algériens depuis que M. Bourguiba a refusé de recevoir le général Buchalet, estiment pouvoir tout obtenir du F.L.N. Celui-ci demande évidemment l'échange contre des prisonniers algériens. Mais pour la France ce serait reconnaître la qualité de belligérant au F.L.N. et transformer soudain en soldats ceux qu'elle considère jusqu'à présent comme cou-

(*Suite page 7.*)

FORUM

LE PARTI DE LA GUERRE

par MAURICE DUVERGER

MAURICE DUVERGER

AU départ, la France avait raison dans le nouvel incident qui l'oppose à la Tunisie. Les faits matériels correspondent à la version donnée par les autorités d'Alger, ce qu'une rapide enquête pourrait facilement établir. M. Bourguiba sait que l'indépendance ne comporte pas seulement des droits, mais aussi des devoirs ; qu'un Etat doit faire respecter ses frontières par tout le monde ; que la neutralité l'oblige à interner les belligérants qui se réfugient sur son territoire, et à empêcher qu'ils ne prennent part aux combats de nouveau. Une ferme protestation de Paris était donc entièrement justifiée.

Seulement, les formes dont M. Félix Gaillard a cru devoir entourer cette protestation ont gâché la position française, il faut le dire aussi nettement.

Les usages diplomatiques sont précis : un chef d'Etat ne peut envoyer à un autre chef d'Etat des messages spéciaux que s'il s'est assuré à l'avance qu'ils seront agréés par leur destinataire.

Or, M. Bourguiba avait prévenu qu'il ne recevrait pas un militaire, ce qui était parfaitement son droit. En passant outre, le gouvernement français commettait une incorrection (d'autant plus grave d'ailleurs que M. Bourguiba est un chef d'Etat, et non M. Félix Gaillard).

Supposons qu'un incident éclate entre Paris et Washington, par exemple à propos de l'aide apportée au F.L.N. par certains milieux américains ; supposons que notre gouvernement décide d'envoyer un général protester auprès de M. Eisenhower ; supposons que celui-ci refuse de recevoir son ex-collègue : pense-t-on que M. Gaillard aurait insisté et expédié tout de même en Amérique son messager étoilé ?

On voit tout de suite la différence : c'est que les Etats-Unis sont une grande nation, alors que la Tunisie est une petite nation. Et voilà ce qui justifie précisément l'intransigeance de M. Bourguiba.

Si les pauvres et les faibles sacrifient leur honneur, que leur restera-t-il ? Les puissants et les riches peuvent être moins chatouilleux : ils ont tant d'autres choses...

ON a beaucoup repris ces jours derniers les critiques contre le caractère du président de la République tunisienne. Il est vrai que l'homme n'est pas facile, et que ses sautes d'humeur sont irritantes. Il joue les prima donna, paraît-il. N'est-ce pas le reproche qu'on faisait au général de Gaulle — en 1943 — quand il n'avait, lui non plus, rien d'autre que son honneur à jeter dans la balance ?

Les successeurs sont moins chatouilleux : les scrupules de M. Bourguiba leur sont moins faciles à comprendre. Ils ne songent pas, certes, à mettre en parallèle leur attitude vis-à-vis de Washington — les courbettes, les politesses, la main molle — et leur attitude vis-à-vis de Tunis — raideur, intransigeance, énergie.

Plats devant les plus forts, arrogants devant les plus faibles : cette morale d'adjudant ne les choque pas. Elle n'est pourtant pas la morale de la France. Mais rêver d'un pays qui serait généreux envers les plus petits que lui, et intraitable envers les plus grands, c'est un songe d'intellectuel, sans doute, qui fera sourir nos réalistes épais.

PUISQU'IL s'agit de réalisme, regardons en face la réalité, et constatons que nos rapports avec la Tunisie reposent sur une contradiction dont découlent en fait tous les incidents successifs.

D'un côté, nous exigeons que la Tunisie contrôle effectivement ses frontières, et s'oppose aux mouvements des troupes fellagha. De l'autre, nous refusons à la Tunisie les armes qui lui permettraient d'assurer ce contrôle des frontières.

Le drame profond de la Tunisie, c'est qu'elle est désarmée et qu'elle n'a pas la possibilité matérielle de remplir ses obligations d'Etat souverain. La différence est fondamentale avec le Maroc, qui possède la plus forte armée du monde arabe jusqu'au golfe Persique, et qui peut ainsi limiter au minimum les incidents de frontières (le trafic d'armes occulte, à l'insu du gouvernement, est un problème très différent : il s'en fait aussi à travers notre propre territoire — et celui d'alliés très proches).

Si l'on veut éviter le renouvellement d'incidents analogues à celui du 11 janvier, il n'existe que deux moyens pratiques. Ou bien faire confiance réellement au gouvernement tunisien et l'aider à équiper et à entrainer une armée qui lui permettra d'exercer en fait la souveraineté que nous lui avons reconnue en droit. Ou bien reprendre sous une forme ou sous une autre une suggestion faite ces derniers jours concernant l'établissement d'un contrôle international le long de la frontière tuniso-algérienne.

Les deux solutions ne sont pas exclusives d'ailleurs : et la seconde permet seule une action à bref délai, que l'autre pourrait relayer éventuellement.

SI l'on veut éviter le renouvellement d'incidents analogues... Mais le veut-on vraiment ?

Pour une certaine fraction des hommes politiques français, la réponse est « non ».

Les partisans du statu quo en Algérie savent que ce statu quo n'a aucune possibilité réelle de se maintenir, à long terme, entre l'indépendance du Maroc et celle de la Tunisie.

Ils rêvent donc de reprendre en bloc ce qui a été concédé séparément : ils ne désespèrent pas de généraliser le conflit algérien à l'ensemble du Maghreb.

Cette politique est folle : elle est matériellement inapplicable, elle anéantirait les chances qui s'offrent encore à la France en Afrique ; mais ses partisans n'en ont pas conscience.

Ils sont une minorité au Parlement et dans le pays : mais ils ne sont pas si attachés aux principes démocratiques qu'ils reculent devant d'éventuels coups de force minoritaires.

En réalité ce parti de la guerre a fort peu de chances de triompher, et il le sait. Mais il a été assez puissant jusqu'ici pour paralyser tout effort en vue d'une paix réelle. Et il risque de le rester quelque temps encore.

LE RAPPORT BRULÉ

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

P. VIANSSON-PONTÉ

LE 13 juin 1940, rapportent les historiens, une colonne de fumée noire qui montait des jardins du Quai d'Orsay transformait en débâcle le désarroi qui régnait depuis quelques jours dans Paris : les fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères brûlaient les dossiers secrets de la diplomatie française. Le lendemain, l'armée allemande faisait son entrée dans la capitale, déserte et silencieuse.

La mince fumée bleue qui couronnait, un soir de la semaine dernière, le toit d'un immeuble de la rue des Saints-Pères, dans le quartier Saint-Germain-des-Prés, n'a ému personne. Elle provenait pourtant, elle aussi, d'un autodafé hautement symbolique. Assis devant la cheminée de son petit appartement de célibataire, M. Robert Schuman brûlait, feuillet après feuillet, l'unique exemplaire du document le plus secret de l'année écoulée : le rapport établi à sa demande par les experts officiels, au cours de la dernière crise ministérielle, sur la situation véritable de l'économie française pour 1958.

A quoi songeait le vieil homme d'Etat en regardant se consumer les pages de ce « rapport des experts » qui fut, entre deux gouvernements, le pivot de la vie politique nationale ? Pensait-il à ces conclusions désabusées qu'il formulait après quatre ans passés au Quai d'Orsay, dans un article publié en mars 1953 : « L'autorité du ministre responsable est une de ces fictions sur lesquelles repose le régime démocratique... » Ou à Bossuet, ce grand ancêtre du M.R.P. : « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses pour ce qu'on veut qu'elles soient et non pour ce qu'on a vu qu'elles sont en effet. »

QUELLES conclusions explosives pouvait bien contenir le fameux rapport pour que son expéditeur et son destinataire, le Président de la République, aient finalement décidé, d'un commun accord, que la raison d'Etat commandait sa destruction ?

Parmi les très rares personnalités admises à en prendre connaissance, deux au moins, MM. Paul Reynaud et Guy Mollet, avaient demandé qu'il soit publié. Une proposition de résolution a même été déposée en ce sens au Parlement. M. Félix Gaillard, qui avait lu aussi le document en sa qualité de ministre des Finances du précédent gouvernement — mais sur place, à l'Elysée, dans le bureau de M. Coty — n'a pas appuyé cette requête. Pourquoi ? Tout ce qu'on sait du rapport est qu'il ne se bornait pas à rassembler les données d'un diagnostic, mais indiquait aussi une méthode, suggérant en particulier d'instituer en France, si les opérations d'Algérie doivent se poursuivre, une véritable « économie de guerre ».

Ces quelques mots ont suffi. Le rapport des experts contredisait la doctrine officielle. Comme un simple journal saisi par M. Lacoste, il était bon à jeter au feu. Ce qui vient d'être fait.

Cette opération donne à penser. La vie politique française est ainsi faite que, dans la lutte entre les hommes et les faits, ce sont presque toujours les hommes qui l'emportent. « Ce n'est pas la Seine, mais le Léthé qui coule à Paris », disait Adrien Hébrard, et Napoléon parlait, lui aussi, des « faits séditieux ».

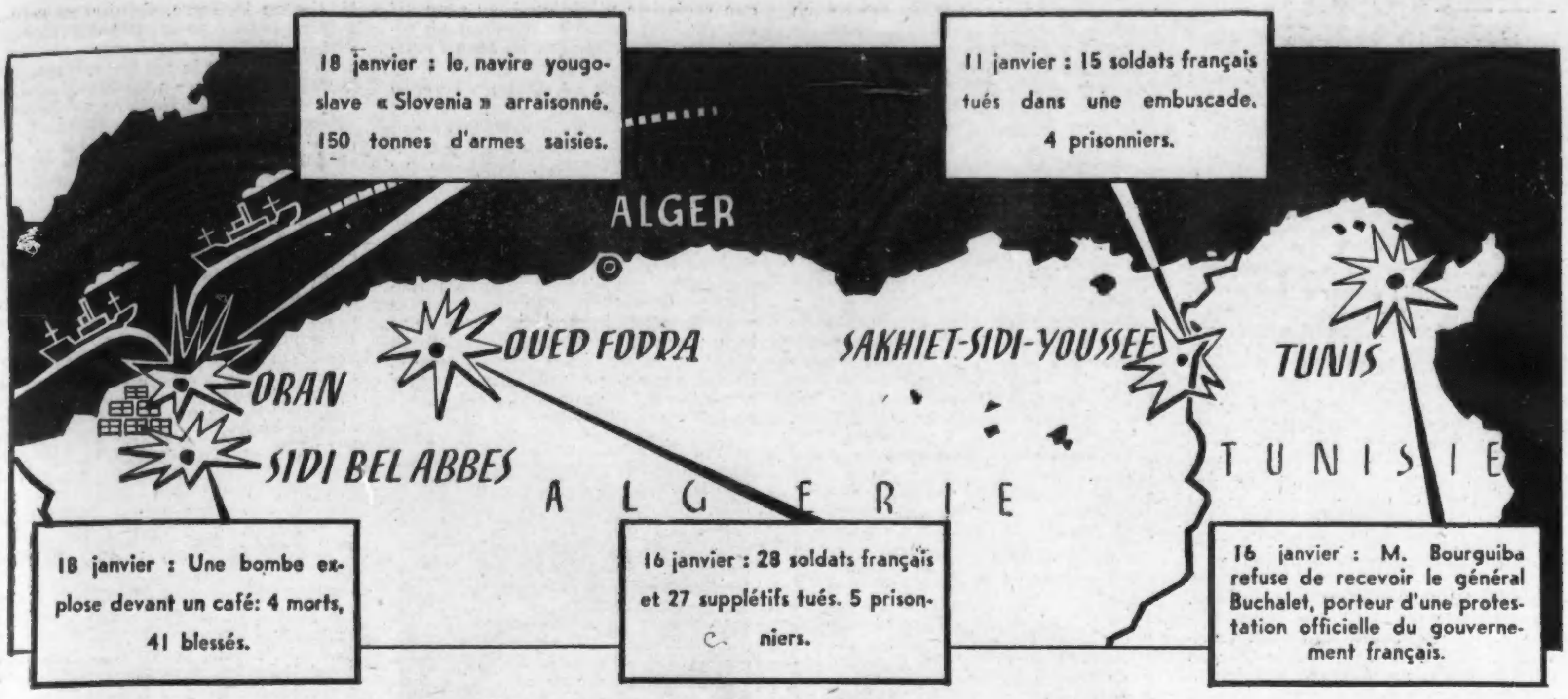
RAREMENT les hommes au pouvoir prévoient les ruptures inévitables : ils ne savent pas, ils n'ont pas le temps. Les fonctionnaires, eux, et en particulier les spécialistes financiers et les économistes, observent, et parfois s'inquiètent. Informent-ils spontanément le gouvernement des menaces qu'ils discernent ou sont-ils, comme c'était le cas pour les experts, consultés par lui ? Le gouvernement doit alors choisir d'écouter les faits qui lui sont ainsi révélés ou les hommes — sa majorité parlementaire, sa clientèle électorale. Il donne à entendre qu'il se conforme aux faits, tout en imposant le secret à ceux qui les lui ont révélés, et il agit comme il plait aux hommes, ses mandants. Quand les faits sont consignés dans un rapport, on le brûle.

Jusqu'au jour où, inéluctablement, selon Alfred Sauvy, « la technique négligée finit par se venger par l'intermédiaire de ses serviteurs ».

CE refus d'admettre les faits, cette volonté de les nier, imprègnent profondément notre vie politique et déteignent sur l'opinion. Qu'un enfant soit en danger de mort faute d'un sérum précieux, une immense chaine de solidarité se noue aussitôt et des millions d'hommes et de femmes sentent battre leur cœur au rythme de ce souffle fragile. Rien de tel quand il s'agit de problèmes dont dépendent les conditions de vie, voire la vie même, du peuple entier.

Qu'on n'objecte pas l'impossibilité, sous peine d'attenter à la confiance, de révéler les données exactes de la situation économique ou financière d'un pays. Au lendemain de la guerre, l'Angleterre s'est trouvée devant le problème suivant : comment faire accepter à une population habituée à l'abondance, et qui espérait la retrouver avec la paix, les mesures d'austérité qui seules pouvaient permettre le redressement de la balance des comptes ? Elle l'a résolu par la publication d'un « Livre blanc » repris dans des millions de tracts, d'affiches, de brochures dans lesquels la situation du pays était exposée sans détour, clairement, à l'opinion, et expliquée la nécessité d'exporter pour se procurer les devises indispensables des produits essentiels qui faisaient défaut aux Anglais eux-mêmes. A cette franchise répondit une extraordinaire discipline nationale qui permit le redressement escompté.

Tant que les hommes publics les plus haut placés brûleront les rapports des experts pour permettre aux illusions de vivre un peu de temps encore, il ne faudra pas s'étonner de voir les Français se comporter en sujets et non en citoyens, ou mépriser la forme de démocratie qu'on pratique devant eux.



UNE SEMAINE EN ALGÉRIE.
Une bataille perdue pour tout le monde.

(*Suite de la page 5.*)

pables « *d'avoir fait partie, sur le territoire national, d'une association de malfaiteurs* ».

Le F.L.N. veut sauver certaines apparences. Et c'est pourquoi M. Bourguiba a imaginé d'offrir au F.L.N. et à la France cet accord : la restitution des prisonniers contre la grâce des quatre jeunes Algériennes condamnées à mort.

« *Puisque l'opinion publique française, de l'extrême droite à l'extrême gauche, a demandé elle-même ces grâces, il me semble que c'est aller au devant d'un désir français* », a déclaré M. Bourguiba.

Une force internationale ?

Pour la Tunisie, si les maladresses de M. Gaillard ont permis à M. Bourguiba un redressement spectaculaire et une consolidation de son pouvoir, la solidarité avec l'Algérie pose néanmoins des difficultés très graves.

La misère y est effroyable, et les Tunisiens voudraient bien que le gouvernement puisse enfin n'avoir pas d'autres soucis que la réduction du chômage, l'élévation du niveau de vie, bref la mise du pays au travail.

M. Bourguiba sait au surplus que la tension franco-tunisienne ne favorise aucunement une aide américaine par exemple. L'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis, qui joue un rôle exemplaire de modérateur, a bien fait comprendre que l'avenir tunisien, dans la mesure où il était occidental, ne pourrait être fait que d'une harmonieuse conjonction entre les aides françaises et américaines. Aussi, les Tunisiens ne demandent-ils que d'avoir la possibilité d'être neutres avec bonne conscience. M. Bourguiba pense faire appel à une force internationale pour garder la frontière.

Une semaine meurtrière

Restent les rapports avec le F.L.N. Venant d'Algérie où j'étais il y a quelques jours, pendant l'une des semaines les plus meurtrières depuis le début de la rébellion, j'ai pu me rendre compte en même temps de la complexité d'une situation qui conduisait les responsables français à ne pas traiter le F.L.N. en ennemi régulier.

La situation algérienne est aujourd'hui proprement abracadabrante : des villes heureuses, prospères et pacifiées ; des musulmans partout, à l'école, dans les stades, dans les cafés et les spectacles ; des musulmans aussi dans les prisons et les camps qui regorgent d'internés ; un Sud saharien en proie aux fièvres des constructions les plus exaltantes. Au milieu, des régions entières où, çà et là, des masses musulmanes ne croient plus au succès F.L.N., ne demandent qu'à survivre, n'ont plus confiance en la France et vivent le drame le plus atroce de leur histoire.

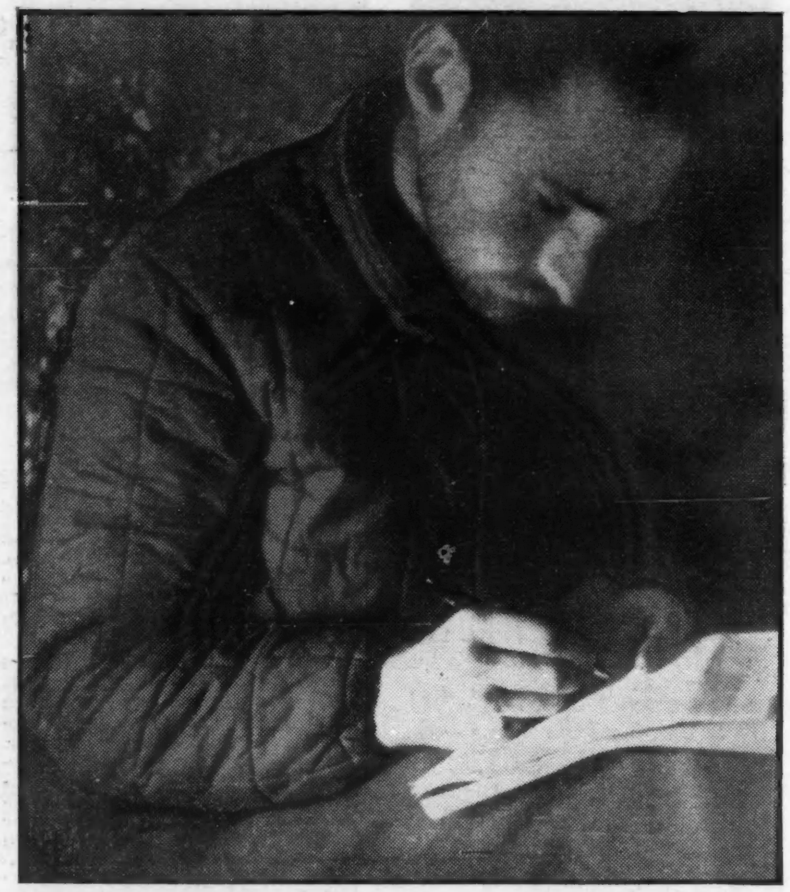
Ailleurs, des officiers français qui font leur métier comme un apostolat et se font adorer de villages dont ils deviennent des sortes de prêtres laïques. Ailleurs encore, des chefs nationalistes dissidents qui ont le contrôle absolu de régions entières où flotte le drapeau algérien.

Enfin, en même temps que tout cela, une armée clandestine, moins que jamais vaincue, mieux que jamais équipée et armée qui, pendant la semaine où je m'y trouvais, réussissait dans des embuscades et des engagements à tuer cent soldats des forces françaises, tandis qu'elle en perdait quelques centaines elle-même.

Presque tout le monde est d'accord sur ce point désormais : depuis deux mois, l'Algérie est devenue un pays occupé par deux armées et habité par une population qui n'en peut plus. La fameuse bataille de la conquête des cœurs a été perdue par tous.

Cela peut changer, cela a bien changé pendant ces trois dernières années. Mais l'indécision même de la lutte conduit ceux qui ne se résignent pas à préparer l'avenir, à tenter encore « l'écrasement » purement militaire du F.L.N.... En ce cas, pour le moment encore, l'avenir est bouché.

JEAN DANIEL.



LE CAPORAL VIALARON, UN DES QUATRE PRISONNIERS DE SAKIET.
Aux mains du 3e bataillon F. L. N., base Est.

GOUVERNEMENT

L'affaire du cargo

● ***Un coup spectaculaire porté au F.L.N. et à ses fournisseurs. Et un nouveau coup porté, par des sous-ordres, à l'autorité du gouvernement français.***

DANS la tempête qui faisait rage samedi sur la Méditerranée, le *Slovenija*, cargo rapide de 6.000 tonnes, longeait les côtes algériennes. Le navire avait quitté la veille le port yougoslave de Rijeka, une pittoresque cité plus connue sous le nom de Fiume, et se dirigeait vers New York, via Casablanca. Tout était calme à bord et les passagers — en majorité américains — qui devisaient dans le salon ne se doutaient nullement qu'ils étaient déjà les figurants d'un incident international...

Avant même de lever l'ancre, le sort du *Slovenija* était fixé : des agents de renseignements français avaient prévenu la Marine nationale que sa cargaison était suspecte. Et sitôt franchie l'Adriatique, des avions de l'Aéronavale s'étaient envolé relayés pour contrôler la route du cargo yougoslave. On l'avait perdu à plusieurs reprises dans les brumes. Mais au large d'Oran, un avion qui s'était envolé de la base de Lartigue signalait sa présence aux escorteurs *Cassard* et *Kabile*. Quelques heures plus tard, à 45 milles des côtes, ce fut l'arraisonnement.

Sagement, le *Slovenija* se laissa conduire à Mers-el-Kébir, le port de guerre d'Oran. Il avait dans ses cales 148 tonnes d'armes, réparties en 3.200 caisses. Et la nuit durant, à la lumière des projecteurs, mortiers, mitrailleuses, pistolets automatiques et munitions s'accumulèrent sur les quais. La prise était d'importance : trois fois la cargaison de l'*Athos*, de quoi équiper cinq à six bataillons. Bref, un matériel d'une valeur globale de deux milliards de francs environ.

Après coup

Ce ne fut qu'après l'entrée du cargo dans le port que les autorités navales, responsables de l'opération, prévinrent M. Lacoste, puis le reste du gouvernement. Les uns et les autres — à l'exception du ministre de la Marine — avaient été tenus à l'écart et laissés dans l'ignorance la plus totale. Les armes saisies — et mis en présence du fait accompli — il ne restait plus aux ministres qu'à couvrir l'opération, voire à en revendiquer le mérite, comme ils l'avaient fait lors de l'enlèvement de Ben Bella.

Le Quai d'Orsay, seul, exprima tout de suite son inquiétude : le navire yougoslave avait des papiers parfaitement en règle. Le manifeste du navire spécifiait la présence d'armes, parmi d'autres marchandises. C'était un navire étranger se rendant dans un pays étranger. Avait-on le droit de le dérouter d'abord, de saisir ensuite sa marchandise ?

Bien entendu, quand on consulte une carte, il est ridicule de prétendre que les armes du *Slovenija* étaient destinées au Yemen. Le transitaire marocain chargé de recevoir à Casablanca cette cargaison n'avait sollicité de son gouvernement aucune autorisation, comme le soulignait lundi M. Balafredj, ministre des Affaires étrangères du Sultan. Mais il demeure pour les Yougoslaves que la France s'est

MOQUETTES, CARPETTES

Distributeur France-Tapis et des meilleures productions françaises Coupe, pose sur thibaude et couture main. **STATION SERVICE TEXTILAM** entretiendra votre installation de tapis : dissimulation parties usées, ajustement sur place. Travail impeccable par personnel ponctuel et consciencieux. **TEXTILAM, 3, rue Richelieu. RIC. 00-45.**

rendue coupable, délibérément, d'une « *violation de la liberté des mers* » et qu'il s'agit « *d'une affaire très grave* »...

C'est ce qu'a dit en termes énergiques M. Uvalic, ambassadeur de Yougoslavie à Paris, au ministre des Affaires étrangères français, M. Pineau.

La thèse yougoslave est en effet simple :

Un précédent

« Le *Slovenija* était en haute mer. L'arraisonner, c'est violer toutes les règles de droit international et remettre en pratique la piraterie et la course. Et cela même si les motifs français sont légitimes. Pourquoi ne pas avoir avisé notre gouvernement que la France était hostile à cette expédition dans la mesure où elle craignait que les armes ne parviennent au F.L.N. ? Pourquoi ne pas s'être entendu avec le gouvernement marocain pour faire saisir la cargaison à Casablanca, comme cela s'est déjà produit il y a cinq mois ? »

M. Pineau — qui n'avait pas non plus été tenu au courant — répliqua, comme il le put, que depuis septembre dernier la limite des eaux territoriales algériennes fut portée (par un décret publié au *Journal officiel*) à 50 milles des côtes.

Armes destinées au Yémen ?

« *Nous avons la preuve qu'elles étaient destinées à la rébellion. Ce sont des armes tchécoslovaques achetées le 15 novembre à Prague par un nommé Idriss Ben Saïd, trafiquant notoire, lié au F.L.N.* »

Entrave à la liberté de navigation ?

« *Il s'agit de pure contrebande et il est du devoir du gouvernement français de l'empêcher. C'est la défense de nos troupes que nous assurons en ce moment et nous sommes décidés à le faire par tous les moyens...* »

« Et s'il avait été russe ? »

« *Mais*, remarquait mardi soir un diplomate yougoslave, *pourquoi n'a-t-on pas intercepté les avions anglais qui apportaient des armes à Bourguiba, puisque le gouvernement français craint qu'elles ne finissent dans les maquis algériens ? Et que se serait-il passé si le navire avait été russe, par exemple ?* »

En fait, il demeure qu'un recours yougoslave à la Cour internationale de La Haye mettrait juridiquement le gouvernement français en mauvaise posture. Si, comme le gouvernement en est persuadé, les armes saisies étaient bien destinées au F.L.N., d'autres méthodes, aussi efficaces si moins spectaculaires, auraient pu être employées. Mais de nouveau, comme dans l'affaire Ben Bella, c'est à l'échelon irresponsable des « Services » que s'est réglée une affaire d'Etat.

CLAUDE KRIEF.

ÉLECTIONS

Duel à Marseille

● Dans la capitale du Sud, une élection législative met face à face un patron sans complexe et un socialiste efficace.

(*De notre envoyé spécial*)

« CE *n'est pas la saison d'une campagne électorale.* » Cette phrase, on l'entend à Marseille vingt fois dans une seule journée. Et l'on vous parle avec mélancolie des grandes kermesses de printemps où, comme en 1951, les candidats s'en allaient par les rues, au milieu d'une foule qui chantait, scandait les slogans, renversait au passage quelques chaises de café ou même, comme dans ce quartier corse du « Panier », où des guirlandes de linge multicolore s'étalent aux fenêtres, tiraient, pour rire un peu, quelques coups de revolver.

La saison, personne ne la choisit. C'est la mort récente du député communiste Cristofol qui a ouvert la succession pour un siège au Palais-Bourbon. Marseille votera le 2 février.

Un événement comme celui-là passionne toujours les habitants de cette ville, riche en couleurs, en odeurs, en bruits. Là, et là seulement, les réunions ne se tiennent pas dans les préaux d'école, mais dans les petits cafés bruyants où, derrière les rideaux de perles, guette un parfum d'anis.

Devant la porte, au coin de deux rues, on campe une tribune, qu'on entoure de banderoles, de portraits, d'affiches. Le public curieux, tour à tour sceptique, enthousiaste, ému, ironique s'amasse et courbe les épaules sous le vent froid. De vieilles femmes font taire les enfants qui passent en farandole. On gèle pour l'amour de la politique.

Marseille n'est plus le Chicago de l'ancien continent, où, comme avant la dernière guerre, les gangs transformaient les campagnes électorales en bataille de racketers. Mais on n'y fait pas de la politique comme ailleurs.

M. GASTON DEFFERRE.

M. JEAN FRAISSINET.

Un nouvel enjeu pour un vieux duel.

Ici, les partis ont de l'importance, mais les hommes comptent davantage. C'est pour cette raison que le scrutin du 2 février a très vite pris l'aspect d'un duel entre deux personnalités, qui symbolisent la gauche et la droite : M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, et M. Jean Fraissinet, candidat du patronat de combat.

Un berceau d'or

Ils ne sont pas seuls dans l'arène, et même M. Defferre ne mène la lutte que pour le compte de M. Antoine Andrieux, militant socialiste de longue date, ancien chauffeur de taxi, qui est chargé à la municipalité de la lourde charge des constructions scolaires. Les écoles nouvelles permettent d'accueillir 30.000 enfants. Récemment, M. Billères, ministre de l'Education nationale, inaugurant les derniers groupes construits, remarquait que Marseille était aujourd'hui la ville de France la mieux équipée sur le plan scolaire. Cinq autres candidats se présentent aux électeurs marseillais, en particulier MM. Doize (communiste), Milani (radical) et Bastianelli (M.R.P.).

Qu'on ne s'étonne pas d'une telle âpreté dans une compétition qui oppose des représentants de partis unis à Paris dans la même majorité gouvernementale. A Marseille, les choses ne se passent pas comme ailleurs. Et aucun socialiste méridional, au sang vif et aux nerfs sensibles, n'aurait pu rêver meilleure cible que M. Jean Fraissinet.

« *Je suis né dans un berceau cousu d'or*, disait un jour cet homme à une délégation de son personnel qui venait lui présenter des revendications. *Je ne comprends rien aux problèmes sociaux. Il y a des choses qui glissent sur moi...* »

Ce riche armateur, qui a le visage de Mussolini et qui choisit d'être « peuple » pour parler dans les faubourgs, ne cache ni ses millions ni ses conseils d'administration. Il méprise la générosité inutile. Au lendemain d'une grève sur l'un de ses bateaux, il monta sur le pont et, pour marquer son dédain, il s'adressa à l'équipage en lui tournant le dos.

« *Il eût été contre l'affranchissement des esclaves, contre l'abolition du servage, comme il est aujourd'hui contre l'amélioration de la condition des travailleurs et contre l'évolution des peuples d'outre-mer* », dit de lui son adversaire, M. Gaston Defferre.

Depuis vingt ans, M. Fraissinet veut siéger au Palais-Bourbon. Dès avant la guerre, il avait tenté sa chance en Corse, à l'époque où sa compagnie possédait le monopole du trafic avec l'île.

En 1956, il se présenta comme second sur la liste modérée de M. Bergasse. Battu encore, il dut renvoyer à la fois les bouteilles de champagne commandées par lui et les amis qu'il avait conviés à les boire.

Deux quotidiens aux prises

Toute la droite marseillaise est unie derrière cet homme qui la représente bien. Le « Rassemblement national » avait présenté un candidat, M. Moreau, mais M. Tixier-Vignancour, leader de ce parti, venu pour soutenir son champion, changeait d'avis en cours de route et apporta son appui à M. Fraissinet.

Le mouvement Poujade n'a lancé aucun concurrent dans les jambes de ce grand patron qui est donc, en même temps, le porte-drapeau du petit commerce et de l'artisanat.

Face à lui, un autre autoritaire : M. Gaston Defferre. Celui-ci se refuse à faire campagne en tirant argument de ses réalisations de maire de Marseille. Mais tout le monde sait que cet homme obstiné a, en quelques années, par son action opiniâtre — parfois même brutale — transformé sa ville : construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles, vastes travaux de voirie, éclairage des rues et embellissment de toutes sortes. Beaucoup de Marseillais sont fiers aussi de l'œuvre de M. Defferre au gouvernement et de sa loi-cadre pour l'Afrique noire qui est devenue légendaire.

M. Gaston Defferre paraît aujourd'hui la personnalité la plus populaire de la ville. Dès qu'il arrive, des mains se tendent : « *Bonjour, Gaston...* », avec une grande simplicité et beaucoup de cœur.

Les communistes eux-mêmes le respectent. Lors d'une récente réunion publique dans un quartier où ils restent puissants, l'un d'eux confiait à son voisin :

« *Quand Cristofol venait, il lui fallait deux gardes du corps. Defferre vient seul et il nous lève le chapeau.* »

L'œil vif, la lèvre ironique, la parole acerbe, le maire de Marseille aime se battre. Il rend coup pour coup et M. Fraissinet ne parvient plus à faire le total des condamnations reçues en correctionnelle pour diffamation.

Car l'un et l'autre possèdent un journal. « Le Provençal » de M. Defferre et « Le Méridional » de M. Fraissinet ne se ménagent pas. Articles virulents, dessins cruels, échos acides (là-bas on dit « agachons ») s'entrecroisent.

Le maire de Marseille, après une journée passée entre l'hôtel de ville, les tréteaux électoraux et son bureau personnel, arrive en pleine nuit au journal : il relit tout et se tache les doigts aux morasses humides d'encre, en discutant avec l'équipe rédactionnelle du « Provençal ».

M. Fraissinet, lui, au « Méridional », possède un beau bureau qu'il a rarement le temps d'occuper, accaparé par ses grandes entreprises d'armateur qu'il mène avec énergie. Il convoque parfois un chef de service et ne prend contact avec ses collaborateurs au journal qu'une fois l'an, aux environs du 1er janvier.

Une compétition très ouverte

Depuis dix ans, l'action personnelle de M. Defferre a permis au parti socialiste de gagner à chaque élection un peu de terrain. Mais les communistes restent forts et ils comptent sur la discipline de leurs militants, sur la hausse des prix et sur le spoutnik pour leur amener des voix. En 1956, ils venaient en tête avec 37 % des suffrages contre 24 % à la S.F.I.O., 15 % aux modérés, 13 % aux poujadistes, 7 % aux radicaux et 4 % au M.R.P.

La vraie partie se joue au premier tour, entre M. Fraissinet et M. Andrieux, candidat de M. Defferre : celui qui aura le plus de voix peut ensuite tenter sa chance devant le communiste, au second tour.

A ne s'en tenir qu'aux chiffres, M. Fraissinet devrait dépasser, au premier tour, en bloquant les suffrages poujadistes, son concurrent socialiste. Mais un certain nombre d'éléments mettent le résultat en balance.

D'abord les réticences de l'Eglise marseillaise à l'endroit de M. Fraissinet, en faveur de qui l'évêque ne lèvera pas le petit doigt alors qu'il soutient ouvertement le candidat M.R.P. Mgr Lallier n'a nullement été impressionné par ce mot qu'un des supporters de M. Fraissinet dédiait à celui-ci : « *C'est le successeur de Poincaré, de Clemenceau et de Jeanne d'Arc...* »

C'est aussi l'exaspération de nombreux patrons que l'armateur traite de lâches et de transfuges parce qu'ils prêtent quelque attention à cette « question sociale » à laquelle M. Fraissinet propose des remèdes très simples. C'est également la candidature d'extrême-droite de M. Moreau, qui se présente malgré la défection de M. Tixier-Vignancour. C'est enfin le mécontentement de nombreux électeurs poujadistes contre l'homme qui représente « les grosses affaires ».

Aussi la compétition reste-t-elle « très ouverte ».

J. F.

Bijoux au coffre ?
Une meilleure offre
CHEZ **E. OXEDA**
334 rue Saint-Honoré, PARIS-1er
OPERA : 65-50 - RICHELIEU : 81-80

(A.P.)

LE GOUVERNEMENT DE GAULLE EN FONCTION LE 20 JANVIER 1946
« Vous passez votre temps à vous manger la laine sur le dos »

CE JOUR-LA

Un 20 janvier...

● *En quelques phrases sèches prononcées un dimanche d'hiver devant ses ministres glacés, le général de Gaulle annonce une grave décision. Voici, pour la première fois, le récit détaillé de cette journée d'Histoire.*

CE matin-là, Paris est engourdi dans le froid et le brouillard, sous un ciel bas qui annonce la neige. Les citadins vivent au ralenti des dimanches d'hiver. Aucun d'eux ne se doute qu'à midi, dans le silencieux « quartier des ministères », va se jouer le premier grand drame de la politique d'après guerre.

La veille au soir, des motocyclistes ont sillonné les rues, portant aux membres du Gouvernement provisoire une convocation de leur président pour le 20 janvier 1946, à midi, rue Saint-Dominique. L'ordre du jour, laconique, mentionne simplement : « *Communication du général de Gaulle* ».

La procédure, insolite, a surpris les ministres. Le lieu du rendez-vous les étonne aussi : le Gouvernement se réunit toujours à l'Hôtel Matignon, et jamais, sauf peut-être une seule exception, après la libération de Paris, il n'a siégé dans la triste et glaciale « Salle des Armures » du ministère de la Défense nationale.

Chacun a tenté de s'informer, sans succès. MM. Vincent Auriol, ministre d'Etat, et Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, ont été avertis la veille à Londres, où ils se trouvaient en mission, que leur présence était indispensable au Conseil. M. Gay est l'un des rares membres du gouvernement que le général de Gaulle ait mis au fait de l'objet de la réunion ministérielle extraordinaire.

Une réunion mystérieuse

Quelques minutes avant le Conseil, tous les ministres sont là, à l'exception de quatre : MM. Auriol et Bidault, dont l'avion est retardé par le brouillard ; Soustelle qui se trouve à Dakar ; Jacquinot qui est parti pour Rabat. Les autres ? Ce sont MM. Maurice Thorez, Charles Tillon, François Billoux, Marcel Paul et Ambroise Croizat, communistes ; Adrien Tixier, Tanguy-Prigent, Jules Moch, Eugène Thomas, socialistes ; Edmond Michelet, Francisque Gay, Pierre-Henri Teitgen, Robert Prigent, M.R.P. ; Paul Giacobbi, radical ; René Pleven et André Malraux, U.D.S.R. ; Raoul Dautry, ministre technicien.

Ils ont trouvé la salle à l'abandon. Contrairement aux usages, les fauteuils ne s'alignent pas autour de la grande table sur laquelle ne se trouve aucun des attributs du ministre en Conseil : sous-main, cendrier, plumier, papier blanc.

On avait peu utilisé, depuis la libération de Paris, cette Salle des Armures, décrépie, inchauffable, poussiéreuse, jusqu'au jour où, pour recevoir M. Winston Churchill, on la décora d'un vélum et de longues tapisseries des Gobelins qui cachaient les lézardes des murs.

Chacun s'interroge. Le président du Gouvernement provisoire veut sans doute informer ses collaborateurs d'un événement international grave, qui seul semble pouvoir justifier le mystère qui entoure ces délibérations.

« Ma décision est irrévocable »

A midi juste, le général, en uniforme, accompagné de M. Louis Joxe, fait son entrée. Ses traits sont détendus, il sourit avec affabilité en serrant tour à tour les dix-sept mains qui s'offrent.

« *Asseyons-nous* », dit-il simplement.

Et, sans transition, il déclare en substance :

« Je considère ma mission comme terminée. J'avais entrepris de libérer la France avec l'armée française, sous l'autorité d'un gouvernement français. La France est libérée, le gouvernement est installé dans la capitale, la légalité républicaine est rétablie. La tâche que je m'étais assignée est accomplie.

« D'autre part, l'action que vous menez à l'intérieur du gouvernement ne correspond pas à l'idée que je me fais de la solidarité gouvernementale, nécessaire à l'autorité de l'Etat. Vous passez votre temps, je vous l'ai dit à plusieurs reprises, à vous manger la laine sur le dos. Vous épousez les querelles de vos partis respectifs. Ce n'est pas ainsi que je comprends les choses.

« Au surplus, ma présence à la tête du gouvernement est, à l'heure actuelle, du fait des hommes, des préjugés, et même des arrière-pensées, susceptible de fausser l'œuvre entreprise par l'Assemblée Constituante. Certains veulent une Constitution pour de Gaulle, d'autres contre de Gaulle, alors qu'il faut faire une Constitution pour la France.

« J'ai donc résolu d'abandonner mes fonctions. Cette décision est irrévocable. Elle prend effet immédiatement. Je remercie chacun de vous du concours que, dans ces temps historiques, il a bien voulu personnellement m'apporter. Ma résolution n'est pas sujette à discussion. »

Ayant dit, le général de Gaulle se lève, serre de nouveau les mains et sort. La tapisserie retombe sur lui.

« Tous d'un même pas »

La stupeur a figé les ministres. Silence. Le premier qui le rompt est M. Maurice Thorez :

« *Ce départ,* dit d'une voix grave le secrétaire général du parti communiste, *ne manque pas de grandeur.* »

A partir de cet instant, la route du régime et celle du général de Gaulle se croiseront parfois, mais elles ne se retrouveront plus.

Le malentendu durait depuis longtemps. Avant même le débarquement allié en France, le général s'était enfermé dans la solitude de ses pensées, où il se complaisait. Aucun de ses ministres, aucun chef de parti politique ou de mouvement de résistance ne réussissait à l'approcher. Il était inaccessible. Il convoquait, mais accordait peu d'audiences. Il faisait appeler au téléphone qui bon lui semblait ; personne ne pouvait l'appeler.

Dans l'atmosphère parisienne des mois qui suivirent la Libération, les rapports du général et des partis restèrent corrects et même cordiaux. Pourtant, on sentait un peu partout l'impatience mal contenue de secouer l'autorité hautaine de Charles de Gaulle.

Pendant toute la période de vie de l'Assemblée consultative, le président du Gouvernement provisoire ne se soucia guère du malaise qui s'aggravait : il dédaignait les avis de l'Assemblée et prenait des ordonnances en toute sérénité : sa personnalité exceptionnelle s'imposait à des ministres qui n'étaient responsables que devant lui.

Le général dut cependant bientôt convenir que les partis politiques existaient, et qu'ils entraient en compétition, mettant leurs ministres dans le jeu. Comment pouvait-il admettre cela, l'homme qui, dans Paris libéré dix-sept mois plus tôt, s'écriait :

« *Il faut que nous marchions tous d'un même pas* » ?

Plusieurs fois déjà, le général avait songé à se retirer. Dès la Libération de Paris, il avait confié à M. Louis Joxe :

« *C'est maintenant que nous devrions partir.* »

«Il m'a proposé Félix Gouin !»

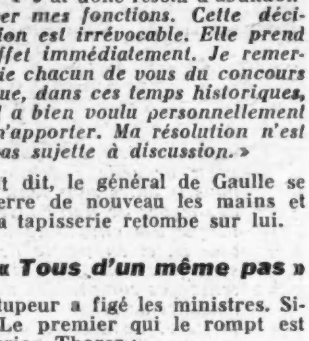
Deux fois, au cours de l'année 1945, il avait parlé d'un départ éventuel. Au début de l'été, il revenait d'une visite aux Etats-Unis et au Canada dans l'avion qui lui avait été offert par le président Truman. MM. Georges Bidault et Hervé Alphand bavardaient gaiement, assis sur les deux marches qui menaient à la cabine privée du général. M. Alphand, qui excelle dans ce genre de divertissement, imitait les grands hommes du jour : Staline, Truman, Churchill, de Gaulle.

Le chef du Gouvernement provisoire apparut peu après, souriant, détendu. Puis, entraînant à l'écart son ministre des Affaires étrangères, il lui dit :

« *Vous savez, je songe sérieusement à m'en aller...* »

Dès le mois d'octobre, quand fut élue l'Assemblée constituante souve-

→


avec AIGLE pas de souci ..!

Une visite a nos magasins: vous choisissez rapidement parmi les 800 modèles AIGLE

• 2.200 m² d'exposition

Un coup de téléphone: l'un de nos techniciens viendra étudier votre problème.

• 35 ans d'expérience

Notre département " OCCASIONS " reprendra votre ancien mobilier

MÉTAL BOIS
AIGLE

Ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30
Parking dans l'immeuble

MEUBLES DE BUREAU

51, rue Vivienne - PARIS 2e
(Angle des Boulevards) GUT. 44-26+

raine, et que commença ce qu'il appela le « régime des partis », Charles de Gaulle comprit que les difficultés allaient s'amonceler devant lui. Il proposa à Léon Blum de prendre la direction du gouvernement, se réservant lui-même pour des heures plus graves qu'il pressentait.

« *Je suis vieux et malade*, répondit le leader socialiste, *et je fus l'homme le plus haï de France.* »

Le général insista, demanda un candidat.

« *Savez-vous qui il m'a proposé ?* racontera-t-il plus tard. *Félix Gouin !...* »

Léon Blum avait lancé ce nom parce que, selon lui, le président de la Constituante « *était celui qui ressemblait le plus à Attlee* ».

L'ultimatum des communistes

A cette même époque, éclate un conflit entre le chef du Gouvernement provisoire et le parti communiste, qui revendiquait l'un des trois « portefeuilles-clefs », Affaires étrangères, Défense nationale, ou Intérieur. Le général refusa catégoriquement, et s'en expliqua à la radio, de confier aux communistes un des ministères qui commandent la politique étrangère, « *la diplomatie qui l'exprime, l'armée qui la soutient, la police qui la couvre* ».

M. Maurice Thorez était allé en vain remettre son ultimatum à Neuilly, dans la villa proche de Bagatelle achetée à son propriétaire suisse après la Libération et où, se conformant au désir de Mme de Gaulle, le général s'était installé avec sa famille. Le secrétaire général du parti communiste avait quitté la maison furieux : il s'était heurté à un mur, et il avait dû s'incliner. Mais, entre cet homme et ce parti, la guerre était ouverte.

Charles de Gaulle sentait que, de jour en jour, l'hostilité augmentait autour de lui. Si les communistes souhaitaient se libérer de sa tutelle, ils n'étaient pas les seuls. Les socialistes « gaullistes », comme M. Daniel Mayer, alors secrétaire général du parti, et M. Léon Blum lui-même, devenaient suspects à leurs amis politiques. Au M.R.P., « parti de la fidélité », des réticences se manifestaient : M. Georges Bidault en particulier ne partageait pas l'opinion du général sur la politique internationale, surtout à propos de l'Allemagne. De plus, le président du Gouvernement provisoire était en désaccord fondamental sur le problème de la structure de l'Etat avec le ministre précisément chargé des relations avec la Constituante, M. Vincent Auriol.

Le « parti de la fidélité »

D'abord, il avait pensé revenir purement et simplement à la Constitution de 1875. Il avait dit un jour à M. Joxe :

« *Allez dire à vos amis radicaux que je suis d'accord avec eux.* »

Mais il dut céder aux trois partis qui, selon le mot de M. Teitgen, « *refusaient de blanchir les sépulcres* ». Peu à peu, il constata que le M.R.P., les socialistes et les communistes souhaitaient établir le « régime des partis ». L'attitude des républicains populaires, le « parti de la fidélité », surtout l'irritait, et il avait lancé sans ménagement, un soir qu'il réunissait dans sa villa à Neuilly quelques amis :

« *Il faut que ce soit ceux de qui je suis le plus proche qui me rendent la vie difficile. Les autres, je dois le dire, me laissent une certaine marge de liberté.* »

A la fin de l'année 1945, un rapprochement socialiste - communiste s'amorçait. Un « comité d'entente » avait été créé entre les deux partis, qui avaient décidé de multiplier les contacts en vue de faire triompher leurs thèses constitutionnelles. M. Jacques Duclos, avec sa rapidité de réflexe habituelle, annonçait le 19 décembre au Comité central de son parti :

« *La situation politique est telle que l'on peut envisager la possibilité d'une formule gouvernementale nouvelle, dont on ne peut cependant prévoir si elle ne se réalisera qu'après les élections.* »

Vacances à Antibes

L'Assemblée constituante discutait à cette époque le budget de 1946. A chaque occasion, les conflits éclataient, et le général s'en montrait irrité. Ainsi réagit-il violemment à la demande du député socialiste Capdeville, de réduire de 20 % « pour gaspillage et gabegie » les crédits de la Défense nationale, dont Charles de Gaulle assumait personnellement la responsabilité. Le 1er janvier, le général prenait lui-même la parole dans l'hémicycle pour répondre. A cette occasion, il annonça à mots couverts son prochain départ :

« *Un mot, non pour le présent, mais pour l'avenir. Ce qui nous sépare, c'est une conception des rapports du gouvernement avec la représentation nationale. Nous avons continué à reconstruire la République : vous continuerez à le faire. De quelque façon que vous le fassiez, je crois pouvoir vous dire en conscience, et sans doute*

JACQUES SOUSTELLE, MINISTRE DES COLONIES, ET ANDRÉ MALRAUX, MINISTRE DE L'INFORMATION
Un absent ; l'autre informé

(Keystone)

est-ce la dernière fois que je parle de cette enceinte, que si vous le faites sans tenir compte des leçons de notre histoire politique des cinquante dernières années, et en partie de ce qui s'est passé en 1940, si vous ne tenez pas compte des nécessités absolues de responsabilité, d'autorité et de dignité du gouvernement, il arrivera un jour où vous regretterez amèrement d'avoir pris la voie que vous aurez prise. »

Le général se décida dans les premiers jours de janvier à quitter Paris pour le cap d'Antibes où, pour la première fois depuis dix ans, il voulait se reposer plusieurs jours de suite et réfléchir dans le calme. A la villa « Sous le vent », il reçut quelques minutes la presse, pour ne parler que de tourisme et de climat. Il n'ouvrit sa porte à personne, ne gardant près de lui que les membres de sa proche famille, dont son frère Pierre, qu'il n'avait que peu vu jusque-là.

« Les requins mangent les apôtres »

En son absence se tinrent à Paris deux conseils des ministres ; l'atmosphère y était lourde, en raison notamment du rapprochement accentué entre les socialistes et les communistes, qui manifestaient de plus en plus d'aigreur contre le général, et qui s'opposaient sur presque tous les sujets à leurs collègues. Le M.R.P. même donnait des signes d'impatience. Le général fut très sensible à ce changement d'attitude :

« *Les requins se mettent à manger les apôtres* », disait-il.

C'est la question du ravitaillement qui semble alors occuper les esprits. Les ministres reprochent au général de ne pas s'en soucier. C'est vrai ! Lui qui, à Londres comme à Alger, était littéralement obsédé par la pénurie dont souffraient les Français, n'y prête plus attention.

« *Le ravitaillement, c'est comme l'intendance, ça suit* », a-t-il dit un jour à M. Paul Ramadier.

A son retour d'Antibes, le général avait mûri sa décision : il convenait décidément d'abandonner. Le soir même, il convoque à Neuilly ses ministres d'Etat, MM. Maurice Thorez, Vincent Auriol et Francisque Gay. Il se plaint longuement auprès d'eux des escarmouches qui émaillent les conseils des ministres et des attaques que les partis associés au gouvernement se livrent sans mesure dans leurs journaux.

« *Il est impossible*, dit-il en conclusion, *d'exercer le pouvoir en s'appuyant sur trois partis qui se traitent en ennemis.* »

Plus tard, il dira, parlant de cette période :

« *Mes ministres, au lieu de m'obéir, étaient à plat ventre devant leurs partis. On ne peut servir à la fois la France et son parti...* »

« J'ai procédé à coups de canon »

Les événements de la dernière semaine, entre le 14 et le 20 janvier, incitèrent le général à brusquer les choses.

L'offensive communiste se poursuivait. Le secrétaire général de la C.G.T., M. Benoît Frachon, réclamait la mise à mort du gouvernement et la naissance d'un cabinet socialiste-communiste :

« *Nous n'avons pas le gouvernement que nous souhaitons*, déclarait-il aux délégués des syndicats parisiens. *Nous y avons des amis, mais ce n'est pas ce gouvernement qui peut appliquer le programme de la C.G.T.* »

Là-dessus éclata ce que l'on appela « *l'incident Herriot* ». Le 16 janvier, le maire de Lyon interpella le gouvernement à propos d'une promotion de la Légion d'honneur au bénéfice de combattants qui se trouvaient dans les troupes de Vichy au moment du débarquement allié en Afrique du Nord, promotion que le gouvernement avait homologuée.

« *Il y a là un danger pour notre prestige*, s'écria Edouard Herriot. *Il faut supprimer notre ordre national ou le respecter.* »

Ces paroles, le général les ressentit cruellement, il y répondit sans ménagements pour l'ancien président de la Chambre :

« *Je tiens à m'expliquer. M. Edouard Herriot m'excusera de le faire avec d'autant plus de clarté et de simplicité qu'avec Vichy, depuis 1940, je ne me suis pas borné à échanger des lettres et des messages, mais que, tout de suite, j'ai procédé à coups de canon. Le gouvernement de la République n'a pas voulu arracher ces décorations des cercueils des morts, des poitrines des mutilés...* »

On passe à M. Francisque Gay, assis au banc des ministres, un petit morceau de papier. C'est M. Georges Bidault qui le lui envoie ; le ministre des Affaires étrangères a écrit ces mots :

« *L'accrochage avec Herriot, après tant d'autres, signifie que ce que vous prévoyez aisément peut se produire d'un jour à l'autre.* »

Cette fois, M. Bidault croit au départ du général. Le lendemain, en effet, celui-ci informait MM. Palewski, Joxe, Burin des Roziers et Guy de sa décision :

— *Vous allez convoquer le Conseil des ministres pour dimanche*, dit-il au secrétaire général du gouvernement. *Je m'en vais.*

M. Joxe ne réagissant pas, croyant à un simple voyage, le général insista :

— *J'ai dit : je m'en vais.*

Le vendredi, il s'entretint avec M. Francisque Gay. Il se laissa aller à quelques confidences.

— *On me prête en général une qualité : l'intelligence*, dit-il. *Or comment peut-on me supposer assez inintelligent pour penser que je veuille faire un coup d'Etat, comme certains le prétendent ? L'ère des coups d'Etat est passée. Cela constitue un anachronisme et ne correspond nullement à mon tempérament.*

Non, Charles de Gaulle n'était pas l'homme du coup d'Etat. Jamais il n'y avait songé. A aucun moment il n'avait travaillé à autre chose qu'au rétablissement de la légalité républicaine.

— *Nous ne pouvons faire aucune escroquerie à la France*, avait-il dit en plusieurs circonstances, à Londres et à Alger déjà.

Plus tard, il insistera :

— *Quand un homme tient dans ses mains le sort d'un peuple, il lui faut regarder plus loin que lui-même. Je n'ai pas accepté le salut de la dictature.*

Le samedi 19, il annonça à M. Pleven son intention de quitter le pouvoir, puis il fit appeler M. Joxe, grippé depuis l'avant-veille :

— *Vous êtes sorti de votre lit à temps*, plaisante-t-il. *Il ne faut pas manquer mon départ.*

« Le gouvernement continue »

Le chef du Gouvernement provisoire avait voulu que sa décision éclatât comme un coup de tonnerre. Pourtant, la nouvelle paraît dans un journal, le 20 au matin. La veille, M. Pascal Pia, rédacteur en chef de « Combat », avait cependant été mis au courant. Celui-ci avait alerté son correspondant de Londres (selon une technique éprouvée dans la presse) qui avait câblé une dépêche faisant état de « bruits » répandus dans la capitale britannique au sujet d'une retraite imminente du général de Gaulle. C'est ainsi que les journalistes, plus avertis que les membres du gouvernement, qui parcouraient avec scepticisme, en attendant le général, le journal que leur faisait passer Paul Giacobbi, se retrouvent à midi, battant la semelle, rue Saint-Dominique.

— *Ma décision est irrévocable...*

Livrés à eux-mêmes, que sont les membres d'un gouvernement provisoire sans chef, surtout quand ce chef s'appelle Charles de Gaulle ?

On entend la voix altérée de Raoul Dautry :

— *Le général de Gaulle est parti.*

Puis la voix sèche de M. Jules Moch :

— *Mais le gouvernement de la France continue.*

« Une conversation entre hommes »

Dans le brouhaha, chacun donne alors son avis. Sur proposition de M. Jules Moch, c'est M. Francisque Gay qui, en qualité de doyen, occupe le fauteuil central. Pour M. Moch, la seule solution consiste à conserver l'équipe gouvernementale avec un nouveau président. M. Maurice Thorez laisse entendre que le M.R.P. ne peut que suivre le général de Gaulle dans la retraite, et que d'ailleurs une forte tendance se dessine dans son parti en faveur d'un gouvernement « *appuyé plus directement sur la classe ouvrière* », c'est-à-dire d'un gouvernement socialiste-communiste.

Soudain le téléphone sonne. C'est M. Gaston Palewski. Il demande M. Francisque Gay.

— *Le général me prie de vous dire que vous n'avez aucun droit de siéger en Conseil des ministres.*

— *Il ne s'agit pas de cela*, ré-

pond le leader M.R.P., *mais d'une conversation entre hommes.*

Le débat reprend. M. Pierre-Henri Teitgen répond à M. Thorez :

— *Le M.R.P. n'a jamais en vue que les intérêts de la France. Si les socialistes et les communistes forment à eux seuls un gouvernement, le M.R.P., qui ne demande rien, ne fera jamais d'opposition systématique et déloyale. Il soutiendra ce gouvernement chaque fois que ses principes le lui permettront.*

Tour à tour, Paul Giacobbi et Adrien Tixier insistent sur l'impossibilité de conserver la formule du « tripartisme » : le premier estime que cette combinaison ne peut survivre au départ du général : le second fait appel aux rapports des préfets, qui tous font état des querelles que se livrent les journaux des partis associés au gouvernement dans les provinces.

« Je ne verrai personne »

Mais quelqu'un dit alors :

— *Ou tout le monde reste, ou tout le monde s'en va...*

Chacun sent qu'au fond, il n'y a pas d'autre solution. Les trois partis savent, comme le dira quelques années plus tard M. Queuille des formations de la Troisième force, qu'ils sont *« condamnés à vivre ensemble ».* Unis pour le meilleur et pour le pire, ils oublient la Résistance pour songer à la politique. Et, consultations faites, c'est au tripartisme qu'on en restera.

Quelques instants plus tôt, c'était du premier étage que M. Palewski avait téléphoné. Charles de Gaulle, avant de quitter la rue Saint-Dominique, y était remonté quelques instants. Impavide, il vide ses tiroirs de ses objets personnels, qu'il fourre dans sa serviette, ne laissant sur la table qu'un plumier de toile cirée (que M. Joxe a gardé en souvenir) et une règle, qui sont propriété de l'administration. A ses collaborateurs, il annonce son départ pour Neuilly et ajoute :

— *Je ne verrai personne. Vous m'en répondez !*

Le gravier crisse sous les roues de sa voiture. Les ministres délibéreront encore longtemps.

Au début de l'après-midi, arrivent MM. Auriol et Bidault.

— *Avec ce brouillard, on ne voyait pas le bout des ailes. Ici, c'est encore pire,* dit le ministre des Affaires étrangères, mis au courant de la situation.

« Le général nous jette à la rue »

Les deux ministres se doutaient un peu de l'événement. Avertis par un message de M. Francisque Gay que leur présence était indispensable au Conseil des ministres, ils avaient tenté de s'informer. M. Auriol avait téléphoné à M. Palewski pour lui apprendre qu'il devait passer le week-end chez Juan Negrin, ancien président de la République espagnole.

— *Il faut que vous veniez, sinon vous pourriez le regretter,* avait répondu le directeur du cabinet du général.

— *Dois-je prendre des dispositions pour mon retour ?* demanda M. Auriol.

— ...

— *Est-ce inutile ?*

— *Peut-être.*

Le ministre d'Etat socialiste avait compris.

A peine arrivé à Paris, M. Georges Bidault se précipite rue Saint-Dominique et entre en coup de vent chez le capitaine Guy :

— *Je veux voir le général.*

— *Il n'y a aucune exception à la règle que le général a fixée,* répond l'aide de camp. *Il m'a prié de dire qu'il passait ce dimanche en famille à Neuilly.*

M. Bidault, qui ne dissimule pas son impatience, insiste en vain auprès de M. Palewski, et doit quitter le ministère de la Défense nationale sans avoir pu joindre le général.

Peu après, les chefs du M.R.P. siègent au Quai d'Orsay pour une longue conférence. On s'y montre très amer :

— *Le général de Gaulle nous jette à la rue,* s'écrie M. Maurice Schumann.

Et l'on entend la voix coupante de M. Bidault qui ajoute :

— *Il vient de décider, seul et dédaigneux, de reprendre sa route. Mais il sacrifie sa meilleure infanterie, le M.R.P.*

Le général de Gaulle ne demeure que jusqu'au lendemain à Neuilly, dans son bureau rempli de souvenirs : le sabre de Hitler, le texte de l'ultimatum de Rommel à Kœnig, la réponse de celui-ci (sur une feuille de papier quadrillé), la maquette du « Surcouf »...

« Se taire ! C'est une preuve de force »

En fin de journée, M. André Malraux arrive. Ensemble, les deux hommes s'entretiennent des termes de la lettre que le général s'apprête à envoyer à M. Félix Gouin, président de l'Assemblée constituante, pour l'informer de sa démission.

(Keystone)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE EN NOVEMBRE 1945
« Je songe sérieusement à m'en aller »

« En me retirant, écrivait-il, *j'exprime le vœu profondément sincère que le gouvernement qui succédera à celui que j'ai eu l'honneur de diriger réussisse dans la tâche qui reste à accomplir pour assurer définitivement les destinées du pays. »*

M. André Malraux, comme un certain nombre des intimes du général, souhaiterait que la lettre fût plus sévère de ton, qu'elle fît allusion à tous les motifs du départ du chef du gouvernement provisoire. Mais le ministre de l'Information insista surtout pour que le général s'adresse aux Français le lendemain à la radio. D'abord, le président démissionnaire refuse :

— *Le silence seul est grand,* dit-il, *le reste est faiblesse. Il faut être pittoresque dans ses actes. En partant sans me retourner, j'emporte avec moi mon mystère...*

Et encore :

— *On pardonne une faute, pas un manque de caractère. Se taire ! Se taire ! N'est-ce pas une preuve de force ?*

Finalement pourtant, il envisage de prendre la parole et cette probabilité se répand. M. Vincent Auriol réagit immédiatement ; il écrit au général qu'un tel acte *« friserait l'illégalité ».* Et l'ex-chef du gouvernement renonce finalement à l'intention qui lui est prêtée.

« Un capital pour l'avenir »

Ceux qui s'entretinrent ce jour-là, et les jours suivants, avec le général de Gaulle, eurent l'impression, plus même : la certitude, qu'il s'attendait à être rappelé. C'est pour cette raison qu'il aurait si facilement renoncé à s'exprimer à la radio, ne voulant rien faire qui puisse indisposer ceux dont la collaboration lui aurait été ensuite nécessaire. Ce sentiment d'un retour prochain, de Gaulle l'exprime presque sans clauses de style à ceux qu'il reçoit, notamment deux ou trois de ses ministres. Pourtant, il n'entend pas revenir dans n'importe quelles conditions :

— *Je suis un capital à réserver pour l'avenir,* dit-il.

Le lundi 21, le général décide de s'installer à Marly. Il reste de glace, tandis que Mme de Gaulle, feignant de plaisanter, prépare hâtivement le départ. Enfin, tous deux montent dans la voiture offerte au général par le président Roosevelt, avec une malle dans laquelle Mme de Gaulle a entassé des ustensiles de cuisine et un peu de vaisselle. Le général et sa femme ne peuvent se rendre à Colombey, où ils possèdent une maison que les Allemands ont complètement saccagée. Ils resteront à Marly, résidence, comme Champs-sur-Marne, des présidents du Conseil, jusqu'au 29 janvier, date à laquelle ils s'installeront pour quelques jours à Septfontaines, près de Mézières, chez M. Jacques Vendroux, beau-frère du général.

« Le gouvernement de brasserie »

A Marly, les nouveaux arrivants trouvent une demeure inconfortable, aux murs suintants d'humidité, aux meubles recouverts d'une fine poussière : on songe à Longwood...

Là, Charles de Gaulle recevra peu : M. René Pleven, très souvent ; deux ou trois fois M. Gaston Palewski et M. Louis Joxe ; également, mais pour un quart d'heure, M. Félix Gouin, venu après son élection à la présidence du gouvernement provisoire en visite purement protocolaire.

Pendant ces quelques jours, le général se promènera dans le parc, tenant en main un énorme trousseau de clefs, qui lui permet de franchir les multiples grilles, sous l'œil faussement indifférent des policiers chargés de sa « protection » et de sa surveillance. Il fume des cigares, il lit à haute voix à son entourage quelque passage d'un ouvrage historique, il se promène, il fait des patiences, des quantités de patiences. Il parcourt, très vite, la presse. Déjà il brocarde son successeur, s'amuse des difficultés que M. Gouin rencontre pour former son cabinet, plaisante sur les polémiques qu'engagent les partis à propos de la répartition des portefeuilles :

— *Imaginez cette volière,* gouaille-t-il. *Ce n'est même plus le gouvernement d'Assemblée, c'est le gouvernement de brasserie !*

Et aussi, parlant de ses anciens ministres :

— *Je les gênais...*

« Il n'y a rien à faire »

A ceux qui viennent le voir, peu nombreux, il explique les raisons de son départ.

S'il n'y avait eu que les socialistes et le M.R.P., il aurait facilement réglé la question. Mais il est impossible de venir à bout des communistes, qui cherchaient à « l'émietter » ; ce sont eux qui s'écrouleront. Il attendra, il sera patient ; le fruit tombera de lui-même, le P.C. se disqualifiera aux yeux de l'opinion. Pour l'instant, les Français ne s'intéressent qu'à leur bien-être immédiat. Il faudra bien cependant qu'ils admettent que le ravitaillement n'est pas le seul problème qui se pose. Ce jour-là, c'est lui qu'on viendra de nouveau chercher, parce qu'il faudra mener le combat pour la reconstruction de la France, et que le combat *« n'admet aucune démagogie ».*

Le général de Gaulle attendra. Il attendra en vain, tandis qu'à Paris les partis politiques décident de se passer de lui et de former un gouvernement. De loin, le général suit le cours de la politique française, dédaigneux, acerbe, méprisant. Et il prononce alors devant quelques amis son jugement définitif sur la Quatrième République :

— IL N'Y A RIEN A FAIRE... LA GAUCHE EST CONTRE L'ETAT, ET LA DROITE CONTRE LA NATION.

JEAN FERNIOT.

BARNETT
chemisier
19, avenue Victor-Hugo - PAS. 26-54

Soldes annuels

CHEMISES NYLON	
Val. 4.650 à 5.950. Sold. dep.	2.990
CHEMISES POPELINE	
Val. 1.980 à 4.500. Sold. dep.	1.290
CRAVATES SOIE	
Val. 980 à 2.500. Sold. dep...	590
ROBES DE CHAMBRE	
Velours de laine 12.800	8.900
PYJAMAS depuis	1.890

PULLS ET GILETS LAINE
MI-BAS LAINE OU NYLON
SLIPS, CALEÇONS, MOUCHOIRS, GANTS, ECHARPES, etc.

RAYON TAILLEUR

PANTALON	
Valeur 7.900. Sold.	4.900
VESTES SPORT	
Valeur 14.500. Sold.	9.800
COSTUMES	
Valeur 28.500. Sold.	19.800
PARDESSUS ET LODEN	
Val. jusq. 50.000 et 21.900 dep.	12.900
VESTES, BLOUSONS, CHASUBLES en Peausserie anglaise dep. ..	6.900

RABAIS de 25 à 50 %

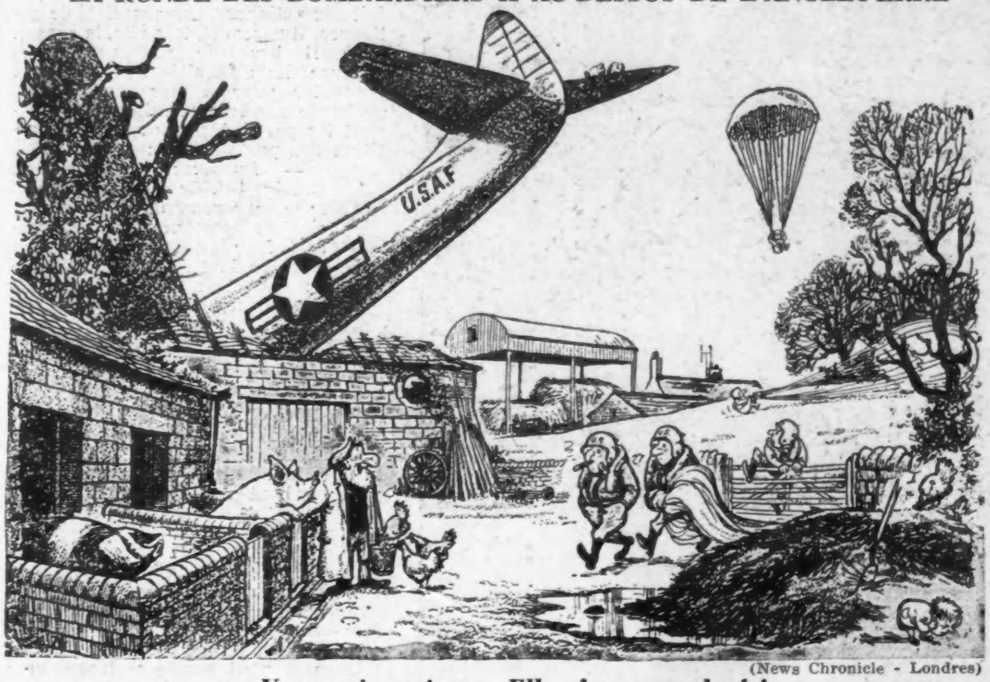
La semaine internationale en dessins

LE VOYAGE DE MIKE TODD ET D'ELIZABETH TAYLOR A MOSCOU

(Daily Mail - Londres)

— *Liz en a envie. Combien ?*

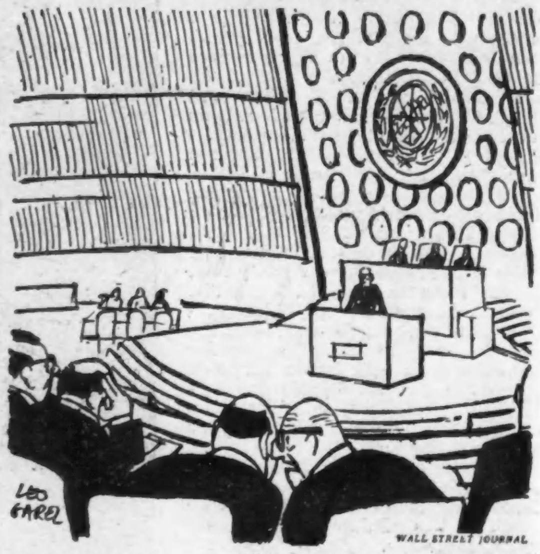
LA RONDE DES BOMBARDIERS H AU-DESSUS DE L'ANGLETERRE



(News Chronicle - Londres)

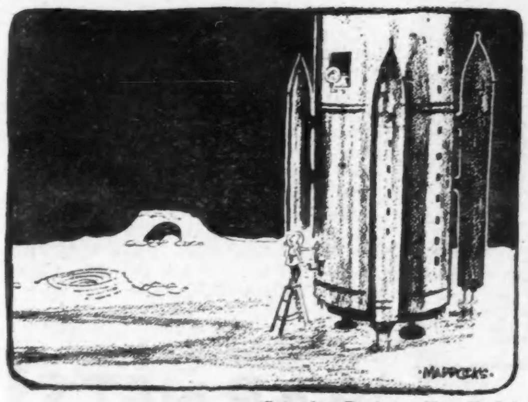
— *Vous aviez raison... Elle n'a pas explosé !*

LES DISCUSSIONS SUR LE DESARMEMENT



(Wall Street Journal - New York.)

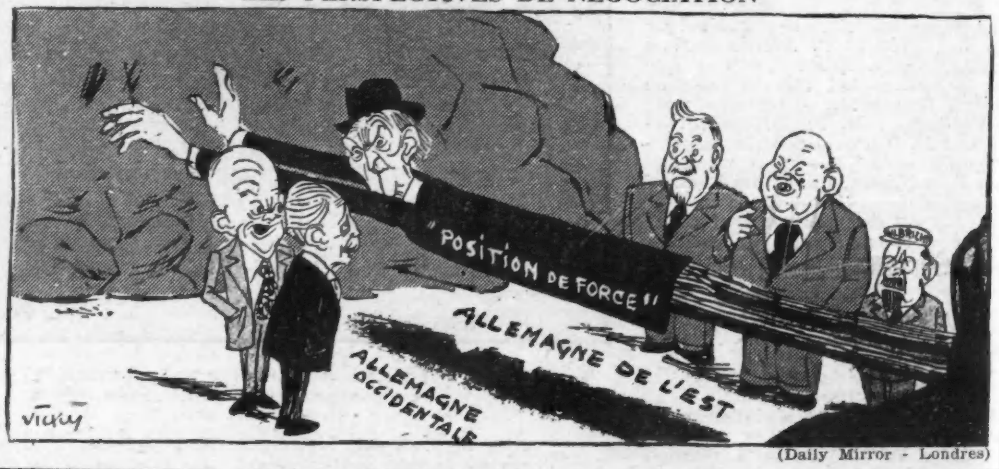
— *Ils sont d'accord sur notre résolution ! Je me demande quelle bêtise nous avons faite.*



(Saturday Review - New York.)

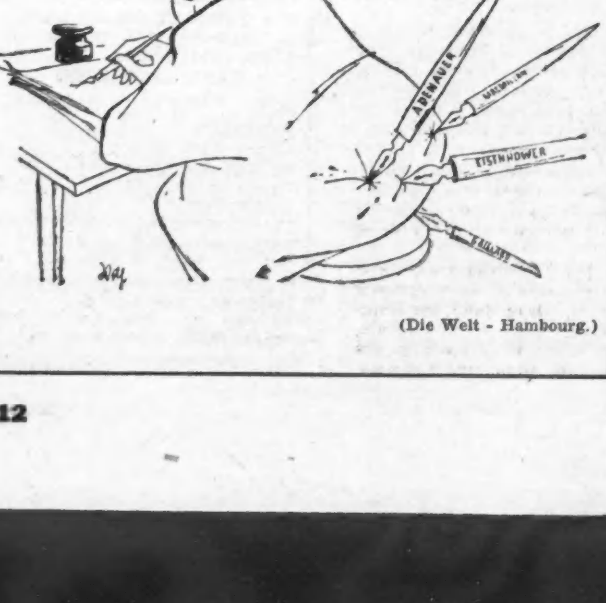
— *Essaie d'appuyer à fond sur l'accélérateur en laissant le starter tiré !...*

LES PERSPECTIVES DE NEGOCIATION



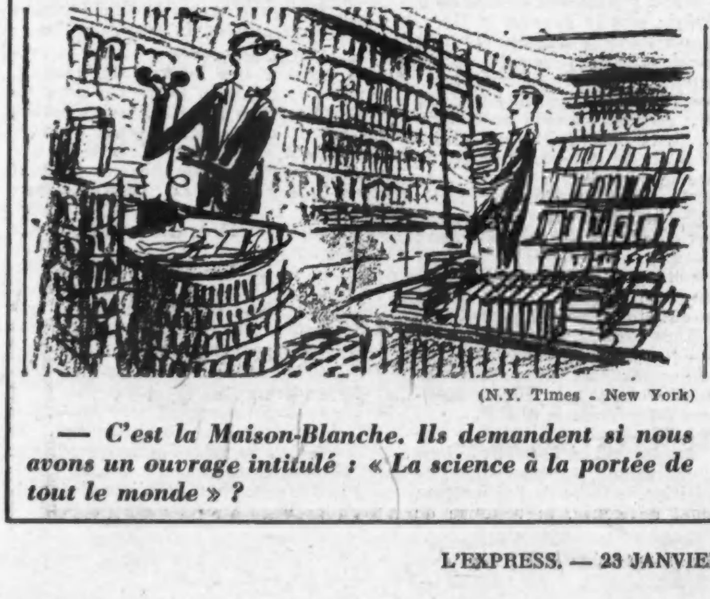
(Daily Mirror - Londres)

LES REPONSES A BOULGANINE



(Die Welt - Hambourg.)

LA COURSE SCIENTIFIQUE VUE DES ETATS-UNIS



(N.Y. Times - New York)

— *C'est la Maison-Blanche. Ils demandent si nous avons un ouvrage intitulé : « La science à la portée de tout le monde » ?*

ANGLETERRE

Un autre « quart d'heure »

(De notre correspondant à Londres)

● ***A Chypre — l'Algérie de l'Angleterre — un homme neuf tente de remonter le courant. C'est une histoire qui mérite d'être lue à Paris.***

(Camera Press.)

Sir Hugh Foot dans les rues de Chypre.
Un homme neuf pour une vieille méthode.

SI l'on demandait aux Anglais de désigner la famille la plus glorieuse de leur pays, la plupart nommeraient sans doute les Churchill, qui ont donné à l'Angleterre non seulement un homme d'Etat de renommée mondiale, mais aussi deux membres du gouvernement, une actrice, un portraitiste connu et une vedette de la télévision. Ils oublieraient sans doute les Foot of Devon.

Le chef de famille, Isaac Foot, qui fut pendant trente ans député de Devonport, était un ami de Lloyd George et d'Asquith et une puissance au sein du parti libéral.

Grand bibliophile, il possède une bibliothèque de 50.000 volumes et, bien qu'âgé de près de 80 ans, continue de lire un livre par jour. Ses quatre fils ont tous acquis la notoriété à des titres divers. John est l'un des plus grands avocats d'Angleterre. Sir Hugh est un haut fonctionnaire du Colonial Office. Dingle, avocat lui aussi, fut l'un des principaux dirigeants du parti libéral. Il le quitta pour protester contre son « glissement à droite » et est aujourd'hui député travailliste. Michael, enfin, le plus jeune, se fit connaître en 1945 par un livre intitulé « Les Coupables », l'un des meilleurs pamphlets politiques qui aient été écrits depuis le « J'accuse » de Zola. Il fut député de l'aile gauche bevaniste jusqu'en 1955 et dirige aujourd'hui l'hebdomadaire « Tribune ». Il est également l'un des meilleurs commentateurs de la télévision anglaise.

Un mot dangereux

Il ne se passe guère de semaine sans qu'un Foot apparaisse au premier plan de l'actualité. Aujourd'hui, c'est au tour de sir Hugh.

Il y a six semaines, il acceptait le plus difficile et le plus dangereux des postes qui pouvaient lui être offerts : le gouvernement de Chypre. Et la semaine dernière, lorsqu'il quitta Londres après quinze jours de consultations avec le cabinet, l'ultra-impérialiste « Sunday Express » annonçait à regret : « *La persuasion de sir Hugh a retourné le gouvernement comme un gant. Il y a de l'abandon dans l'air.* »

Est-ce exact ?

Les débuts de « *l'affaire de Chypre* » remontent à 1954, lorsque sir Anthony Eden signa avec le colonel Nasser le malheureux accord sur le retrait des troupes anglaises de la zone du canal de Suez.

Une question se posa alors au gouvernement anglais : où placer le quartier général des forces britanniques au Moyen-Orient ? La Palestine était devenue l'Etat d'Israël ; Malte était trop loin ; l'Irak trop instable. Il ne restait que la « paisible » colonie de Chypre, qui n'avait joué jusque-là aucun rôle dans la stratégie impériale britannique. Les généraux protestèrent : il n'y avait pas de port dans l'île et la construction d'aérodromes coûterait au moins 50 milliards de francs. Les « politiques » insistèrent : Chypre était la seule base « politiquement sûre ». Et la décision fut prise.

Commentant cette décision deux semaines plus tard, Henry Hopkinson, sous-secrétaire d'Etat au Colonial Office, déclara : « *En raison de son importance stratégique pour le Commonwealth, l'île ne pourra jamais devenir indépendante.* »

« *Le mot « jamais »*, a dit un jour Churchill, *ne devrait pas faire partie du vocabulaire politique.* » Il avait raison. Le « jamais » de Hopkinson eut pour effet de déclencher le soulèvement cypriote.

Une erreur fatale

La riposte du gouvernement fut immédiate : le gouverneur civil fut remplacé par le général sir John Harding, chef de l'état-major impérial britannique, et 20.000 hommes furent envoyés dans l'île pour mater la rébellion.

Pour avoir refusé de condamner le terrorisme, Mgr Makarios, archevêque orthodoxe de Chypre, fut arrêté et déporté aux îles Seychelles.

Dans une version anticipée du *dernier quart d'heure* de M. Lacoste, le général Harding promit de rétablir l'ordre « en six mois ». Il construisit de grands camps de détention, institua le couvre-feu et imposa des amendes collectives aux villages qui hébergeaient des rebelles.

Lorsque Nasser eut saisi le canal de Suez et que l'Angleterre commença d'assembler à Chypre les éléments d'un corps expéditionnaire, les conservateurs connurent leur heure de triomphe : « *Si nous n'étions pas restés à Chypre,* clamèrent-ils, *où en serions-nous aujourd'hui ?* »

Pour la pêche sous-marine seulement

Les événements devaient montrer qu'ils avaient tort et que les généraux avaient eu raison. Lorsque MM. Eden et Mollet décidèrent de lancer l'expédition de Suez, un tiers seulement des aérodromes de Chypre étaient utilisables. Plus grave encore, il n'y avait toujours pas de port. Après l'envoi de l'ultimatum aux Egyptiens, il fallut vingt-quatre heures pour embarquer une seule brigade d'infanterie sur les navires ancrés dans la baie de Famagouste. L'expédition dut donc être lancée à partir de Malte, d'Alger, de Marseille, et même de l'Angleterre, ce qui provoqua un retard de dix jours, suffisant pour enlever toute chance de succès au plan Eden.

« *Chypre, une base ?* déclara plus tard un général britannique écœuré. *Peut-être, mais pour la pêche sous-marine seulement...* »

Le gouvernement de Macmillan, ramassant les débris de la politique d'Eden, se trouva donc engagé dans une guerre coloniale qui lui coûtait 50 milliards par an et dont la justification stratégique avait entièrement disparu.

Une retraite immédiate était cependant impossible : après l'humiliation de Suez, le parti conservateur n'était pas prêt à accepter un nouvel abandon.

Macmillan décida habilement d'éviter l'épreuve de force et de maintenir le gouverneur Harding dans ses fonctions pour trois mois encore. Puis, lorsque le problème de Chypre eut été relégué au second plan par l'apparition des spoutniks dans le ciel, il le remplaça par sir Hugh Foot. Ses instructions furent les suivantes : « *Ne faites rien de brutal. Prenez votre temps pour rétablir une atmosphère de confiance et obtenez un règlement de l'affaire dans les trois mois.* »

Le kilomètre du crime

Sir Hugh se mit au travail dès son arrivée à Chypre. Les écoles furent rouvertes, le couvre-feu levé, les prisonniers libérés.

Lorsqu'il avait des instructions à transmettre aux maires locaux, le général Harding les convoquait à son quartier général. Son successeur se rend lui-même chez les maires. Le général Harding se déplaçait dans une voiture blindée avec une escorte de 1.000 hommes. Sir Hugh circule à pied dans les rues de Nicosie — y compris dans la fameuse rue du quartier grec surnommée « *le kilomètre du crime* » en raison du nombre d'attentats qui y ont été commis. Il refuse toute escorte, malgré les protestations de son entourage et parcourt le pays à cheval, s'avançant parfois avec cinq officiels seulement jusqu'au cœur des régions contrôlées par l'Eoka.

En trois semaines, l'atmosphère de l'île avait totalement changé. Lorsqu'il eut terminé ses consultations locales, sir Hugh décida de retourner à Londres pour y présenter ses suggestions au gouvernement. Elles comprenaient :

1° Des négociations avec Mgr Makarios.

2° L'octroi immédiat de l'autonomie interne.

3° La détermination du droit à l'autodétermination après une période de dix ans, à condition que le même droit soit accordé aux Turcs de l'île.

La bataille est gagnée

Le cabinet leur fit un accueil favorable et M. Macmillan affirma à sir Hugh qu'une décision définitive serait prise « *dès qu'un certain nombre de problèmes financiers auraient été résolus* ».

Deux jours plus tard, la bombe explosait : après une réunion orageuse du Conseil des ministres, M. Thorneycroft démissionnait sur la politique budgétaire, plaçant ainsi le gouvernement dans une situation entièrement nouvelle. M. Thorneycroft représentait →

LES AMATEURS AVISÉS...

... profitent des **ANCIENS STOCKS DE TAPIS PERSANS** garantis d'origine des Galeries Barbès 55, Bd. Barbès, Paris, qui ne subissent pas l'augmentation récente du cours des devises et des droits de douane. Plus que jamais, **LE TAPIS PERSAN EST UN MERVEILLEUX PLACEMENT,** surtout quand il est acheté aux Galeries Barbès à prix de propagande.

LA GUERRE ATOMIQUE ACCIDENTELLE EST POSSIBLE

par B. H. LIDDELL HART

M. Liddell Hart occupe dans la presse internationale une place particulière. Spécialiste des questions militaires et auteur de plus de vingt volumes sur l'art de la guerre, il a été, depuis de longues années, l'un des premiers à signaler les tendances nouvelles de la stratégie et de la tactique. M. Liddell Hart répond aujourd'hui, ici, à la question qui inquiète le monde : la guerre thermonucléaire peut-elle être déclenchée par « accident » ?

B.H. LIDDELL HART

ON peut s'étonner qu'il ait fallu si longtemps aux Parlements et aux opinions publiques pour prendre conscience des immenses dangers auxquels nous expose la situation militaire internationale actuelle.

Il y a plusieurs années déjà — au moins depuis 1955 — que Londres et les autres grandes villes d'Europe occidentale sont à la portée des fusées russes. Pourtant, il a fallu attendre le lancement du Spoutnik à l'automne dernier pour que les peuples occidentaux s'inquiètent de cette menace.

Ils ont été plus lents encore à réaliser le danger croissant d'un déclenchement accidentel de la catastrophe, danger qui résulte des efforts faits pour permettre une riposte instantanée en cas d'attaque.

Aujourd'hui encore, peu de gens mesurent l'immensité et la gravité des risques que ces préparatifs nous font courir.

Un risque « minime »

L'opinion publique et parlementaire a été alertée pour la première fois, en novembre dernier, par une déclaration du général Power, commandant de l'aviation stratégique américaine. Au cours de sa visite à Paris, il révéla que le tiers des quelque 2.000 bombardiers à réaction du Strategic Air Command étaient tenus en état d'alerte permanente et prêts à prendre l'air dans le quart d'heure.

Les appareils, bombes dans les soutes, étaient stationnés à l'extrémité de leurs pistes d'envol, l'équipage dormant à leur côté. Il ajouta qu'un certain nombre de bombardiers étaient maintenus en vol jour et nuit.

Le 27 novembre, à la Chambre des Communes, M. Frank Allaun attira l'attention sur cette déclaration et sur les dangers qu'elle impliquait. M. Aneurin Bevan demanda ensuite au ministre des Affaires étrangères si « les appareils américains qui patrouillaient au-dessus de l'Angleterre étaient porteurs de bombes à hydrogène ». M. Selwyn Lloyd répondit prudemment qu'il « pourrait bien en être ainsi ». Pressé de questions, il finit par dire qu'il était « porté à croire » que les bombardiers transportaient effectivement des bombes H.

M. Selwyn Lloyd déclara également que si l'un de ces appareils s'écrasait au sol, il n'y avait aucun danger que l'arme nucléaire explose. Mais plusieurs savants atomistes ont fait remarquer, depuis, qu'il y aurait dans ce cas un danger réel de voir éparpillés sur une grande distance des matériaux radioactifs très nocifs, et M. Macmillan l'a admis lui-même dans son allocution radiophonique du 4 janvier, bien qu'il ait qualifié ce risque de « minime ».

L'affaire « Cromwell »

Le danger d'une contamination radioactive en cas d'accident reste cependant insignifiant comparé à un autre risque : celui d'une mauvaise interprétation d'un message en code qui pourrait entraîner un équipage à déclencher une guerre nucléaire « par accident ».

Ce risque est encore augmenté par la nervosité inévitable des commandants d'escadrille et des équipages maintenus dans un état d'alerte permanent.

Or, il est très difficile de trouver des mesures de précaution qui soient compatibles avec la nécessité d'une action rapide. Plus on veut aller vite, plus il est difficile de se protéger contre les erreurs.

Même dans les jours moins frénétiques du passé, des accidents se sont produits qui montrent bien jusqu'où peut mener la mauvaise interprétation ou le mauvais usage d'un ordre.

Un incident de ce genre s'est produit pendant la dernière guerre lorsque le mot de code Cromwell, envoyé par le haut état-major le 7 septembre 1940 et demandant une « vigilance spéciale », fut interprété dans certains secteurs comme signifiant qu'une invasion avait réellement eu lieu. Il s'ensuivit que le tocsin sonna, que des ponts furent détruits, des routes barrées et des mines posées qui firent un certain nombre de victimes.

Des démangeaisons guerrières

Un accident beaucoup plus grave fut le bombardement de Rotterdam en 1940. Les Allemands, rencontrant une résistance inattendue aux portes de la ville, avaient demandé l'appui de l'aviation. Vers midi, le général commandant les forces attaquantes apprit qu'une reddition des forces hollandaises était probable et envoya immédiatement des ordres par radio et des fusées rouges pour décommander le bombardement. L'une des deux formations aériennes qui se dirigeaient vers la ville fit immédiatement demi-tour, mais l'autre ne reçut pas les messages — où les ignora — et continua vers l'objectif. Ses bombes provoquèrent un incendie qui rasa le centre de la ville, détruisant 20.000 immeubles.

A l'ère de la bombe H, une erreur de ce genre aurait des conséquences incalculables.

Il est déjà inquiétant de vivre sous la menace d'une attaque atomique déclenchée par une puissance étrangère, mais il l'est plus encore de voir tourner dans le ciel des deux camps des centaines d'aviateurs perpétuellement maintenus sur le qui-vive et dont certains peuvent éprouver parfois des démangeaisons guerrières.

En plus du risque d'une mauvaise interprétation réellement accidentelle d'un ordre, il y a en effet celui d'une incompréhension volontaire. Il est déjà arrivé que des commandants impatients ignorent délibérément les ordres reçus — et cela beaucoup plus souvent que l'histoire ne l'a noté.

Dans sa dernière allocution, M. Macmillan a déclaré : « L'amorçage des bombes exige une opération technique assez compliquée qui doit être effectuée par l'équipage. Aucune de ces bombes ne pourrait être utilisée sans un ordre précis donné sur les instructions des gouvernements anglais et américain agissant de concert. Nous avons pour notre part un droit de veto absolu sur l'utilisation des bombes transportées par des appareils stationnés en Angleterre. »

Malheureusement, un tel droit de veto ne peut suffire à nous rassurer si l'équipage de chaque appareil peut lui-même amorcer sa bombe et s'il n'existe aucun moyen technique infaillible de l'empêcher de la lancer.

Une autorisation préalable

Une riposte instantanée ne peut être assurée que si les bombes sont largement réparties et leur contrôle opérationnel aussi décentralisé que possible. Mais plus on va loin dans ce sens, plus les chances d'accident augmentent.

Une action fatale pourrait également être provoquée par la croyance erronée qu'une flotte de bombardement ennemie se dirige vers le territoire américain. Ce risque devient plus grand encore avec l'avènement des fusées, qui réduisent à quelques minutes le délai d'avertissement.

Selon des rapports émanant de Washington, la peur d'un Pearl Harbour atomique a conduit le gouvernement américain à autoriser les commandants locaux à lancer leurs propres armes nucléaires s'ils estiment que leurs bases courent un « danger imminent » de destruction.

Une telle « autorisation préalable » enlève beaucoup d'efficacité au contrôle des gouvernements et permet de douter des garanties offertes par le « veto absolu » dont parle M. Macmillan.

(World copyright New York Herald Tribune Syndicate.)

→

l'aile droite du parti conservateur, celle de la guerre-à-outrance-aux-syndicats. Les députés conservateurs virent dans sa démission le signe de la « trahison » de leurs principes par Macmillan. Celui-ci pouvait survivre à l'orage, mais il n'était plus question — du moins pour le moment — du moindre « abandon » sur Chypre.

C'est pourquoi sir Hugh dut revenir la semaine dernière à Chypre les mains vides. Il ne fait pourtant aucun doute qu'il a remporté la bataille. Le cabinet a approuvé sa politique. Il ne reste plus qu'à fixer la date de son adoption officielle.

PAUL JOHNSON.

ESPAGNE

L'armée veut sa guerre

(D'un correspondant à Madrid)

● ***« Le régime Franco est né au Maroc. C'est le Maroc qui le tuera. » Après l'affaire d'Ifni, l'opposition espagnole a adopté cette devise.***

DEPUIS quelques semaines, la presse espagnole ne tarit pas d'éloges sur la France et son *« œuvre civilisatrice en Afrique du Nord »*. Les attaques contre la *« République pourrie et décadente »* sont oubliées ; des trafiquants d'armes au profit du F.L.N. arrêtés. Pourquoi ce revirement ?

Voici : Au moment où l'armée franquiste, gloire et pilier du régime, allait se faire jeter à la mer par les irréguliers maures de l'enclave d'Ifni, la France, assure-t-on à Madrid, lui prêta quelques avions stationnés au Maroc, ainsi que leurs pilotes.

L'armée franquiste préparait une contre-offensive générale, destinée à poursuivre les rebelles jusqu'en Maroc indépendant, quand le général Taylor, chef d'état-major de l'armée américaine, débarqua à Madrid.

Il expliqua sans ambages au Caudillo que les Etats-Unis ne toléreraient pas la moindre provocation anti-marocaine, qu'il fallait enterrer l'affaire d'Ifni en attendant une négociation générale avec Mohamed V. Pour récompenser les Espagnols de leur compréhension, le général Taylor s'engagea à faire équiper quatre divisions blindées avec des fournitures américaines modernes.

Simultanément, pour renflouer le crédit compromis du général Franco, les Etats-Unis renflouèrent le cours de la peseta, sur le point de s'effondrer. Franco avait gagné un répit.

Ce répit, il dut toutefois le payer au prix fort. Le soutien des Etats-Unis coûte en effet au Caudillo l'appui de sa propre armée : le général Barroso, ministre de la Guerre ; le général Rodrigo, commandant de la région militaire de Madrid, entre autres, entendaient en effet contraindre Franco à défendre au Maroc l'honneur d'une armée pour laquelle l'Afrique est la seule raison d'être et la principale source de promotions et de médailles.

Autant de généraux que les Russes

Le Maroc évacué, en effet, en quoi l'Espagne aurait-elle encore besoin de cette armée fabuleusement coûteuse qui compte 440.000 militaires de carrière et autant de généraux que l'armée soviétique ?

Pour Franco, cependant, l'hostilité des vieux généraux est une source d'embarras grave. Si l'armée est ridiculisée et mécontente, si la Phalange, moribonde, cherche à regagner quelque crédit par une cure d'opposition démagogique, quels soutiens reste-t-il au Caudillo ? Les monarchistes et l'Eglise ?

Les monarchistes viennent justement de passer en bloc dans le camp de l'opposition, en refaisant leur unité autour de la personne de Don Juan. Or, depuis l'automne dernier, tous les contacts sont rompus entre Don Juan et Franco. Le prétendant au trône refuse de se désister en faveur de son fils Juan Carlos.

La famille royale ne veut pas que l'un des siens prenne la relève d'un Franco, avec l'accord de celui-ci. Elle pose pour condition à son retour sur le trône que Franco démissionne au préalable et confie le pouvoir à une junte de généraux. Les membres de cette junte sont restés introuvables jusqu'ici.

L'Eglise ? Ses organisations laïques, de l'Opus Dei (droite) aux démocrates-chrétiens (gauche), viennent justement d'accepter des pourparlers avec les socialistes et la centrale ouvrière anarchiste (C.N.T. clandestine) en vue de la coordination de toutes les forces hostiles au régime — communistes exceptés.

La nouvelle amitié avec la France, l'appui précieux des Etats-Unis suffiront-ils au Caudillo pour garder l'Espagne sous sa coupe ? Aujourd'hui, on entend partout cette nouvelle devise :

« Le régime est né au Maroc, c'est le Maroc aussi qui le tuera. »

EST-OUEST

Le général Gallois et « L'Economist » interviennent

● ***L'idée, lancée par le diplomate américain Kennan et le ministre polonais Rapacki, d'une « zone de désengagement atomique » au centre de l'Europe provoque un débat de plus en plus passionné et intéressant. Voici où l'on en est.***

PENDANT que les chancelleries occidentales dosaient, la semaine dernière, les diverses nuances de « non » qu'elles allaient opposer aux récentes propositions soviétiques, une revue militaire officieuse (*Wehrkunde*) publiait en Allemagne un article fort remarqué du général français Gallois.

« Une douzaine de V2 améliorés à tête thermonucléaire, écrivait le général Gallois, *suffirait pour anéantir totalement la puissance défensive de l'Allemagne occidentale ; elle sèmerait la panique et causerait des dévastations si horribles qu'aucun gouvernement ne pourrait accepter de poursuivre le combat et de s'exposer à une seconde*

gue de projectiles contre laquelle il serait aussi impuissant que contre la première... Il est illusoire de croire à une possibilité de défense contre une attaque moderne par fusées. »

Ni le temps, ni l'envie de discuter...

L'influent « Economist » de Londres écrivait au même moment :

« Il y a toutes les raisons de reconsidérer les motifs pour lesquels la politique du « désengagement » a été rejetée dans le passé comme trop dangereuse. En effet, il est devenu improbable que les divisions allemandes puissent jamais jouer le rôle pour lequel elles ont été créées, et qui était d'assurer la défense de l'Europe sans le concours d'armes nucléaires. La défense occidentale tend à se fonder principalement sur les fusées, et en second lieu seulement sur de modestes forces terrestres. L'Europe n'est pas si petite que son dispositif défensif ne prisse se passer de bases allemandes. Une révision de la politique occidentale aurait donc dû avoir lieu. »

Les articles du général Gallois et de « L'Economist » suscitèrent en Allemagne une attention d'autant plus grande que le chancelier Adenauer venait d'affirmer que des bases atomiques et des rampes de lancement étaient pour l'Allemagne une question « d'autodéfense », que le plan Rapacki d'une zone dénucléarisée (1) « *signifierait la fin de la liberté en Europe* » et qu'il n'avait « *ni le temps, ni l'envie de discuter ce plan* ».

Comme les gouvernements britannique, canadien et scandinave déclaraient le même jour que « *le plan Rapacki, en dépit d'objections évidentes, méritait un examen approfondi* », la plupart des journaux allemands se demandèrent en quoi la présence de bases atomiques et de fusées au centre de l'Europe, de part et d'autre du « rideau de fer », était moins dangereuse pour la liberté et pour la paix que leur absence. Quelles étaient donc les objections impérieuses de l'Allemagne, secondée par la France et l'Italie (cette dernière profondément divisée) contre le « désengagement » ?

Des objections contradictoires

Un rapport militaire, soumis à Bonn la semaine dernière, donne à ce sujet des indications précises. La dénucléarisation, affirme ce rapport, laisserait, en face de forces communistes largement supérieures en nombre, un « bouclier » atlantique exsangue, amenuisé par les économies d'effectifs et incapable de tenir tête, sans artillerie atomique, à un assaut russe.

— Si vous nous supprimez l'artillerie atomique, affirme le rapport militaire, tout le dispositif avancé de l'O.T.A.N. sera à la merci d'une attaque surprise. On ne peut demander aux Américains d'exposer leurs divisions à ce danger. Elles ne voudront rester en Allemagne qu'armées atomiquement. Les bases atomiques — voire peut-être les rampes de lancement pour fusées stratégiques — sont la condition de leur présence. La dénucléarisation de l'Europe centrale n'est concevable que si les unités américaines et russes se retirent simultanément. Leur retrait seul, d'ailleurs, pourrait garantir que réellement il ne restera pas d'armes atomiques dans cette région. Or, le plan Rapacki ne souffle mot d'une évacuation russo-américaine de la zone dénucléarisée.

— Qu'à cela ne tienne, répo›dent les partisans occidentaux du « désengagement » — (à savoir les Scandinaves, les Canadiens, la majorité des députés britanniques, l'opposition et la plupart des journaux allemands, ainsi que M. Kennan, soutenu aux Etats-Unis par une minorité démocrate et par des journaux comme le *Washington Post*). Car qu'est-ce qui nous empêche de mettre pour condition à notre acceptation du plan Rapacki l'évacuation contrôlée, par les Russes et les Américains, de toute l'Europe centrale ?

En fait, cette évacuation a été proposée à huit reprises déjà par les Soviétiques, dans des documents diplomatiques officiels. Présenterait-elle des dangers ? Certains militaires le croient. Ils estiment qu'une fois parties les forces armées des deux géants mondiaux, les pays d'Europe centrale pourraient être tentés par des aventures militaires de type coréen ; des guerres locales deviendraient possibles. Mais quels seraient les pays susceptibles de risquer un conflit, même mineur ?

On ne conçoit point que l'Allemagne orientale, avec son régime chancelant, osât se mesurer militairement à l'Allemagne de Bonn. Ni que la Pologne, harassée par des difficultés économiques et pénétrée d'une sainte horreur de la guerre, se joigne au très stalinien M. Ulbricht pour défier l'ire nationaliste du gouvernement de Bonn. Quant à une attaque tchécoslovaque contre l'Allemagne, l'hypothèse en est absurde. Le seul pays que l'aventure pourrait — théoriquement — tenter, c'est l'Allemagne occidentale elle-même ; elle a le régime de loin le plus solide, dans cette région, et ses frontières ne sont pas définitives.

Or, M. Adenauer vient d'offrir à l'U.R.S.S. un engagement solennel de ne pas chercher à modifier par la force ni ses frontières, ni les régimes de ses voisins orientaux. Ceux-ci, d'ailleurs, ne paraissent pas craindre le retrait de la protection armée russe. Pourquoi M. Adenauer craindrait-il des voisins moins forts que lui ? Et pourquoi, ajoute le député britannique Denis Healey (travailliste modéré), ne pas dissiper toute crainte en garantissant l'inviolabilité des pays évacués, en menaçant d'une intervention nucléaire *tactique* (russe et américaine) un agresseur local éventuel ?

La discussion en est là. En vérité, la force principale qui s'oppose encore à une négociation sur le désengagement (« *clé qui pourrait rouvrir la porte de la confiance* », comme dit le *Times*), c'est la force de l'habitude.

Pourtant, chez M. Dulles lui-même une évolution se fait sentir. Il continue sans doute à réclamer des Russes « *des preuves de sincérité* », une « *attitude coopérative* » et des élections libres dans toute l'Allemagne ; mais à côté de ces vieilles exigences présentées « *au nom de la justice* », on trouve aussi, pour la première fois, dans la réponse américaine au maréchal Boulganine, cette phrase riche de sous-entendus :

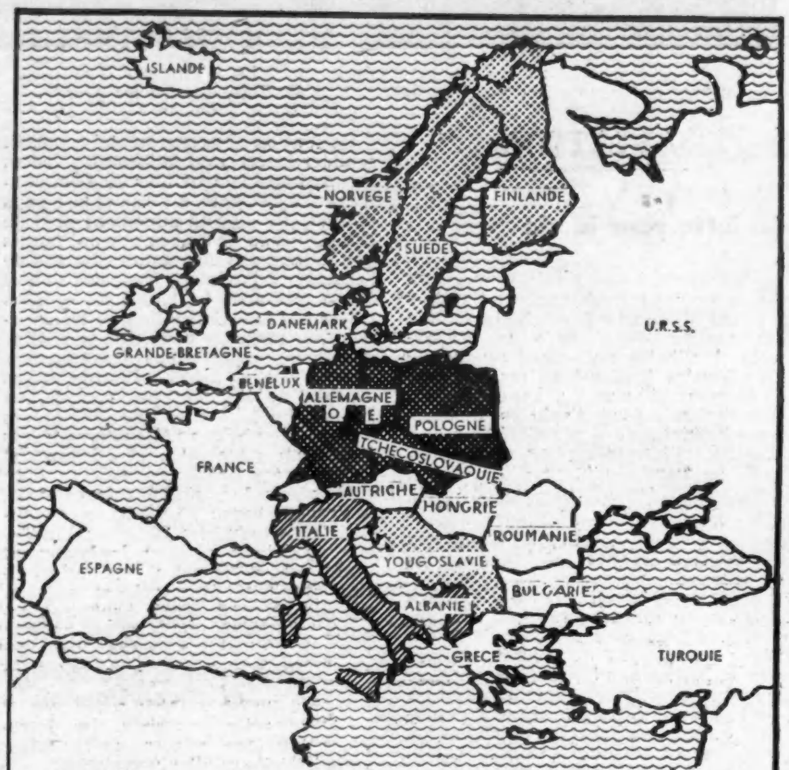
« Les Etats-Unis, en accord avec d'autres gouvernements, sont prêts à négocier des accords spécifiques concernant la puissance des forces armées et leur dislocation — et ce, non pas en prévision d'une agression, mais afin de réduire la possibilité d'une agression en Europe. »

De fait, les Américains craignent moins, maintenant, un tête-à-tête avec les Russes, que le travail de séduction et de « démoralisation » auquel se livre la diplomatie soviétique sur chaque pays allié pris isolément.

La « chasse au bison » qui vient de réunir, dans les forêts de Brest-Litowsk, MM. Kroutchev et Gomulka, ne prépare-t-elle pas de nouvelles offres communistes alléchantes par l'intermédiaire de la Pologne ? Et les Occidentaux ne risquent-ils pas, en refusant de négocier des accords partiels en vue d'une détente, de voir diminuer leur influence sur les pays « non engagés » qui, de l'Indonésie à la Yougoslavie, préparent pour la première fois, sur le conseil du maréchal Tito, un front politique commun ?

Après les Britanniques, les Américains prennent conscience que la « *désintégration de l'Occide.:t* » risque moins de résulter d'une négociation collective que d'une persévérance intransigeante sur le *statu quo*.

MICHEL BOSQUET.



1. *Pays qui seraient « dénucléarisés » si le plan Rapacki était adopté.*
2. *Pays auxquels le plan Rapacki pourrait s'étendre*
3. *Pays ayant refusé toute installation atomique*

L'EUROPE PARTIELLEMENT « DÉNUCLÉARISÉE » ?
Le débat est engagé.

(1) Le plan de M. Rapacki, ministre polonais des Affaires étrangères, prévoit que la fabrication, l'entrepôt d'armes nucléaires et de fusées stratégiques seront interdits dans les deux Allemagnes, en Pologne et en Tchécoslovaquie. Les dirigeants soviétiques ont proposé d'étendre ce plan à l'Italie et à l'Albanie et, mercredi, à l'ensemble des pays du Moyen-Orient. Le Danemark et la Norvège ont déjà renoncé à recevoir des armes de ce genre.

PARTS
E.D.F.
1958
INDEXÉES A
100%
PR

« TOUT d'abord, la chambre où je me trouvais me sembla bien agréable au sortir de mon austère cellule. Le moelleux tapis était couleur orange pâle, le plafond était bleu marine. Sur les murs étaient peints des cubes, des spirales, des faisceaux ; on eût dit un tableau abstrait. Juste en face de la fenêtre, près de la porte, un panneau blanc, comme un écran de projection... »

UN DOCUMENT SAISISSANT

SIX SEMAINES DANS LA CHAMBRE MAGIQUE

Le premier récit vécu d'une expérience de « lavage de cerveau » commencera la semaine prochaine en exclusivité mondiale dans

L'EXPRESS

EN JUSTICE

PORTRAIT D'UN MAGISTRAT

par J.-M. THEOLLEYRE

M. MILLE préside à Paris, trois jours par semaine, la 17e chambre correctionnelle. Qu'on lui amène des guérisseurs, des avorteurs, des proxénètes ou des voleurs, il les traite avec le même souci de rigueur, c'est-à-dire d'inflexible exactitude. Ses traits bien équilibrés, son front chauve, ses joues glabres, son menton solide lui composent un masque comme ceux qui ont été sculptés aux anciens Romains dont on n'imagine pas le sourire.

Il a des termes tout à la fois civils et hautains, une honnêteté impérieuse, et il met tout cela au service de sa fonction. Il se refuse aux mots ou aux traits faciles, qui s'exercent aux dépens d'un prévenu et font dire du magistrat qu'il a de l'esprit. De même il s'applique à ignorer la bonhomie, la compassion et le paternalisme où l'on verrait de la faiblesse.

Sa personnalité réside dans l'égalité du ton, la froideur d'une voix pourtant douce et un maintien qui lui est propre. Il refuse tout semblant de connivence avec quiconque et considère de même le représentant du ministère public, le défenseur, le prévenu et les témoins.

Voici devant lui un garçon, fils de famille, s'essayant au rôle de « dur ». Devenu souteneur, il s'est mis en tête d'expliquer qu'il exigeait de l'argent d'une femme prostituée pour la décourager de son métier et l'amener à vivre honnêtement avec lui.

M. Mille écoute admirablement, le regard bien posé sur son interlocuteur. Après quoi il joint ses mains sous son menton, esquisse une légère moue qui creuse les commissures et laisse tomber :

— Vous n'avez pas l'impression que votre raisonnement est un peu compliqué ?

L'ironie est sans amertume, simplement froide, très froide.

Pas d'exclamation

Que l'autre à ce moment s'avoue vaincu ou s'insurge, il trouvera devant lui le même visage impassible, le même regard indéfinissable de M. Mille. Sans tendresse ? Peut-être. Sans dureté non plus. Seulement un regard qui ne pactise pas.

Le même se posera, au moment de la plaidoirie, sur l'avocat — illustre ou stagiaire. Ainsi l'illustre comme le stagiaire savent que M. Mille ne sera jamais dupe.

Qu'un Nord-Africain sollicite pour son interrogatoire le truchement de l'interprète, M. Mille l'accordera. Il notera seulement :

— Il parvient à se faire comprendre seul par son avocat, mais non par le tribunal.

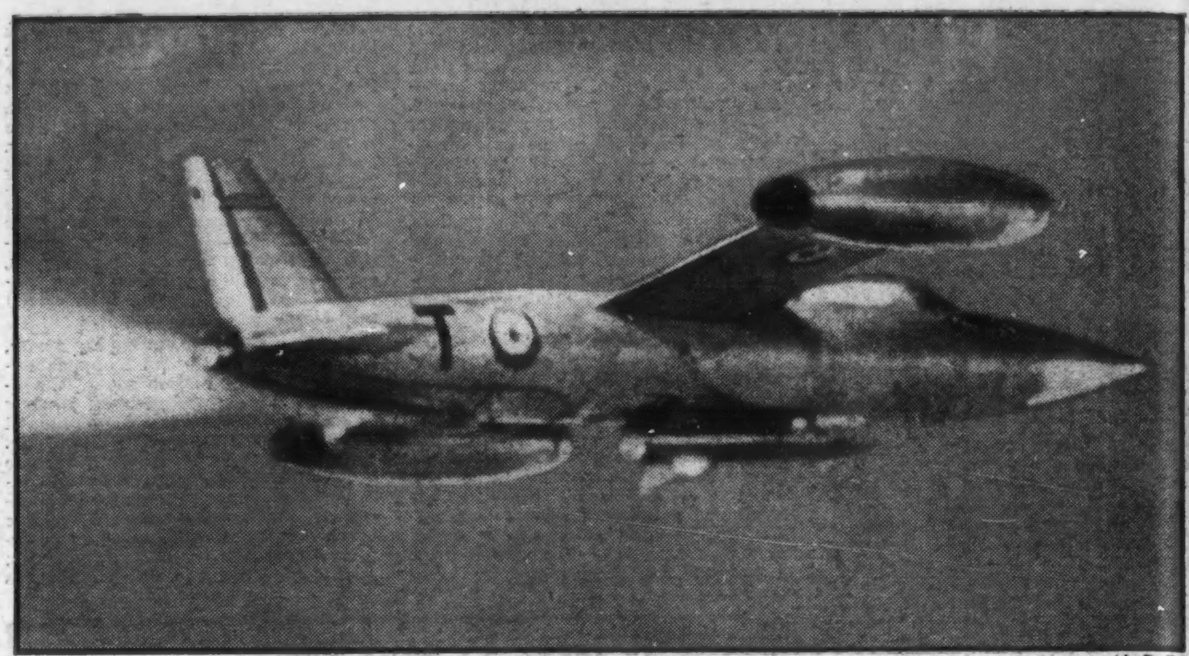
Aussi bien sera-t-il sans surprise l'instant d'après, lorsqu'il entendra l'Arabe chuchoter sa petite histoire à l'interprète, dans le plus intelligible français. Il se contentera de se caler ostensiblement dans son fauteuil pour montrer qu'il accepte la petite comédie, mais en même temps sa mine fera bien comprendre qu'il ne convient pas de la trop prolonger. Et elle ne se prolongera pas.

A l'huissier-audiencier, trop impatient d'appeler l'affaire suivante à peine rendu le jugement de la précédente, M. Mille saura rappeler qui est le maître de l'audience :

— Une seconde, je vous prie.

Et nul besoin du point d'exclamation.

On le classe parmi les magistrats sévères mais consciencieux. Son prétoire est sans doute celui où il y a le plus de tenue. Il ne sort point de l'idée de sa dignité, c'est-à-dire de celle de sa tâche. S'il s'en enveloppe, ce n'est pas pour se faire valoir mais pour la faire valoir. Dans cet esprit il a présidé les débats de l'affaire du Stalinon.



(A. D. P.)

LE « TRIDENT II ».
En lutte contre les géants.

AVIATION

La lutte pour la vie

A quelques jours d'intervalle, deux nouvelles : l'intercepteur français Trident II, construit par Sud-Aviation (la société « qui sort » la « Caravelle ») a battu un record du monde en s'élevant à 22.000 mètres... le gouvernement allemand a annoncé qu'il n'envisageait plus d'acheter le chasseur britannique à réaction Saunder-Roe SR 177 qui doit atteindre la vitesse de 2.400 km/h.

Ces deux communiqués dans la petite guerre sournoise qui oppose pour la conquête du ciel les ailes françaises à l'aviation britannique illustrent les raisons de cette lutte : la conquête d'un marché étroit et difficile. Les Anglais, comme les Français, combattent avec toutes les armes imaginables : lorsque l'Inde voulut acheter des « Mystère » à Marcel Dassault, le gouvernement britannique lui offrit un prêt de 250 millions de livres à condition qu'elle lui achetât des chasseurs « Hunter » ; lorsque la Suisse voulut acheter des « Mirage III », les agents britanniques firent valoir des arguments assez intéressants pour que le gouvernement fédéral prît la décision d'acquérir des chasseurs britanniques — en solde ; lorsque, pour équiper la nouvelle Luftwaffe, la France fut sur les rangs, Londres proposa un « arrangement » sur la brûlante question de l'entretien des forces anglaises.

1.000 milliards

Cette dernière affaire est exemplaire. En dépit de cette petite guerre franco-anglaise, les Allemands préférèrent les avions américains. Du coup, la compagnie Saunder-Roe qui devait fournir des chasseurs à l'Allemagne fut obligée de fermer son immense usine de l'île de Wight. Et quelques jours plus tard, deux des plus grandes firmes anglaises, Bristol et Hawkers, annonçaient leur fusion en une seule « super-firme ». Le fait, donc, se traduisait en Grande-Bretagne par une révision fondamentale de l'industrie aéronautique. On avait compris que, dans un système capitaliste, la construction d'avions est l'une des entreprises les plus coûteuses, les plus risquées et les moins rentables et qu'il fallait en tenir compte. En France, nul remous.

Pourtant, en France comme en Angleterre, les conditions d'existence de l'industrie aéronautique sont identiques : pour survivre, elle a besoin d'un expédient qui lui assure sa vivacité et de cette vivacité elle-même. L'expédient prend la forme de commandes gouvernementales, la vivacité emprunte celle de ventes effectuées à l'étranger — à perte mais rentables en devises. Depuis la guerre, en Grande-Bretagne, le ministère des Approvisionnements a versé plus de 1.000 milliards de francs à l'industrie aéronautique pour la mise au point de chasseurs et de bombardiers toujours plus rapides. L'an dernier, en France, l'ensemble des crédits budgétaires destinés aux constructions aéronautiques s'élevait à 184 milliards de francs.

Ce soutien gouvernemental pourrait sembler intéressant puisque les ventes britanniques aux nations du Commonwealth, à l'Egypte, à l'Irak et aux pays d'Amérique du Sud atteignent près de 100 milliards de francs par an, tandis que le total des commandes fermes de l'étranger à l'aviation française s'élève à 105 milliards (si toutes les options prises sur la « Caravelle » se transforment en marchés définitifs, le chiffre global des exportations des années à venir s'élèvera à 300 milliards et ces chiffres ne tiennent pas compte, en France, des ventes de bimoteurs « Nord-Atlas », des hélicoptères légers à réaction « Alouette » et « Djinn » et du robuste « Broussard »).

Mais sur le marché international, la France comme l'Angleterre rencontrent un concurrent sérieux : l'industrie américaine — principalement Lockheed et Douglas, qui approvisionnent 75 % du marché mondial et qui disposent de prêts bancaires solides.

Des solutions nouvelles et révolutionnaires

Contre cette industrie, les Européens pouvaient encore espérer lutter jusqu'à l'affaire de Suez.

C'est alors seulement que la France et l'Angleterre se rendirent compte que, pour avoir voulu se préparer à la fois à la guerre nucléaire et à la guerre classique, elles n'étaient prêtes ni pour l'une ni pour l'autre : la production en série d'avions modernes exigeait de longs délais et la fabrication de fusées était aléatoire — ce secteur de la recherche ayant été gravement négligé de ce côté-ci de l'océan. Le marché mondial échappait donc aux Européens, nulle subvention ne pouvait permettre de conquérir les ciels étrangers.

Quels espoirs demeurent encore ?

Il y a un mois, le président de la société qui construit le bombardier « Vulcan » déclarait qu'à son avis, il ne resterait plus bientôt que trois firmes aéronautiques anglaises. En France, les experts pensent que, comme dans l'industrie automobile, la tendance est à la concentration des moyens de production entre les mains de quelques très grandes firmes qui passeront finalement sous le contrôle de deux ou trois « géants » américains.

Les Anglais sont optimistes — trois firmes pour la Grande-Bretagne, c'est trop — les Français sont pessimistes.

Il reste une solution : la fusion entre les usines de plusieurs pays.

Selon son cœur, chacun choisit. Certains aiment à imaginer une alliance entre les industriels français et allemands pour la fabrication de fusées stratégiques à moyenne portée. D'autres préfèrent penser à une « super-firme » anglo-française qui, avec le soutien de la B.O.A.C., de la B.E.A. et d'Air France, pourrait conserver une large part du marché international.

Mais personne ne doute aujourd'hui qu'il soit nécessaire d'adopter des solutions nouvelles et révolutionnaires.

JE, TU, IL...

● EMILE KAHN, président de la Ligue des Droits de l'Homme, est mort mardi matin à Montpellier, à l'âge de 81 ans, à la suite d'une opération d'une hernie étranglée. Il avait quitté Paris pour faire, dans le Midi, une tournée de conférences sur la défense des libertés françaises.

Agrégé d'Histoire, il a fait à Paris toute sa carrière universitaire et a consacré toute son activité à développer et à faire connaître l'action de la Ligue des Droits de l'Homme, créée en 1898, en faveur de la révision du procès du capitaine Dreyfus. Il en a été le secrétaire général de 1932 à 1953 et le président depuis cette date.

Ses articles dans « La Lumière » sur la guerre d'Espagne, la part qu'il a prise aux campagnes pour la laïcité, pour la liberté d'expression et la liberté de la presse, pour la révision du procès Rosenberg, contre la répression soviétique en Hongrie et contre les tortures en Algérie, l'ont placé au premier rang des défenseurs les plus courageux des libertés.

La dernière prise de position de la Ligue des Droits de l'Homme concernait « la sauvegarde du sol français » et son désir d'attirer l'attention de l'opinion sur certains aspects de l'installation en France de « rampes de lancement » qui avait incité Emile Kahn à entreprendre une nouvelle tournée de conférences.

● MAURICE ROUSSELIER, 44 ans, directeur régional de l'équipement E.D.F. dans le Massif-Central, qui vient de mourir à Paris, était aussi connu sous le nom de Jordan, de Menier, de Rivier. Ce sont là les pseudonymes qu'il porta pendant la guerre alors qu'il mettait sur pied le mouvement *Libération* et qu'il animait les maquis de la région de Toulouse puis ceux de la région de Limoges où, en août 1944, nommé colonel, il recevait la reddition de l'état-major allemand de la ville.

Après s'être occupé de l'organisation d'écoles de cadres, qui permirent l'intégration rapide des officiers du maquis dans l'armée régulière, Maurice Rousselier, ancien polytechnicien, la paix revenue, était entré à l'E.D.F. où à la tête du service « *Etudes et projets hydroélectriques* », il joua un rôle de premier plan dans l'établissement des programmes d'ensemble d'équipement hydroélectrique du pays, dans la construction de grands ouvrages et dans leur réalisation.

Il n'avait pas oublié qu'il avait été, avant guerre, officier de génie et participait d'une façon très active, à la direction du périodique « L'Armée française ».

Plusieurs milliers d'ingénieurs lisent « l'Express ». Si vous en cherchez un utilisez les Petites Annonces de « l'Express »

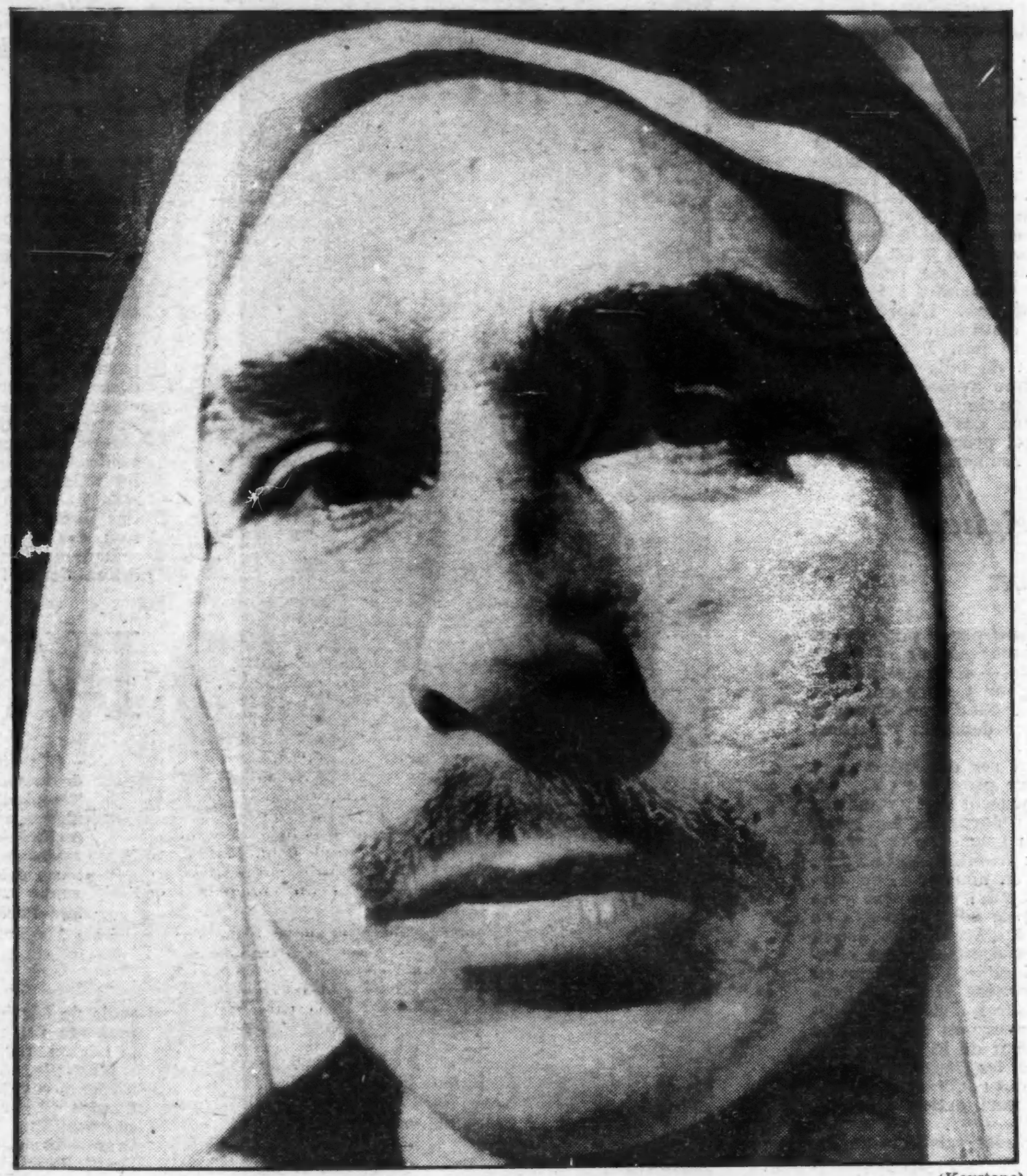
Glubb Pacha.

Les Mémoires de Glubb Pacha

Plus que tout autre Occidental, le général Sir John Bagot Glubb, le légendaire Glubb Pacha, le conseiller des rois, l'homme qui a fait de la Légion arabe la seule formation militaire moderne du Moyen-Orient, a vécu la montée du nationalisme arabe, la guerre anarchique et passionnée contre Israël, les complots, les interventions étrangères, tout ce qui commande la situation actuelle au Moyen-Orient.

Après avoir, fidèle à son serment, servi scrupuleusement et silencieusement les trois rois qui se sont succédé sur le trône de Jordanie, il parle, aujourd'hui, révélant dans ses mémoires, dont « L'Express » publie en exclusivité d'importants extraits, les secrets qui font mieux comprendre ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient. La semaine dernière, Glubb Pacha a fait le récit de l'assassinat du roi Abdullah, remplacé sur le trône par son fils Tellal, le roi fou. Voici, cette semaine, le dénouement de l'aventure exceptionnelle du général britannique chez les Arabes.

III. - LE RÈGNE DU ROI FOU



(Keystone)

Le roi Tellal de Jordanie
« On racontait qu'il avait tiré sur moi des coups de pistolet »

LES heureux espoirs que promettait à ses débuts le règne du roi Tellal s'assombrirent rapidement. La maladie dont il souffrait se traduisait par de véritables attaques de folie, bien qu'entre deux attaques il fût parfaitement normal.

Il avait toujours été un mari et un père exemplaire. Lorsqu'il servait dans la Légion Arabe, en 1943, il téléphonait à sa femme chaque fois qu'il le pouvait pour prendre des nouvelles de ses enfants. Il était donc doublement tragique que la maladie mentale dont il était atteint lui fasse, pendant ses attaques, passer sa colère et même ses accès de violence précisément sur ceux qu'il aimait le plus lorsqu'il était normal.

En avril et mai 1952, quiconque était en rapport avec le palais et les milieux gouvernementaux d'Amman ne pouvait manquer d'être au courant de l'évolution de la maladie du roi. Déjà, du vivant du roi Abdullah, les Egyptiens, les Syriens et les extrémistes palestiniens avaient tenté d'accréditer la légende selon laquelle l'émir Tellal était — à la différence de son père — un « *noble patriote* ». S'il avait été en mauvais termes avec le roi Abdullah, disait-on, c'était parce qu'il lui reprochait d'être « *le jouet de l'impérialisme britannique* ».

La presse des autres pays arabes donnait donc une interprétation très particulière de la « prétendue » folie du roi Tellal. Les journaux affirmaient qu'il avait été déclaré fou par un médecin anglais sur les instructions secrètes de Whitehall. Le gouvernement britannique, désireux de remettre le reste de la Palestine aux juifs, aurait essayé de forcer la Jordanie à faire la paix. Le roi Tellal ayant résisté, les Britanniques se seraient mis d'accord avec un psychiatre pour qu'il certifie sa folie. On racontait d'autre part que le roi m'avait assailli, qu'il avait tiré sur moi des coups de pistolet, etc.

Les Israéliens ajoutaient encore à la confusion en publiant des articles sur l'imminence de désordres graves en Jordanie.

En réalité, cette campagne de presse étrangère contre la Jordanie nous permit de faire deux constatations encourageantes. D'une part, elle démontra que la population de la rive occidentale du Jourdain n'avait aucune idée de sécession puisqu'elle ne répondit pas à tous les encouragements qu'elle recevait dans ce sens. Le second élément rassurant était la persistance de l'attachement universel des Jordaniens au trône. Le roi Tellal était aussi populaire et même plus profondément aimé qu'il ne l'avait jamais été.

Un an auparavant, les observateurs, obligés d'admettre la stabilité inébranlable de la Jorda- →

nie au milieu des tempêtes du monde arabe faisaient généralement une réserve : « *Attendez que meure le roi Abdullah,* disaient-ils, *et la Jordanie s'embrasera comme les autres pays arabes* ».

Le roi Abdullah avait été assassiné. Son successeur était trop malade pour régner. Les Israéliens devenaient de plus en plus agressifs sur la ligne de démarcation et tous les pays arabes attendaient l'effondrement de la Jordanie.

Or, celle-ci demeurait aussi tranquille et stable que par le passé.

Le 11 août, le Parlement jordanien fut convoqué en session secrète et les documents médicaux concernant la santé du roi lui furent soumis. Après plusieurs heures de délibérations, le gouvernement décréta la déposition du roi Tellal et son remplacement sur le trône par son fils aîné, l'émir Hussein.

J'étais alors en Angleterre et ce fut le chef d'état-major adjoint de la Légion Arabe, le major general Ahmed Sudki Pacha, qui reçut du premier ministre l'ordre de porter au palais la décision gouvernementale. Le roi l'accueillit avec une dignité triste qui impressionna tous ceux qui étaient présents.

— *Je m'y attendais,* dit-il. *Veuillez remercier pour moi le Gouvernement et le Parlement. Je prie Dieu de bénir et de préserver mon pays et mon peuple.*

Le roi Tellal résida pendant quelque temps en Egypte. Plus tard, il se rendit en Turquie où il vécut tristement et presque solitaire dans une villa proche du Bosphore.

L'émir Hussein fut proclamé roi de Jordanie le 11 août 1952. Pendant trente ans, la Jordanie avait traversé toutes les tempêtes. Maintenant, sans que nous nous en doutions, sa chance allait commencer à tourner.

J'avais souvent rencontré l'émir Hussein lorsqu'il était enfant. Lorsque je déjeunais chez son père, l'émir Tellal, le jeune Hussein venait timidement me donner la main.

Du vivant du roi Abdullah, l'émir Hussein avait été envoyé au Victoria College d'Alexandrie pour y faire ses études. Mais, après l'assassinat de son grand-père — dont il fut le témoin — sa soudaine élévation au rang d'héritier présomptif incita le gouvernement à lui faire donner une instruction plus poussée et il fut envoyé à Harrow. Peu de temps après, j'eus l'occasion d'aller en Angleterre et je me rendis à Harrow pour lui présenter mes devoirs. L'après-midi, j'emmenai l'émir au parc d'attractions de Battersea mais il ne s'y amusa pas. Il ne voulut monter ni sur les chevaux de bois ni sur les montagnes russes. Sans doute avais-je méconnu sa maturité à moins que son initiation précoce aux affaires publiques dans des circonstances aussi tragiques ne l'ait mûri prématurément.

Le roi Hussein rentra à Amman le 25 août et

Les premiers signes de désagrégation

fut accueilli avec enthousiasme par la population. Ne pouvant cependant exercer ses prérogatives royales avant l'âge de 18 ans — il en avait 17 — il retourna en Angleterre pour y faire un court stage au collège militaire de Sandhurst. Pendant son absence, il fut remplacé dans ses fonctions par un conseil de régence.

En avril 1953, il atteignit ses dix-huit ans et revint à Amman pour y être proclamé roi.

Ce fut en 1953 qu'apparurent les premiers signes de désagrégation en Jordanie. Le jeune roi Hussein était un garçon splendide et universellement aimé. Mais sur la frontière israélienne, les incidents augmentaient en nombre et en sauvagerie pour atteindre leur point culminant avec le massacre sans précédent de Kibya (66 Arabes tués). Du côté arabe, le roi d'Arabie Ibn Séoud commençait à subventionner des terroristes réfugiés à Damas afin de les inciter à s'infiltrer en Israël par la Jordanie, amenant ainsi les juifs à exercer des représailles sur les villages jordaniens de la frontière et provoquant des troubles dans le pays. L'affaiblissement de la position du trône avait d'ailleurs enhardi les éléments subversifs. Pour la première fois, des communistes commençaient à prendre une part active à la vie politique.

Depuis 1948, d'autre part, les relations anglo-jordaniennes s'étaient progressivement refroidies, et cela non seulement du côté jordanien, mais aussi du côté britannique.

Bien que la Jordanie fût toujours l'alliée de l'Angleterre, les relations de celle-ci avec l'Egypte s'étaient tendues. Il y avait des troubles dans la zone du canal de Suez ; des soldats britanniques et des civils égyptiens avaient été tués. Une grande partie de la presse anglaise, d'autre part, défendait le point de vue israélien.

Ainsi, tandis que la Jordanie subissait les attaques d'Israël et perdait sa popularité en Grande-Bretagne, elle était également en butte à la constante hostilité des Etats arabes qui la considéraient comme « *l'alliée de l'Angleterre* ».

Le traité anglo-jordanien était d'ailleurs un document étrange, comme le sont souvent les traités, car les deux pays avaient des ennemis différents. La Grande-Bretagne était préoccupée par l'éventualité d'un conflit avec la Russie tandis que l'ennemi de la Jordanie était Israël. La Grande-Bretagne s'était engagée à venir en aide à la Jordanie si celle-ci était attaquée par Israël et la Jordanie avait donné réciproquement l'assurance de soutenir l'Angleterre dans une guerre contre la Russie.

C'était là une alliance parfaitement honorable, mais elle n'avait jamais été clairement énoncée. Les hommes politiques ou les journalistes qui sympathisaient avec Israël faisaient constamment des déclarations qui semblaient signifier que la Grande-Bretagne ne ferait jamais la guerre à Israël et cela permettait à une opinion arabe hostile d'émettre des doutes sur la sincérité de l'Angleterre.

LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE
«Il ne voulut pas monter sur les chevaux de bois»

NOS difficultés intérieures étaient dues surtout au fait qu'un tiers des habitants de la Jordanie étaient des réfugiés démunis de tout, sans toit et sans travail.

Outre l'U.N.R.W.A. (United Nations Relief and Works Agency), qui s'occupait plus particulièrement des réfugiés, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis finançaient la mise en valeur du pays. Le plan américain était connu sous le nom de Point IV. Il n'était ni très efficace ni très populaire. En théorie, le Point IV devait fourni[r] avis d'experts plutôt que des fonds. Or, la [Jor]danie avait surtout un grand besoin d'argen[t].

Beaucoup d'Américains considèrent si[...]ment avec une grande méfiance l'attitude [de la] Grande-Bretagne à l'égard des peuples [...]. Dans ce cas précis, pourtant, la Grande-Bre[tagne] laissait aux Jordaniens toute latitude qu[ant à] l'emploi des fonds qu'elle leur remettait [...] que les fonds du Point IV étaient dépensés [...]tement par des fonctionnaires américains et par le gouvernement jordanien.

D'autre part, les fonds britanniques é[taient] dépensés en détail, sous la forme de p[...] avances individuelles aux cultivateurs. Les [Amé]ricains, au contraire, préféraient les vastes [pro]jets dont un seul peut suffire à révolutio[nner] l'économie d'un pays.

En ce qui me concerne, j'ai toujours pré[...] une coopération anglo-américaine.

Certaines personnes pensent que le *big [busi]ness* américain cherche délibérément à é[...] la Grande-Bretagne de toute l'Asie et de l'Afrique pour pouvoir exploiter ces conti[nents] sans concurrent. Il est certainement frappa[nt de] voir les Etats-Unis diriger fréquemment [des] attaques contre la position de l'Angleterre [dans] tel ou tel pays oriental, et plus saisissant e[ncore] de constater qu'ils utilisent souvent da[ns ce] domaine le même langage que l'U.R.S.S.

Dans les pays arabes, on estime que le [...] ennemi de la Grande-Bretagne est actuell[ement] l'Amérique. Je me souviens d'une éminente [per]sonnalité arabe qui s'étonnait de voir les A[...] s'inquiéter toujours de la menace russe.

— *Croyez-moi, Pacha,* me disait-[il...] *Grande-Bretagne n'a qu'un enne[mi au] Moyen-Orient, et c'est l'Amérique. Les [Amé]ricains n'auront de cesse qu'ils [...] détruit la position de l'Angleterre.*

LA lutte po[...] interne qui avait commencé en Jordanie en [même] temps que l'accroissement de la tension [avec] Israël, devait s'aggraver à partir de 1953.

Au printemps de 1953, peu après son [inau]guration, le roi Hussein avait nommé p[remier] ministre Fawzi Pacha al Mulki. C'était un [...] encore assez jeune qui étudiait à l'Univer[sité de] Liverpool au début de la seconde guerre [mon]diale.

Fawzi Pacha avait sur la démocratie de[s idées] modernes. Il était favorable à la liber[té de] parole, à la liberté de la presse, à l'in[dépen]dance du pouvoir judiciaire et à tous les [prin]cipes de base sur lesquels repose, en G[rande-]Bretagne, la liberté de l'individu.

Mais dans un pays où la masse restait p[...] entièrement ignorante de ce qui se passa[it dans] les autres pays, où tous, même les diri[geants,] manquaient d'expérience, des résultats i[...]dus pouvaient évidemment résulter de l'a[pplica]tion des principes démocratiques britan[niques].

Dans les pays arabes, il n'existe pas [...]dition de la fonction publique. Quiconqu[e...]

IV.- 2 H[...]

(En décembre 1955 et janvier 1956, à [l'occasion] de la visite à Amman du general Sir [...] Templer, chef de l'état-major impérial [britan]nique, venu discuter avec le gouve[rnement] jordanien la possibilité de son adhé[sion au] Pacte de Bagdad, des émeutes d'une [...]lence éclataient dans la capitale et l[a Légion] Arabe intervenait une nouvelle fois p[our réta]blir l'ordre.)

PENDANT [...] mois de février, la campagne égyptienne [de pro]pagande fut presque uniquement dirigée [contre] la Légion Arabe et contre moi-même.

L'Egypte, du point de vue de son [gouver]nement révolutionnaire, n'avait peut-ê[tre pas] d'autre possibilité que de m'attaquer. C[ar] sa politique était basée sur la thèse [que la] Grande-Bretagne était l'ennemi, l'oppres[seur et] l'exploiteur des Arabes. La présence d[ans un] pays voisin d'un chef d'état-major brit[annique] volontairement chargé par ce pays de c[omman]der son armée était en contradiction dire[cte avec] cette théorie fondamentale.

Les Egyptiens étaient donc logiqueme[nt obli]gés de prétendre que cet officier était m[aintenu] dans ses fonctions par la puissance colon[iale bri]tannique contre la volonté du gouverneme[nt jor]danien. Ils devaient en conséquence pers[uader le] gouvernement jordanien de s'en débarra[sser].

Après la répression des émeutes de ja[nvier et] leur échec, le roi avait paru très recon[naissant] à mon égard. Un soir, il me rendit visite [à l'im]proviste et prit le thé dans notre salon. [Une] autre occasion, je fus invité chez son [...] nous dînâmes ensemble en privé. Quelq[ues offi]ciers supérieurs remarquèrent le cha[ngement] survenu dans son attitude et firent obse[rver que] les émeutes avaient eu au moins quelq[ue chose] de bon si elles avaient réconcilié le r[oi et] Pacha.

La situation n'était cependant pas enti[èrement] rassurante : plusieurs membres du cabin[et] formèrent que certains politiciens cherch[aient à] influencer le roi contre moi.

ge dans la vie politique le fait avec, comme l objectif, l'obtention d'un profit personnel ou n avancement. Un tel objectif n'a rien de shonorant : la plupart des gens n'en ont pas utre lorsqu'ils choisissent une profession ou rent dans les affaires. Mais une véritable mocratie exige aussi la présence d'un certain mbre de citoyens conscients de leurs responbilités et disposés à servir leur pays en renont à tout mobile personnel.

ne élection-type n Jordanie

elle était la situation en Jordanie lorsque wzi Pacha introduisit ses réformes. Celles-ci, privant le gouvernement des pouvoirs qu'il it en réserve pour les cas d'urgence, enharent purement et simplement les communistes les éléments fanatiques dans leurs attaques tre toutes les institutions existantes.

ous les partis extrémistes se développèrent siblement pendant la durée des fonctions de wzi Pacha. Les communistes, dont le parti t théoriquement interdit, prirent une influence sidérable, ainsi que les nationalistes extrétes, farouchement xénophobes et anti-occitaux.

n mai 1954, la situation internationale s'étant idement détériorée, le roi Hussein congédia wzi Pacha et confia une fois de plus à Taufik cha le soin de restaurer l'autorité compromise gouvernement. A la demande du nouveau prer ministre, le roi décréta la dissolution de Chambre et de nouvelles élections furent es au 16 octobre.

aufik Pacha prit soigneusement ses disposis afin d'assurer l'élection des candidats qu'il rouvait. En réalité, on pouvait déjà considécomme réélus 32 ou 33 membres de l'ancien lement. C'étaient des gens possédant une uence locale et l'électeur jordanien s'intée davantage à la personne qu'à sa politique. ait au sujet de sept sièges douteux que s'engait la lutte.

n'est guère possible, en Jordanie, d'orgar des élections qui ne comportent pas un déloyal. Le truquage a lieu soit au moment scrutin, soit pendant le dépouillement. Si le vernement reste absolument neutre, les parextrémistes font des pieds et des mains pour leurs adhérents soient chargés des urnes ou rent dans la commission de dépouillement. Si gouvernement se propose d'intervenir, il igne des scrutateurs.

es personnes chargées des urnes peuvent proer de différentes manières. Certains électeurs illettrés et les préposés aux urnes peuvent plir pour eux le bulletin de vote. Ils peuvent si se munir de plusieurs milliers de bullepréalablement remplis au nom de leur cant et attendre l'occasion de les glisser subrepment dans les urnes. Certains électeurs, n, sont indécis et écoutent volontiers l'avis préposé.

Le dépouillement offre aussi de nombreuses possibilités de truquage.

La situation était compliquée, en ce qui me concernait, par le fait que Taufik Pacha désirait obtenir les voix des hommes de la Légion Arabe. Il avait été question d'interdire aux soldats de voter et j'étais partisan d'une telle mesure, mais elle eût exigé une modification de la Constitution. Il fut décidé que les troupes voteraient dans leurs casernes ou dans leurs camps. Il n'était pas question, en effet, de les laisser se joindre à la foule dans les bureaux de vote : pendant 24 heures, le pays n'aurait plus eu d'armée.

Le premier ministre souhaitait que les soldats votassent uniquement pour ses candidats. Je protestai contre une telle suggestion. Finalement, nous transigeâmes. Il fut décidé que l'on montrerait aux soldats une liste sur laquelle les candidats du gouvernement seraient mis en évidence et désignés comme tels.

Taufik Pacha était convaincu que les mesures qu'il avait prises suffiraient à assurer son succès électoral. Son prédécesseur, Fawzi Pacha, ayant tiré un parti considérable du fait qu'il avait accordé la liberté de parole, Taufik Pacha était lui-même peu désireux de limiter ce droit pendant la période électorale. Beaucoup de gens lui firent ressortir les dangers qu'il y avait à laisser la bride sur le cou à l'agitation communiste, surtout dans un pays où se trouvaient un demi-million de réfugiés, mais il restait sourd à leurs avertissements. Il pensait accroître son crédit en maintenant la liberté de parole, san qu'il en résulte aucun dommage.

Le 16 octobre, jour des élections, arriva. Nous avions fait venir de Zerka deux régiments que nous avions dissimulés dans un repli de terrain, derrière les collines entourant Amman, pour le cas où des troubles se produiraient.

Dans la journée, la plupart des candidats de l'opposition firent annoncer qu'ils retiraient leur candidature car ils avaient été informés que le résultat des élections serait falsifié. Au cours d'une lutte électorale absolument libre et franche, ils eussent probablement été battus de toute façon. Mais leur retrait pour des raisons de « truquage » leur permettait de masquer une déconfiture à peu près certaine.

Peu après l'annonce de ce retrait, deux ou trois coups de feu furent tirés en ville. D'autres suivirent à intervalles inégaux. La police était apparue dans les rues pour se rendre compte de ce qui se passait lorsque soudain, une grêle de pavés et de moellons lancés des toits s'abattit sur les policiers. En un temps extraordinairement court, des barricades furent dressées en travers des rues à divers endroits de la ville. L'enquête qui suivit révéla que des tas de pierres avaient été préalablement accumulés à certains points-clés. Lorsque la police se rendit chez le dirigeant communiste Abdul Rahman Shgair, elle ne le trouva pas. Deux jours plus tard, nous apprîmes qu'il était à Damas. Il ne pouvait y avoir de doute sur le fait qu'il avait organisé le soulèvement.

Dès les premiers coups de feu, j'avais joint par sans-fil les commandants des deux régiments en attente et j'avais donné l'ordre d'envoyer en ville une compagnie d'infanterie. Tandis qu'elle arrivait, les barricades étaient dressées partout et des pierres commençaient à être lancées du toit des bâtiments. Je fis alors venir le reste des deux régiments.

Taufik Pacha téléphona à plusieurs reprises, visiblement affolé :

— *Où est donc l'armée ? Que faites-vous,* demandait-il.

Le stratagème de Taufik Pacha

Je ne pouvais que lui affirmer que les troupes étaient en route.

La place centrale d'Amman et les rues principales se trouvent au fond d'une vallée étroite et encaissée. Les émeutiers se trouvaient sur les gratte-ciel, mais ceux-ci étaient dominés, des deux côtés de la vallée, par les collines environnantes. Le commandant de la brigade, voyant ce qui se passait, donna l'ordre par sans-fil à ses troupes d'occuper les collines. Lorsque les émeutiers aperçurent les soldats qui les dominaient de la même façon qu'ils dominaient les policiers dans la rue, ils furent pris de panique et s'enfuirent. Au bout de vingt minutes, l'ordre était rétabli. Heureusement, les policiers avaient réussi à sauvegarder toutes les urnes. Les élections se poursuivirent et furent terminées à 6 heures du soir.

Lorsque les résultats furent connus, l'affirmation selon laquelle le gouvernement avait falsifié le scrutin ne sembla pas pleinement confirmée. En effet, un candidat du Front National (communiste) avait été élu à Naplouse et un membre du Parti de la Liberté (nationaliste) à Tulkarm, en dépit de l'opposition énergique du gouvernement.

Si donc Taufik Pacha avait falsifié les élections, il n'avait, ce faisant, gagné que trois sièges dans une Chambre de quarante membres, et donné une arme efficace aux extrémistes, aux communistes et aux candidats malchanceux. Une intense campagne de propagande fut déclenchée dans le but d'entacher l'honneur du nouveau Cabinet et du nouveau Parlement.

Taufik Pacha était toutefois un politicien trop habile pour ne pas trouver une riposte. La nouvelle selon laquelle l'ordre avait été donné à tous les soldats de voter pour les candidats gouvernementaux s'était largement répandue. D'ailleurs, l'armée n'était-elle pas intervenue et n'avait-elle pas dispersé les opposants en ouvrant le feu ?

Dans les deux cas, la Légion Arabe était en cause. Taufik Pacha adopta donc la tactique du sourire entendu.

« *Vous savez qui commande l'armée* », disait-il, de l'air de celui qui ne veut pas en dire davantage. Ainsi s'établit la légende selon laquelle c'était moi qui avais falsifié les élections et ordonné à des soldats brutaux de massacrer la foule.

RES POUR QUITTER AMMAN...

ans la matinée du 1er mars, revenant de Zeka où j'étais allé m'entretenir avec les offis de la Légion Arabe, je passai devant les eaux du premier ministre et aperçus la voiture roi ainsi que son escorte.

— *Il doit y avoir une réunion du Conseil des Ministres,* dis-je à un officier qui se trouvait près de moi.

e me rendis à mon bureau et me mis à traler. Le téléphone sonna. C'était le ministre la Défense.

— *Pourriez-vous venir un instant chez le premier ministre ?* dit-il.

— Certainement, répondis-je. Dois-je venir tout suite ?

— *Oui, tout de suite.*

e montai dans ma voiture pour me rendre bâtiments de pierre blanche où se trouvaient bureaux du premier ministre et je fus aust conduit dans son cabinet personnel. Il n'y it personne.

uelques minutes plus tard, la porte s'ouvrit et Samir Pacha, le premier ministre, entra, suivi ministre de la Défense.

amir Pacha semblait nerveux.

— *Il m'est pénible d'avoir à vous faire cette communication,* dit-il.

s'arrêta un instant et continua :

— *Sa Majesté est venue ce matin. Elle a annoncé qu'elle jugeait le moment venu pour vous de vous reposer.*

e comprenais, bien entendu, le sens de ce ambule plein de tact.

— Qu'est-il arrivé ? demandai-je. Quelle est la on de cette décision ?

— *Je n'en sais rien,* dit le premier ministre, manifestement soulagé de voir que je prenais la chose avec calme. *Le roi m'avait chargé de convoquer le cabinet ce matin. Lorsque les ministres furent réunis, il est entré dans la pièce et nous a dit que vous deviez être révoqué.* « Ce sont mes ordres, *a-t-il ajouté,* et je désire qu'ils soient immédiatement exécutés. » *J'espère que vous n'êtes pas bouleversé ?*

— Ne vous inquiétez pas pour moi, répondis-je. Je n'ai pas l'intention d'intriguer ni de me révolter. J'ai passé la plus grande partie de ma vie en Jordanie. Je ne créerai jamais de difficultés à ce pays ni à son roi.

— *Je crois bien qu'il ne s'agit que d'une mesure temporaire,* reprit Samir Pacha. *Peut-être vous accueillerons-nous de nouveau dans quelques jours. J'ai été plusieurs fois premier ministre, puis j'ai été révoqué, et maintenant, me voici revenu.*

Un ultimatum de deux heures

— Cela peut convenir à des hommes politiques, dis-je en souriant, mais je ne pense pas que cela puisse s'appliquer à moi... A qui désirez-vous que je passe mes pouvoirs et quand souhaitez-vous que je parte ?

— *Pouvez-vous partir dans deux heures ?* s'enquit le premier ministre.

— Non, monsieur, dis-je avec force. Je ne le peux pas. Presque tout ce que je possède sur terre se trouve ici, sans parler de ma femme et de mes enfants.

— *Vous pourriez partir et laisser votre famille,* se hasarda-t-il à dire.

— Je crains de ne pouvoir faire cela davantage.

Finalement, nous convînmes que je partirais le lendemain matin, à 7 heures.

Lorsque je rentrai chez moi, ma femme se trouvait dans le salon.

— *Comme c'est gentil,* dit-elle, *de rentrer plus tôt que d'habitude.*

— Ma chérie, dis-je, le roi m'a révoqué. Nous quittons la Jordanie demain à sept heures du matin — et nous n'y reviendrons jamais.

Elle me regarda un moment avec de grands yeux, sans rien dire. Puis elle se détourna et regarda par la fenêtre. Sur la colline poussiéreuse, en face de nous, je pouvais apercevoir le petit cimetière où était enterré notre second fils. Il y avait maintenant neuf ans que je l'avais conduit là avec seulement cinq compagnons arabes et que j'avais enseveli son petit corps dans le sol jordanien. Je me souvenais de la pensée qui m'était venue alors que je serais peut-être un jour enseveli moi-même au milieu de ce peuple simple de Jordanie que j'aimais.

(Copyright Sir John Bagot Glubb. Editions Plon et Agence Marguerite Scialtiel. Toute reproduction, même partielle, strictement interdite, sauf accord.)

Les Mémoires de Glubb Pacha seront publiés prochainement par les Editions Plon sous le titre : Soldat avec les Arabes.

TÉLÉVISION

Rit bien qui rit le premier

« CHERCHE *professeur agrégé d'histoire pour travaux de classement de pièces très rares. Ecrire à...* »

Faites passer cette petite annonce dans un journal et, une fois en présence du candidat, ouvrez devant lui, mystérieusement, plusieurs douzaines d'écrins contenant des « mégots historiques ».

Ne perdez pas de temps à jouir de la tête de votre diplômé : déclenchez les caméras secrètes et filmez toutes les réactions. Après quoi présentez-lui le meneur de jeu qui lui dira, le sourire aux lèvres :

« *Excusez-nous, monsieur, c'était pour rire... Acceptez-vous que le petit film que nous venons de tourner passe à la Télévision ?* »

Jean Thévenot, Jean Lhotte et Charles Prot ont ainsi réalisé 13 films qui constituent la série d'émissions : « C'était pour rire... » L'idée a déjà séduit toutes les télévisions étrangères qui vont les acheter : le monde entier verra donc les réactions de ces Français moyens placés dans les situations les plus loufoques au moment où ils s'y attendent le moins.

Deux films sont déjà passés en France : un professeur de flûte, convoqué par une dame âgée (Berthe Bovy) qui lui demanda de rendre la voix à son serin, et un peintre appelé chez un scaphandrier (Frédéric O'Brady) qui lui dit :

« *Faites mon portrait au fond de la mer, en tenue de scaphandrier, mais avec le casque sous le bras, car je veux pas avoir l'œil vitreux !* »

La « mystification - de - la - caméra-camouflée » devant durer jusqu'à l'entrée en scène du meneur de jeu et le patient devant ensuite donner son accord pour que le film passe à la Télé, les auteurs ont dû tourner une trentaine de bandes pour en réussir treize.

En réponse à une autre petite annonce :

« *Le célèbre mage Sicnarf Ehcnalb, de passage à Paris, donnera une consultation gratuite aux premières personnes qui se présenteront...* » Thévenot reçut une soixantaine de lettres.

La moitié des correspondants devinèrent que ce nom étrange n'était autre que l'anagramme de Francis Blanche. Quatre des autres, convoqués dans une prétendue salle d'attente, où les caméras devaient saisir leurs réactions, ne desserrèrent pas la bouche. Il fallut l'intervention de Francis Blanche, pas en mage mais en client, pour lancer une conversation qui devint vite intéressante.

ÉDUCATION

Le dîner de Vieulaine

SIX élèves de douze à quinze ans, un maître d'école et un jeune seigneur de dix-sept ans (brûlé vif) ont participé, chacun à sa manière, à l'élaboration du livre le plus surprenant qui soit paru depuis le début de cette année.

Les élèves s'appellent Annie, Rosa, Brigitte, Claude, Bernard et Michel, le maître Robert Pruvost, le jeune seigneur Charles de Valines, et le livre *Le dîner de Vieulaine*. Cet ouvrage raconte comment le seigneur de Valines, mort en 1764, empoisonna son père et sa mère et essaya d'empoisonner les convives d'un festin donné par son oncle.

Comment et pourquoi l'idée de faire écrire un livre — et ce livre — à ses élèves est-elle venue à Robert Pruvost ?

« *J'ai voulu, dit-il, donner à mes gosses le sentiment que Vieulaine (entre Abbeville et Amiens, au kilomètre 162) n'était pas condamné à voir éternellement passer les voitures et des trains qui ne s'arrêtent jamais. Avec ce petit mort de dix-sept ans, j'allais rendre un peu de passion et de curiosité au cœur des vivants de Vieulaine.* »

Pour cela, il fallait que les six élèves de Robert Pruvost, chargés de reconstituer une histoire vieille de deux siècles, se tranformassent en détectives, en historiens et en romanciers. Ensemble les six enfants, jouant aux « reporters », parcoururent la région, passèrent « au peigne fin » tous les documents qui pouvaient se rapporter au fameux dîner de Vieulaine. Cela dura plusieurs mois. Les élèves de Vieulaine se passionnèrent pour leur tâche d'historiens, au point qu'ils établirent avec exactitude le coût de l'exécution du seigneur de Valines.

Sur la facture on pouvait voir, écrivent les auteurs du livre :

Echafaud : 228 livres.
Cordes : 15 livres.
Poser la question : 25 livres.
Bois et fagots : 132 livres.
Torche : 5 livres.
Affiches : 13 livres.
Voyage à Paris : 3.000 livres, etc.

« *Il ne faut pas s'alarmer du sujet si l'on fait confiance à qui le traite*, écrit en annexe au *Dîner de Vieulaine* un pédagogue, M. Gautier, inspecteur de l'enseignement primaire. *Filtré par deux siècles, le crime a perdu sa nocivité, un peu comme la vipère baignant dans du formol, qu'on expose aux regards des élèves en toute quiétude.* »

En lançant son école dans cette aventure historique Roger Pruvost avait plusieurs buts : lui permettre d'abord, grâce au lancement de l'ouvrage en souscription, d'emmener ses « assistants » à Londres par l'un de ces trains qui ne s'arrêtent pas à Vieulaine. C'est fait. L'aider à déceler les résultats de cette expérience pédagogique d'un genre nouveau.

Ces résultats peuvent se résumer en une phrase, formulée par Robert Pruvost :

« *Les enfants transplantés en pleine vie active, en pleine société en font une connaissance directe et fertile avant de s'y intégrer harmonieusement.* »

Ce succès du *Dîner de Vieulaine*, appuyé par de nombreuses émissions de radio et de télévision, a conduit l'U.N.E.S.C.O. à examiner de très près le problème de l'école active... Mais pour les six élèves de Vieulaine, cette expérience se résume en une phrase très simple :

— *Ça faisait une rude histoire à raconter !*

(A.P.)

ROBERT PRUVOST ET SES ÉLÈVES
Au kilomètre 162

ATOME

La grande révolution anglaise

Un communiqué publié simultanément, ce vendredi, à Londres et à Washington, annonce l'une des plus importantes réalisations de ce temps : le contrôle de l'énergie thermonucléaire.

Avec la domestication de la bombe H, les hommes du XXe siècle entrent dans une ère nouvelle. Ils assistent à une révolution qui transformera, demain, leur existence — conditionnée par l'énergie.

Sur ce problème essentiel, un spécialiste britannique, Richtie Calder, fait le point pour « L'Express ».

LA légende de Prométhée vient de retrouver une actualité, cette semaine, avec l'annonce des résultats obtenus par les chercheurs de l'Autorité de l'Energie atomique britannique. Le Titan de la Mythologie avait dérobé aux dieux le feu du ciel sous forme de flamme — c'est-à-dire de réaction chimique — pour le remettre aux hommes. Aujourd'hui, les chercheurs ont retrouvé le secret du processus qui donne son énergie au soleil — un processus physique — et l'ont reproduit sur la terre.

Cette prouesse, en vérité, avait déjà été accomplie dans la bombe H, qui, comme le soleil, réalise la fusion des atomes d'hydrogène pour former des atomes d'hélium en dégageant de l'énergie. Mais cette réaction était dévastatrice et l'on considérait généralement qu'elle resterait toujours incontrôlable — que ce seraient toujours les dieux qui riraient les derniers.

Démobiliser la bombe H

Ce pessimisme s'expliquait par le fait que la réaction de fusion est « thermonucléaire », c'est-à-dire qu'elle ne peut se produire qu'à des températures de l'ordre de centaines de millions de degrés, comme celles qui existent à l'intérieur du Soleil. De telles températures n'avaient pu être obtenues, jusque-là, que dans l'explosion d'une bombe à fission (bombe A). Le déclenchement de la réaction de fusion dans une bombe H ne pouvait donc être provoqué que par l'explosion d'une bombe A qui jouait le rôle de détonateur. Cela signifiait que l'énergie thermonucléaire n'était libérable que sous forme explosive et, par conséquent, inutilisable à des fins pacifiques.

En 1955, cependant, à la conférence de Genève sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, le professeur indien Homi J. Bhabha commit une indiscrétion volontaire. Bien que la discussion du phénomène de fusion ne figurât pas à l'ordre du jour, il déclara :

« *Je crois pouvoir prédire que d'ici vingt ans on aura découvert le moyen de libérer l'énergie de fusion de façon contrôlée. Le problème des ressources énergétiques de l'humanité sera alors résolu pour toujours car les réserves de combustible — l'hydrogène lourd des océans — seront inépuisables.* »

En révélant ainsi que la bombe H pouvait être « démobilisée », le professeur Bhabha jeta la consternation dans plusieurs délégations. Les Anglais durent admettre timidement qu'ils travaillaient déjà sur un projet de ce genre. Les Américains furent plus gênés encore, car l'existence même d'un programme de recherches dans ce domaine faisait partie des informations « classées ». Les Russes, eux, ne firent pas tant de mystère. Au cours d'une visite officielle en Angleterre, le physicien Kurchatov révéla sans aucune équivoque l'état des progrès soviétiques dans ce domaine.

Une vieille idée

Ses déclarations prouvaient que le contrôle de l'énergie thermonucléaire n'était pas utopique et qu'il pouvait être réalisé avec des méthodes déjà connues.

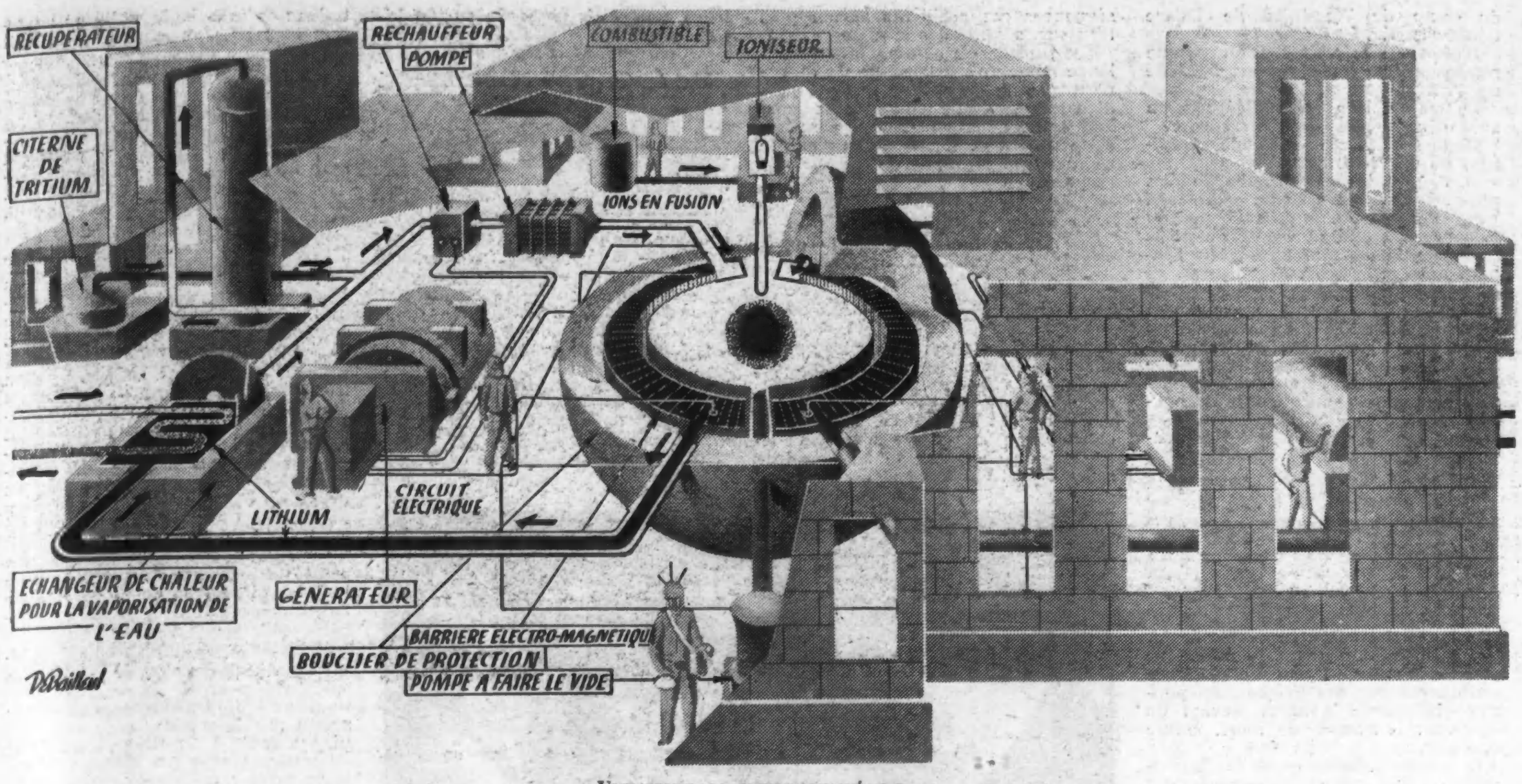
Dès 1928, en effet, l'idée que des réactions nucléaires pouvaient être provoquées par une violente agitation thermique des atomes avait été lancée. En 1934, les principes théoriques de la production de ce phénomène dans un gaz porté à de hautes températures étaient déjà formulés. En 1947, Sir George Thomson, Prix Nobel, lançait un programme de recherches au Collège impérial de Londres, puis, gêné par le secret qui entourait tout ce qui touchait à l'énergie H, le transférait bientôt au centre officiel de Harwell. C'est là qu'a été construit le réacteur ZETA, grâce auquel ont pu être obtenus les succès qui sont annoncés cette semaine.

Les Américains, dans le cadre ultra-secret de l'*Opération Sherwood*, ont également lancé un programme de recherches, mais leur STELLARATOR semble moins au point que le ZETA anglais. Les déclarations de Kurchatov ont montré que les Russes ont déjà fait d'importants progrès dans ce domaine et il est probable que le savant soviétique n'a dévoilé qu'une partie des résultats obtenus.

Une chose est certaine : les savants de tous les pays se sont orientés dans la même direction. Ils ont cherché comment porter des gaz à une très haute température. Mais cette température doit être si élevée qu'on ne peut concevoir aucun matériau qu'elle ne volatilise instantanément. Le problème était donc d'éviter que la chaleur produite ne se transmette aux parois du récipient.

Deux et deux font quatre

Il existe heureusement des forces naturelles qui permettent d'obtenir cet isolement des parois. L'expérience montre en effet que des fils parallèles dans lesquels on fait passer un courant de même direction sont attirés les uns vers les autres par des forces magnétiques. De la même façon, lorsqu'une puissante décharge électrique est envoyée dans un gaz, les atomes de ce gaz convergent vers l'axe du



UNE CENTRALE THERMONUCLÉAIRE.
Un miracle prévisible.

courant pour se concentrer en un mince filament. C'est « l'effet de pincement », qui isole les atomes du gaz des parois du récipient.

La technique utilisée dans ZETA ressemble beaucoup à celle des « tubes fluorescents » dont l'usage est maintenant très répandu pour l'éclairage, mais au lieu d'un tube rectiligne dans lequel le courant passe d'une électrode à une autre, il s'agit cette fois d'un tube circulaire fait de quartz et dans lequel tourne le courant.

L'hélium a une masse quatre fois plus grande que celle de l'hydrogène. Réaliser la fusion de quatre atomes d'hydrogène exigerait des températures analogues à celles qui existent au centre même du Soleil. Avec le deuterium (hydrogène 2), cependant, et le tritium (hydrogène 3), le travail est déjà à moitié fait.

Deux et deux font quatre : la fusion de deux atomes de deuterium donne un atome d'hélium plus un dégagement d'énergie d'environ 4 millions d'électron-volts.

Deux et trois font cinq : un atome de deuterium et un atome de tritium donnent un atome d'hélium plus un électron libre et 17,6 millions d'électron-volts. C'est donc l'hydrogène lourd que l'on emploie dans la réaction.

Activé par un courant électrique, ce gaz tourne dans le tube circulaire et, en raison du brassage de ses atomes, s'échauffe jusqu'à atteindre la température à laquelle ses atomes fusionneront. Lorsque la fusion s'étend à un nombre suffisant d'atomes, la réaction se poursuit spontanément et la quantité d'énergie dégagée dépasse la quantité d'énergie consommée.

Comme des voitures de course

D'immenses difficultés séparent évidemment la théorie de la pratique. Le gaz ne doit pas toucher les parois du tube. Ses atomes ressemblent à des voitures lancées sur une piste à une vitesse fabuleuse. Si elles restent au milieu de la piste, tout va bien ; mais si elles « flottent », elles risquent de heurter les barrières.

Pour maintenir les atomes sur un parcours circulaire, on les emprisonne dans un champ électro-magnétique. Celui-ci, de même que le courant nécessaire à l'activation du gaz, consomme beaucoup de courant et la réaction ne devient utile que lorsqu'elle fournit un excédent d'énergie.

Jusqu'à présent, le laboratoire de Harwell a réalisé des températures allant jusqu'à 7 millions de degrés. Une fusion a été obtenue à plusieurs reprises, mais elle n'a pu être entretenue. En outre, les températures réalisées sont très inférieures à celles qu'exigerait un réacteur exploitable industriellement. Sir George Thomson estime qu'il faudrait au moins 100 millions de degrés pour entretenir la réaction sur une grande échelle.

Pour le moment, la fusion consomme donc de l'énergie sans en fournir. On en est à peu près au même point qu'en 1932 lorsqu'un accélérateur à haute tension Cockroft-Walton réalisa la fission d'atomes et que Lord Rutherford prédit : *« L'atome sera toujours, au point de vue énergétique, un tonneau sans fond et jamais un réservoir. »*

Il voulait dire que la fission consommerait toujours plus d'énergie qu'elle n'en produirait. La réaction en chaîne a donné un démenti catégorique à cette prophétie.

Les raisons du secret

Aucun pessimisme de ce genre cependant ne vient assombrir les recherches sur l'énergie H, encore à leur début. Une question se pose, bien sûr :

« Comment récupérer l'énergie produite par la fusion à de si hautes températures ? »

Comme on l'a vu, la chaleur est « prisonnière ». Puisque aucun matériau ne peut résister aux températures nécessaires, la chaleur dégagée ne peut être utilisée — comme dans les réacteurs à fission et les autres chaudières classiques — pour chauffer un gaz ou un liquide.

Mais il peut y avoir d'autres méthodes et Sir George Thomson estime, en particulier, qu'il sera possible *de produire directement de l'électricité à partir de la réaction de fusion,* le réacteur H devenant ainsi une dynamo qui s'entretiendra d'elle-même. Ce serait là une réalisation véritablement révolutionnaire.

La publication, cette semaine, des résultats obtenus à Harwell aura pour résultat d'accélérer les recherches, non seulement en Grande-Bretagne et dans les autres puissances atomiques, mais dans le monde scientifique tout entier. Il est très regrettable, en effet, qu'une libre discussion entre physiciens de différents pays n'ait pas été possible jusqu'à présent. S'il est vrai que les chercheurs, même dans le domaine de la science pure, hésitent parfois à communiquer les résultats provisoires auxquels ils sont arrivés, il est évident que l'on a trop sacrifié au secret et à la sécurité. Chacun espérait que les succès obtenus à Harwell seraient annoncés en septembre dernier, ou au plus tard en octobre. En fait, en vertu des accords sur la « levée simultanée des secrets scientifiques » passés entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, cette divulgation était soumise à l'approbation des Américains. Ceux-ci s'y étant opposés, les Britanniques furent obligés de « marquer le pas ».

Une question d'ingéniosité

Une excuse pour le maintien du secret a été cherchée dans un phénomène signalé par le Soviétique Kurchatov : même lorsque les températures nécessaires pour provoquer la fusion ne sont pas atteintes, on obtient un dégagement de neutrons. Or s'il est possible de produire ainsi des neutrons « électriquement », certains pays pourraient utiliser ce procédé pour changer de l'uranium 238 ou du thorium en matériaux fissibles et fabriquer ainsi des bombes sans avoir recours aux grands réacteurs à fission que seules la Russie, l'Amérique, l'Angleterre et la France possèdent actuellement.

C'est là un argument spécieux. Les principes fondamentaux, en effet, sont connus de tout le monde et il ne se pose que des problèmes d'ingéniosité technique.

Le secret engendre le secret et si — comme l'a dit le professeur Bhabha — le contrôle de la réaction de fusion peut résoudre pour toujours nos problèmes d'approvisionnement en énergie, plus tôt les savants du monde entier pourront connaître et utiliser les résultats obtenus avec ZETA, mieux cela vaudra pour l'humanité.

RICHTIE CALDER.

PSYCHOLOGIE

Les tentations de la liberté

ECOUTE, ma conscience, souviens-toi de cette règle de vie et suis-la : vivre détendu, complètement et entièrement détendu.

● *Amour, guide ma vie. Aimer Dieu, ma famille et les autres... Avoir foi... Travailler avec les autres... Affronter la vie sans peur, être calme, de sang-froid.*

● *Je me connais moi-même et je connais mes fautes... Je vis sans alcool... L'alcool est un poison. Je n'ai pas besoin d'alcool. Je m'en passe facilement. L'alcool me répugne.*

Une voix douce et apaisante chuchote ces mots pendant vingt minutes toutes les nuits à 21 h. 15, à 23 h., à minuit et à 6 heures du matin dans l'oreille d'hommes endormis.

Qui sont ces hommes ? Les bagnards

→

Noblesse du
cristal
Luxe de la table
AU BON MARCHÉ
MAISON A. BOUCICAUT PARIS
NOBLESSE DU CRISTAL ET LUXE DE LA TABLE
seront fêtés à l'Exposition de la Table qui se tiendra du
18 Janvier au 15 Février
(1er étage, Nouveaux Magasins - Galerie d'Art)
Un grand nom de la Cristallerie Française : BACCARAT a apporté son précieux concours avec d'innombrables pièces dont le raffinement et la beauté sont sans précédent.
D'autre part, dans nos étalages d'ameublement, sont également exposées les plus remarquables créations des Cristalleries de SAINT-LOUIS et de LORRAINE.

du camp de Woodlake de Tulare County en Californie.

D'où vient la voix ? D'un disque retransmis par un écouteur, branché sur l'oreille gauche.

Le texte ? Il a été rédigé par un avocat, un prêtre et un thérapeute.

Le tout s'intitule : méthode expérimentale de réhabilitation.

M. John Locke, du Tulare County, promoteur de ce système rééducatif « qui doit agir sur le subconscient du prisonnier », a déclaré que les sujets se soumettaient volontairement à l'expérience.

Sur 130 prisonniers, 7 seulement ont refusé, les autres sont extrêmement « coopératifs ». Toutefois, il est trop tôt encore pour connaître les résultats. Nous ne les connaîtrons que lorsque les hommes auront été relâchés et qu'ils auront affronté de nouveau les tentations de la liberté.

Les tentations de la liberté de penser, par exemple ?

FAITS DIVERS

La petite fille radioactive

UNE maison entourée de fils de fer barbelés, un jardin recouvert de grandes feuilles de matière plastique maintenues par des briques, un policier qui monte la garde devant un écriteau : « *Danger de mort, entrée interdite.* »

Ce village paisible, en Hollande, ressemble à un camp de concentration parce qu'une petite fille de 4 ans, Joke Haanschoten, est devenue radioactive et qu'avec elle ses parents, ses quatre frères et sœurs, sa maison, son jardin, les quatre-vingts camarades de classe qui sont venus la voir et d'autres habitants du village ont été plus ou moins contaminés.

Cela a commencé très banalement par une opération des amygdales. Puis, comme la cicatrisation se faisait mal, on a envoyé Joke à la clinique universitaire d'Utrecht où elle fut traitée au radium. Mais lorsque le médecin retira l'aiguille après son temps d'application, il en brisa, sans s'en douter, l'extrémité radioactive qui resta implantée dans la muqueuse nasale.

Rentrée chez elle, la petite fille fut prise de vomissements, rejeta la pointe, et ses parents, par mesure d'hygiène, brûlèrent le tout dans un poêle. Les cendres furent jetées dans le jardin.

Troisième victime

Le lendemain de l'opération, on s'aperçut à l'hôpital de la disparition de l'aiguille. Les médecins, affolés, organisèrent une enquête. Des spécialistes se rendirent au domicile de Joke et constatèrent qu'elle était radioactive, ainsi que le poêle, la cheminée et le jardin.

Le gouvernement hollandais prit immédiatement l'affaire en main. Car ce fait divers est l'illustration d'un des problèmes les plus urgents de notre temps. La manière de protéger les populations de la radioactivité retient dans chaque pays l'attention des chercheurs. Et il ne s'agit pas seulement de la radioactivité due à l'explosion de bombes, mais aussi de celle due, demain, aux centrales nucléaires.

Toutes les personnes qui avaient approché Joke furent examinées. Jusqu'à présent, aucune ne présente de signes de radioactivité, à l'exception des chaussures d'un visiteur de la famille Haanschoten.

Pour écarter tout danger, le ministre hollandais de la Santé laisse entendre qu'il devra démolir toute la maison. Mais que pourra-t-il faire pour les quatre-vingts amis de Joke qui sont allés la voir et qui risquent, s'ils ont respiré de la poussière radioactive, d'avoir dans vingt ans un cancer du poumon ? Que pourra-t-il faire pour Joke elle-même qui, si elle a seulement avalé 7 millièmes de milligramme de radium (soit une infime partie de la quantité de radium contenue dans l'aiguille de 50 milligrammes) risque d'avoir un cancer des os d'ici quelques années ?

Joke Haanschoten est, en fait, la troisième victime cette année de la radioactivité — en temps de paix. Avant elle, les familles de deux ingénieurs à Houston (Texas) ont dû subir plusieurs traitements pour se débarrasser de la radioactivité dont ils avaient été imprégnés à la suite d'une manipulation d'iridium 192. Plus récemment, un ouvrier anglais de la centrale de Windscale, rendu radioactif accidentellement, a dû être isolé des siens pendant quinze semaines... Et l'on ne sait toujours pas quelles conséquences ces accidents auront plus tard sur la santé des victimes.

Seulement, cette fois, la « défaillance humaine » à l'origine du drame n'est pas le fait d'ingénieurs, mais d'un médecin. Elle peut surprendre si l'on sait que la médecine moderne évite de traiter les cicatrices par le radium (qui implique de trop grands risques).

AUTO

La mort par plaisir

PLUS que la tuberculose, plus que le cancer, pour les jeunes gens de quatorze à vingt-quatre ans, l'accident de la route représente la « cause de mortalité » la plus élevée. Telle est la constatation de quatre membres de l'Académie de médecine : les professeurs Richet et Monod et les docteurs Mans et Arnaud, auteurs d'un rapport sur les *Accidents de la locomotion automobile.*

(A.P.)

LES MÉDECINS EXAMINENT JOKE HAANSCHOTEN
Le grand problème de notre temps

Combattre les accidents, c'est contribuer à diminuer la mortalité juvénile. C'est pour cela que l'Académie de médecine s'est penchée sur le « fléau numéro 1 », l'équivalent de la peste bubonique.

Les accidents, selon les spécialistes, peuvent s'inscrire dans une formule mathématique. Mais comme, dans 80 pour 100 des cas, ils sont dus à une erreur humaine, la valeur de cette formule perd de son importance. En examinant scientifiquement les données du problème, les quatre médecins ont réussi une sorte de portrait-robot de l'accident.

« *L'accident* », qui fait en France deux cent mille victimes par an, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, ne se produit pas à la mauvaise saison, mais en été, pendant les vacances.

● JOUR DE LA SEMAINE : le dimanche.

● DÉPARTEMENTS : la Seine-et-Oise (ou le Nord, le Calvados, la Côte-d'Or, la Gironde).

● CAUSE DE L'ACCIDENT ; la vitesse.

La vitesse est, précisent les spécialistes, un plaisir physique ou psychique ; elle a, de plus, l'attrait du danger. On se tue pour son plaisir.

● VÉHICULE DE L'ACCIDENTÉ : « deux-roues ». 51 % des tués et 53 % des blessés utilisent ce genre de véhicules (au-dessus de soixante ans, les victimes sont, dans la majorité, des piétons).

● PORTRAIT DU CHAUFFARD : il n'est pas alcoolique, mais il a bu.

— *L'alcoolique invétéré est moins dangereux que l'individu non intoxiqué mis dans un état d'euphorie momentané, plein d'entrain et de témérité après une ingestion, qui n'a pas besoin d'être excessive, de vin ou de spiritueux,* déclarait en 1950 le président de l'Automobile-Club de Belgique à la Conférence internationale de Stockholm sur l'alcool et le trafic routier.

Mais les origines des accidents sont difficiles à établir de façon précise : pour cent accidents, les statistiques relèvent deux cent cinquante causes différentes.

MÉDECINE

Le condiment qui endort

Tandis qu'un nouveau médicament « antidouleur », le R875, plus efficace que la morphine — mais aussi plus toxique — bénéficie d'une publicité un peu tapageuse, des savants français poursuivent leurs recherches pour trouver de nouvelles méthodes de lutte contre la douleur. Voici où ils en sont :

APRES une harassante journée de travail, un médecin arrive, à sept heures du soir, dans un grand hôpital parisien. Il a un kyste infecté sous une grosse molaire. Il en souffre horriblement. A sept heures un quart, il est allongé sur la table d'opération. Une piqûre intraveineuse et le chirurgien opère : on arrache la molaire ; on enlève le kyste ; on cure la cavité. La dent saigne à peine.

L'opération terminée, le patient se lève et va voir effectuer l'opération suivante. Une demi-heure plus tard, il rentre chez lui au volant de sa voiture. Il s'allonge quelques minutes. Il dîne normalement, se couche et s'endort sans le secours d'un somnifère. Le lendemain, il va à son travail, comme d'habitude.

Aucun malaise

Cette histoire date de quelques jours à peine. Elle confirme les remarquables qualités d'une nouvelle substance anesthésiante à action ultra-rapide, l'*acide eugénol-glyconique.*

Ce narcotique analgésique à action très fugace, dépourvu de toxicité, a été extrait récemment par un laboratoire étranger de l'argénol, élément constituant essentiel du clou de girofle, condiment bien connu des ménagères. Une large expérimentation du produit a été réalisée en Suisse et en Allemagne. Cinquante flacons ont été expédiés à trois spécialistes français d'anesthésiologie : l'un d'eux nous a confié les excellents résultats, encore inédits, obtenus avec ce dérivé de l'exotique condiment (dont les dentistes utilisaient déjà les propriétés désinfectantes en applications locales).

L'anesthésie au clou de girofle, très suffisante pour de légères interventions, présente les avantages suivants : action rapide et puissante : une seule piqûre suffit à entraîner sommeil et analgésie. Action coagulante : le malade saigne très peu. Non-toxicité réelle : aucun malaise au réveil ; aucune action secondaire déplaisante.

Il semble qu'on puisse fonder les plus grands espoirs sur ce nouveau produit (qui n'est pas encore en vente en France) pour toutes les opérations de courte durée, comme celles de la chirurgie dentaire par exemple.

Une vitamine « nerveuse »

Il faut rapprocher de cette découverte la mise au point, également très récente, de deux nouvelles substances anesthésiantes aux propriétés intéressantes et à l'origine pittoresque : il s'agit d'un dérivé du fluor, substance éminemment toxique, et d'une « demi-vitamine » : le S.C.T.Z., dont le radical est la moitié de celui de la vitamine B 1 (une des vitamines de la série B, dite de « protection nerveuse »).

Le dérivé du fluor, qui vient d'entrer dans la pratique courante sous le nom de fluothane, est un anesthésique puissant, rapide et un explosif. Cette « qualité » est particulièrement importante, car les risques d'explosion ne sont pas encore totalement exclus des salles d'opération.

La moitié de la vitamine B 1 est une drogue à dormir, c'est-à-dire un narcotique : elle supprime la conscience, mais pas la douleur. Elle a été découverte, au printemps dernier, par M. Charonnat, directeur des services de pharmacologie de l'Assistance publique, et ses collaborateurs. Il s'agit de la portée thiazolique de cette vitamine, dite thiamine ou neurine. Le docteur Laborit en pressentit les vertus narcotiques que l'expérience confirma.

« *La demi-vitamine B* 1 *est déjà utilisée avec succès dans les anesthésies sous le nom de chlorethiazol,* nous dit le docteur Huguenard, l'un des plus éminents anesthésiologistes français, qui fut le collaborateur du docteur Laborit dans la découverte de l'hibernation.

Son grand avantage est de n'être absolument pas toxique. Il est vraisemblable qu'on en tirera prochainement des médicaments contre l'insomnie. On envisage également son utilisation en psychiatrie. Il est infiniment précieux, en effet, de disposer dans ce domaine d'un narcotique dépourvu de toxicité.

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

L'EMBARRAS DU CHOIX

MELINA MERCOURI DANS « STELLA »
Une grande sœur d'Antigone

● *Les nouveaux spectacles.*

THEATRE

ONCLE OTTO, CINQ HOMMES ET UN PAIN et MINNA VON BARNHEIM : *voir la critique de* Robert Kanters.

DOMINO : en vingt-cinq ans, comme certains vins de dessert, la pièce de Marcel Achard a pris plus de sucre que de corps.

L'arbitraire du postulat demeure : une femme du monde met une petite annonce pour trouver un homme de paille qui, en attirant les soupçons d'un mari jaloux, protégera un ancien amant. Le déroulement des dissentiments joliment exprimés reste un peu trop naturel : l'homme de paille est un homme de cœur, le seul homme de cœur de cette histoire, et elle partira avec lui.

Mais c'est joué comme il le faut, c'est-à-dire d'une manière exquise, notamment par Mlle Hélène Perdrière et M. Paul Meurisse et dans les rôles un peu plus gros par M. Robert Manuel et M. Jean Meyer. (*Comédie-Française, salle Luxembourg.*)

MONSIEUR SILENCE : il y a un Jean Guitton, hagiographe de M. Pouget et auteur de huit volumes sur les rapports de la pensée moderne et du catholicisme. Il y a un Jean Guitton auteur d'une centaine de vaudevilles. En écrivant un vaudeville qui se passe dans une trappe, le second a-t-il cru pouvoir se parer d'un peu du prestige du premier ? Le résultat est pénible. Les B.O.F. au couvent. Echantillon : une dame fofolle a froid aux pieds : « Donne-moi une bouillotte, un moine quoi... S'il n'y a pas de moine dans un couvent !... » (*Fontaine.*)

CINEMA

STELLA : *voir la critique de* Jean Pierre Vivet.

GEORDIE : si vous avez des enfants à emmener au cinéma... Ils verront qu'il ne sert à rien de se désoler quand on est un petit garçon qui n'arrive pas à grandir. Qu'il existe toujours un « professeur Samson » dont la méthode infaillible transforme en athlètes les avortons les plus obstinés. Ainsi Geordie, chétif petit Ecossais, après des années de patient entraînement, devient un géant débonnaire qui gagne les championnats de lancer du marteau de son pays et remporte même une médaille olympique aux Jeux de Melbourne. On s'étonne que cette fade niaiserie soit l'œuvre de Frank Launder et Sydney Gilliat, les auteurs de *L'Honorable Monsieur Sans-Gêne* et autres comédies anglaises d'un humour virulent. (*Broadway, Vendôme.*)

LES DIX COMMANDEMENTS : on connaît l'histoire. Une vie de Moïse agrémentée de bergères aux prés et de naïades au bain, qui ne choquent toutefois pas la moralité. Avec une naïveté touchante, Cecil B. de Mille transforme la Bible en une vaste image d'Epinal et ne déçoit que ceux qui croient en l'originalité, la personnalité, le souci artistique.

Pour le reste, la publicité n'a pas menti. Il y a bien le compte de figurants et de chars. La mer Rouge s'entrouvre avec beaucoup d'astuce. Distrayants truquages de cinéma qui changent Ramsès II en Charles Boyer (Yul Brynner) ou Moïse en Don Juan (Charlton Heston), mais ces tours de passe-passe et ces grands déploiements de force durent quatre heures de temps. (*Paramount.*)

● *Si vous ne les avez pas encore vus.*

THEATRE

LA VIE ET LA MORT DU ROI JEAN : un western historique de Shakespeare (*Théâtre de Ménilmontant*).

MADAME SANS-GÊNE : avec Madeleine Renaud, grande comédienne dans un grand rôle (*Sarah-Bernhardt*).

CRÉANCIERS : Strindberg règle des comptes de ménage (*Nouveau Théâtre de Poche*).

LA PETITE FEMME DE LOTH : Tristan Bernard mis en musique par Claude Terrasse (*La Bruyère*).

INQUISITION : un drame théologique de Diego Fabbri (*Œuvre*).

OURAGAN SUR LE CAINE : les militaires ont aussi des débats de conscience (*Th. en Rond*).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE : Audiberti d'après Shakespeare (*Athénée*).

LE JOURNAL D'ANNE FRANK : le document poignant laissé par une petite fille (*Montparnasse*).

PATATE : le meilleur théâtre de boulevard par le meilleur Achard (*St-Georges*).

IRMA LA DOUCE : l'OPÉRA DE QUAT'SOUS de Marguerite Monnot (*Gramont*).

CINEMA

LA VÉRITÉ (PRESQUE) NUE : « Confidential » victime de l'humour anglais (*Marbeuf*).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : l'absurdité de la guerre dans un chef-d'œuvre (*Rex, Normandie, Moulin-Rouge*).

LE TRIPORTEUR : le meilleur film de Darry Cowl (*Balzac, Helder, Scala, Vivienne*).

NATHALIE : une comédie policière, avec Martine Carol (*Colisée, Marivaux*).

LA NUIT DES FORAINS : une œuvre insolite d'Ingmar Bergman (*Panthéon*).

ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES : un classique de Sacha Guitry (*Pagode*).

LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS : pour petits et grands enfants (*Avenue*).

DON QUICHOTTE : le classique de Pabst (*Studio 28*).

LA MAISON DE L'ANGE : une adolescente s'éveille à l'amour (*Quartier Latin*).

UN AMOUR DU DIMANCHE : poésie hongroise (*Ursulines*).

UNE PARISIENNE : B. B. et le président du Conseil (*Impérial, La Royale, Royal Haussmann Méliès*).

GERVAISE : René Clément adapte Zola (*Saint-Michel*).

LES NUITS DE CABIRIA : Les malheurs d'une petite prostituée romaine (*Bonaparte, Plaza, Les Reflets*).

LA SEMAINE

Sans mise à mort

LA méchanceté dans l'air, le rideau s'est levé lundi soir au théâtre des Champs-Elysées sur *Le Rendez-vous manqué*, le ballet des enfants de la gloire. Trois noms célèbres au générique : Sagan, Buffet, Vadim, et mille noms célèbres dans la salle.

Après les banderilles plantées à Monte-Carlo, personne n'aurait voulu rater la mise à mort. Elle n'eut pas vraiment lieu. Serge Lifar et Charles Trenet embrassèrent Françoise Sagan devant les photographes avec une effusion bien émouvante, les applaudissements finals furent assez forts pour couvrir les sifflets dirigés contre Michel Magne, et Roland Petit réclama très fort Bernard Buffet.

A l'issue de la représentation, Françoise Sagan déclara :

> — *Ouf ! c'est fini, je ne mettrai plus jamais de ma vie les pieds aux ballets,*

et son impresario engageait pendant ce temps des pourparlers avec la T. V. américaine très intéressée par ce spectacle. Il était question de 200.000 dollars.

La Province à Paris

TANDIS que sous l'égide du Théâtre d'Aujourd'hui, l'animateur de la Comédie de Lyon, Roger Planchon, présente au Vieux-Colombier la pièce-fleuve d'Arthur Adamov : *Paolo Paoli*, diverses troupes provinciales s'apprêtent à leur tour à monter à l'assaut de la capitale.

C'est la Comédie de Saint-Etienne qui donnera la semaine prochaine *Le Cercle de craie caucasien*, de Bertolt Brecht, à la Comédie des Champs-Elysées, à l'issue d'une tournée dans l'Est. Ce sont les spectacles du Festival de Sarlat : *George Dandin* et *Le Médecin volant*, qui s'installeront prochainement sur le plateau du Studio des Champs-Elysées. C'est enfin le Grenier de Toulouse de Maurice Sarrazin qui présentera, en mars, au Théâtre d'Aujourd'hui, *La Locandiera*, de Goldoni, qui obtint l'an passé un grand succès à la Biennale de Venise.

En se préparant ainsi à affronter le public parisien, ces troupes de province n'entendent nullement abandon-

→

CONCERTS

GAVEAU Samedi 25 janvier à 17 h. 30 (Kiesgen)

« DOMAINE MUSICAL »
Bartok - Webern - Pousseur
Messiaen - Bennett (créations)
Y. Loriod - M. Crut
P. Jacobs - A. Terrasse

Cabarets Dancings

Agnès Capri 5 rue Molière RIC 44-55 de 21.30 à 2 h matin

A LA ROMANCE Attract. sud-américaines — 11, rue Monsieur-le-Prince — HELIO MOTTA

AMIRAL NOUVEAU SPECTACLE BAL. 56-66

CLUB CH. ELYSEES Orch. Oscar CALLE LE SENECHAL
T. l. j. thé dans. Soir. mercr., jeudi, vend., sam. dim.

Le Rêve 3, bd Poissonnière - Air conditionné 2 GRANDS ORCHESTRES

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

PIERRE DUDAN
CHEZ PLUMEAU - Place du Tertre - MON. 70-67
DINERS • SPECTACLES DANSANTS

Restaurants

GABY TAGADA CLUB 9, rue Delambre DAN. 81.52

LIDO ÉLY. 11-61 LIDO ÉLY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"PRESTIGE"
de P. Louis-Guérin & Frédéy

AU THÉATRE

ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO, HÉLAS !

par ROBERT KANTERS

ONCLE OTTO
Comédie de Jacques Mauclair, au théâtre Edouard-VII.
CINQ HOMMES ET UN PAIN
de Hermann Rossmann, adaptation de Pol Quentin, au théâtre Hébertot.
MINNA VON BARNHEIM
de Lessing, par la Compagnie Daniel Postal, au théâtre de Rochefort (le mardi).

L'EUROPE commence-t-elle à tâter ses cicatrices vieilles de quinze ans pour savoir si elles sont encore douloureuses dans la conscience des spectateurs ? Des deux pièces nouvelles de la semaine, la française ressuscite Hitler en bouffonnant, l'allemande nous ramène dans un camp de prisonniers pour nous inviter à méditer sur la liberté extérieure. A côté du théâtre qui distribue trop généreusement les « tranquillisants », il n'est d'ailleurs pas mauvais qu'il existe un théâtre pour nous tenir éveillés. M. Rossmann y parvient quelquefois, M. Jacques Mauclair, hélas !...

En 1950, en Bavière, dans une famille allemande d'opérette, entre la poire et le fromage, entre la bière et la choucroute, on amène un réfugié mystérieux. Il ne paie pas de mine, mais enfin la mèche, la moustache, tout donne à croire que c'est lui. Les réactions du père mal dénazifié, du lieutenant Descourgettes de l'armée d'occupation française (ce nom est choisi pour vous faire pouffer de rire), de la gretchen et de deux ou trois comparses fournissent la matière de quelques scènes qui ont peut-être amusé dans des revues pour villes de garnison il y a huit ou dix ans. M. Mauclair en a fait trois actes incertains et insipides. Et la petite histoire racontée mille fois : quand les alliés sont arrivés à Berlin, Hitler s'est mis au garde à vous en arrachant sa petite moustache et s'est présenté : « Capitaine Smith, de l'Intelligence Service », c'est l'arme secrète de notre pauvre homme en mal de dénouement.

Ce n'est pas une pièce gênante, c'est une pièce ratée par manque de souffle et par manque de nerf. Que M. Jacques Mauclair, brillant metteur en scène d'Ionesco et de Tchékov, ne s'en soit pas aperçu, c'est dommage. Que personne ne le lui ait dit, c'est mystérieux. M. Harry-Max est drôle. M. Jean-Pierre Moulin, sans doute parce qu'il présentait un perroquet dans un spectacle précédent, fait une pâle imitation de Darry Cowl.

Y avaient des prisonniers

La pièce allemande de M. Hermann Rossmann n'est pas un chef-d'œuvre, mais elle intéresse presque constamment. Ses cinq prisonniers sont des caractères un peu conventionnels et beaucoup trop entiers : le resquilleur qui tourne à la crapule, le balourd qui n'est pas mauvais au fond, l'homme de devoir et de conscience, le bon jeune homme hésitant, et le pauvre mourant qui est mourant. Aucune précision de temps ni de lieu : il s'agit peut-être de prisonniers allemands en Russie, il s'agit en tout cas de prisonniers humains quelque part. On lutte pour manger, on lutte pour obtenir le certificat médical qui entraînera le rapatriement. Comme cela dépend d'un infirmier équivoque, on glisse, qu'Albert Simonin me pardonne, d'une histoire de pain à des histoires de miches d'une façon parfois un peu gênante, parfois un peu ridicule. On reste au niveau de l'anecdote réaliste et les efforts du dernier tableau pour dégager une signification générale (par-delà toute servitude il nous reste un domaine immense, et c'est notre âme) ne sont pas très heureux. Mais enfin, cela vit, ce n'est ni sot ni mal construit. L'adaptation de M. Pol Quentin paraît excellente, la mise en scène de M. Hermantier est bonne, bien que parfois un peu appuyée, et l'interprétation (MM. Claude Dedieu, Gérard Bahr, Gérard Darrieu, Etienne de Swarte, Robert Bazil, etc.) fort honorable.

On ne quitte ni l'Allemagne ni l'Europe avec la pièce classique de Lessing Minna von Barnheim, bon échantillon de marivaudage à l'allemande, de préfiguration de l'Europe galante dans l'Europe des lumières. Les trois premiers actes sont lents et laborieux, mais les deux derniers peuvent amuser. La compagnie Daniel Postal présente la comédie agréablement, mais sans réussir à la dépouiller tout à fait de son caractère scolaire.

AU CINÉMA

L'ANTIGONE DU DIMANCHE

par JEAN-PIERRE VIVET

STELLA
Film grec de Michel Cacoyannis (Cinéma d'Essai Caumartin)

STELLA, film grec de Michel Cacoyannis, tourné dans les faubourgs d'Athènes, a au moins ceci d'original qu'on n'y rencontre pas la moindre statue, qu'on n'y pêche pas la plus petite amphore, que si on y aperçoit un instant le Parthénon au-dessus d'un fouillis de toits, c'est par hasard, sinon par maladresse. De tristes rues de banlieue, d'affreuses villas modernes, une guinguette de bas quartier, un bout de plage où le dimanche les boutiquiers vont égarer leurs papiers gras : voilà tout le décor, un décor qui pourrait être celui de n'importe quelle petite ville des bords de la Méditerranée. Cacoyannis laisse aux caméras américaines le tourisme cinématographique.

Et pourtant la Grèce est présente d'un bout à l'autre de ce film : non à travers ses paysages, mais à travers ses personnages. L'exotisme de Cacoyannis, c'est l'exotisme des âmes. Ses fils de petits-bourgeois ou de petits commerçants possèdent, sous leur veston étriqué du dimanche, des cœurs qui battent presque au rythme des cœurs des héros d'Eschyle ou de Sophocle.

Leur langage ignore l'arrangement harmonieux des dactyles et des spondées, mais il est naturellement celui de la passion et de la noblesse. Ils se font une certaine idée de la grandeur de l'homme et ne craignent pas d'appeler sur eux-mêmes la colère des dieux.

Stella, surtout, s'apparente aux héroïnes des tragédies grecques. Cette chanteuse de beuglant, qui a la beauté sombre des femmes qui ont beaucoup vécu, est à sa manière une grande sœur d'Antigone. Elle aime les hommes, elle ne peut s'en passer, elle ne quitte un amant que pour en prendre un autre ; mais elle est incapable de coquetterie ou de dissimulation. Elle place sa fierté aussi haut que ses désirs. Elle veut que ses amants soient assez forts pour la faire plier, mais elle leur signifie leur congé aussitôt qu'ils cherchent à l'enchaîner par les liens mesquins et bourgeois du mariage. Et elle préfère mourir poignardée par l'homme qu'elle a le plus aimé plutôt que de l'accompagner devant le pope.

Tragédie et mélo

Dans un paysage de tous les jours et de partout, on baigne ainsi dans la grande tragédie. Hélas ! on frôle souvent aussi le mauvais mélodrame. Stella poignardée se meurt dans les bras de son amant en roulant pendant de longues minutes des yeux exorbités. Ici, c'est à la jeunesse de l'auteur qu'il faut s'en prendre. Michel Cacoyannis n'avait guère plus d'une vingtaine d'années quand il a tourné Stella. C'était son second film. La Fille en noir, qui est sorti l'année dernière à Paris, est en fait un film postérieur à Stella : d'où sa facture nettement plus élaborée.

La jeunesse de Cacoyannis, on la retrouve encore dans son goût pour des prouesses esthétiques qui contrastent fâcheusement avec la sobriété, très influencée par le néo-réalisme italien, de la plupart de ses images : ainsi dans le montage accéléré de gros plans de visages, lorsque ses héros, désespérés, s'abandonnent à l'ivresse de la danse. Mais il fallait aussi toute l'audace de la jeunesse pour entreprendre, comme Cacoyannis, la réalisation de ce film dans un pays qui n'avait pratiquement jamais eu de production cinématographique.

Il n'est pas inutile de dire que Cacoyannis, pour tourner Stella, n'a pas eu plus de moyens à sa disposition qu'un réalisateur de court métrage dans tout autre pays. Il a tourné comme il a pu dans les rues d'Athènes, profitant d'une fête nationale pour inclure dans son film un défilé, et d'une rencontre internationale entre la Grèce et la Yougoslavie pour montrer un match de football. Il a fait ses raccords dans un vieux studio dépourvu de tout équipement. Il a eu la chance d'intéresser à son projet l'excellente comédienne qu'est Melina Mercouri, admirable dans le rôle principal, mais qui, jusqu'alors, n'avait jamais fait de cinéma. Bref, Stella est un film qui a coûté tout juste huit millions : un peu plus que le prix de la pellicule...

Stella, dans ces conditions, pouvait difficilement être un chef-d'œuvre ; et il n'en est pas un. Mais c'est le plus bel exemple qu'on puisse offrir aux jeunes gens passionnés de cinéma et qui maugréent contre les difficultés de leur métier.

CHARLES TRENET
1934...

→ ner leur effort de décentralisation, mais seulement montrer le résultat de plusieurs années de travail.

Censure

LA censure s'attaque cette fois au film d'Hervé Bromberger : *La bonne tisane*. Motif :

> *« Les phrases désobligeantes qui y sont prononcées par les malades à l'égard du personnel hospitalier n'y sont pas supportables. »* (Ex. : *« Les infirmières, ce qu'elles aiment surtout, c'est ne rien faire... » — « Et qui c'est qui paye pour ça ? » — « C'est moins fatigant que l'usine »*, etc.)

Réponse du producteur :

> *« Il nous paraît impensable qu'une décision arbitraire des pouvoirs publics puisse* hic et nunc (*en France en 1957 !*) *nous conduire à émasculer le dialogue et à châtrer les situations de façon telle que plusieurs personnages y perdent un trait essentiel de leur caractère et une partie de l'action, par voie de conséquence, son moteur psychologique principal. »*

Janvier au
TNP
HENRI IV
(23 et 29 janvier)
MACBETH
(25 janvier)
PHEDRE
(24 et 30 janvier)
CE FOU DE PLATONOV
(26 et 31 janvier)

GEORGE DANDIN
ET
LE MÉDECIN VOLANT
de MOLIERE
« Le Joyau du Festival de Sarlat »
(R. Kanters.)
Tous les soirs sauf le mardi
au STUDIO des CHAMPS-ELYSEES

CINÉMA D'ESSAI - CAUMARTIN
17, rue Caumartin - OPE. 81-50
présente le chef-d'œuvre de
Michael CACOYANNIS
STELLA (v.o.)
avec
Melina MERCOURI
George FOUNDAS
FILM ACCLAME
AU FESTIVAL DE CANNES
UNIVERSAL

VENEZ TOUS VIVRE
UN ETE EXTRAORDINAIRE
Un film soviétique en couleurs
Pour la première fois en France
2e SEMAINE DE SUCCES AU
STUDIO 43
43, Faubourg-Montmartre - PRO. 63-40

LOUEZ VOS PLACES
aux Agences LA MADELEINE
14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Élysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

GRAMONT 2ème Année
RENE DUPUY présente
IRMA
LA DOUCE

VARIÉTÉS

Vingt ans de chansons

● *Trenet le prolifique.*

CETTE même semaine où Damia, la créatrice des *Goélands*, demande la retraite des vieux (moins de 10.000 fr. par mois), Charles Trenet fête avec éclat sur la scène de l'Alhambra ses vingt ans de chansons. Vingt années au long desquelles celui qu'on a surnommé le « Fou chantant » — mais qui n'était pas si fou que cela — a si complètement révolutionné la chanson française qu'il n'est guère aujourd'hui de célébrité du disque qui ne lui doive une part de son inspiration.

Alors que Charles Trenet (né en 1913) était encore un petit garçon qui jouait dans le jardin de son père, notaire à Narbonne, Andrex, Maurice Chevalier, Damia, Lys Gauty faisaient régner la chansonnette comique ou les refrains larmoyants, aux airs faciles à fredonner, aux paroles toutes simples. Les disques, alors, étaient rares : les chansons, vendues sur papier, « en petit format » se transmettaient d'écho en écho, au hasard des sifflements des rues.

Il faut attendre Mireille et Jean Nohain pour qu'une bouffée d'air pur pénètre, avec leurs petits couplets acides et charmants, au rythme influencé par le jazz naissant. C'est l'époque où le jeune Trenet, qui se désintéresse tout à fait du notariat, « monte » à Paris et se met à fréquenter Montparnasse. Il voudrait être peintre. Mais il adore la musique.

Un soir, poussant la porte du « College Inn », il découvre, assis devant le piano de l'établissement, un grand gaillard d'un mètre quatre-vingt-cinq qui va devenir son ami : Johnny Hess.

Une chemise bleue

Les deux garçons décident d'écrire et de composer des chansons et, comme personne n'en veut, de les interpréter eux-mêmes, suivant l'exemple de Pills et Tabet, de Gilles et Julien. Vêtus de pantalons blancs et de vestes rouges, Charles et Johnny se constituent un répertoire d'un style insolite : « *Quelle heure est-il ? — Il est midi — Qui vous l'a dit ? — C'est la souris — Où est la souris ? — Sous le lit de Lili...* ».

Maurice Chevalier chante *Y a d'la joie* et Jean Sablon susurre *Vous qui passez sans me voir*, mais Trenet, l'auteur, est encore un inconnu quand on l'invite à remplir ses obligations militaires. De son séjour à la base d'aviation d'Istres, il conservera une chemise bleu marine qui, avec un œillet rouge et un feutre mou, le rendra célèbre en un soir, deux ans plus tard, en mars 1938, sur la scène de l'A. B. C.

CHARLES TRENET
...1958.

Ce soir-là, c'est plus que la révélation d'un artiste. C'est la naissance d'un nouveau style. Avec ce garçon débordant de vitalité qui s'assoit sur le piano et qui rit aux éclats en chantant le printemps, les elfes et les ânes bleus, les gendarmes moustachus et les mains dans les mains, c'est l'intrusion dans la chanson de la tendresse et de la poésie, de l'enthousiasme et de la loufoquerie.

Quelques mois suffisent à Trenet pour éclipser toutes les anciennes gloires. Il composera à lui seul la moitié des refrains qui se fredonneront pendant la guerre. *La Mer* deviendra, avec *La Vie en rose*, le « best-seller » du disque et lui rapportera près de cent cinquante millions. Trenet gagne sur tous les tableaux : comme interprète de ses disques, comme parolier et compositeur de ses œuvres.

Son succès, Charles Trenet l'a dû à sa personnalité de chanteur, à ses cheveux en auréole et à ses yeux écarquillés, plutôt qu'à ses chansons. La preuve : le mal qu'éprouvent à percer ceux qui s'essayent à l'imiter, Georges Ulmer le premier. C'est que le grand public n'est pas encore gagné à cette poésie non conformiste, à ces rythmes haletants. Il faudra, dix ans après la guerre, la prodigieuse diffusion du microsillon pour que les disciples de Trenet acquièrent peu à peu l'oreille de l'homme de la rue.

C'est Gilbert Bécaud qui enflamme la jeunesse avec des airs encore plus trépidants, c'est Aznavour qui lui emprunte ses rythmes syncopés, c'est Brassens qui, après lui, s'accompagne à la guitare pour réciter des poésies familières et attristées.

Lui, Charles Trenet, leur chef de file incontesté, est devenu aujourd'hui une sorte de classique. On lui attribue quatre cents chansons. Il n'en a réellement composé que cent soixante : mais ce sont cent soixante succès.

CHARLES TRENET
Le piano du riche

VOUS EN SOUVENEZ-VOUS ?

VINGT ans de chansons ont passé depuis les débuts de Charles Trenet. Ces refrains ont été des best-sellers à leur époque. Vous les avez sûrement fredonnés. Vous les rappelez-vous encore ?

1938 :

1. Sombreros et mantilles (Rina Ketty).
2. Ya d'la joie (Trenet).
3. La java bleue (Fréhel).
4. Au bal de l'amour (Tino Rossi).
5. Blanche Neige (air du film).
6. Barnabé (Fernandel).
7. Dans mon cœur (Danielle Darrieux).
8. Boum (Trenet).

1945 :

1. Ah, la, la ! (Pills).
2. Fleur de Paris (Chevalier).
3. Ce soleil (Guy Berry).
4. Symphonie (Al Stone, compositeur).
5. Lily (Guy Berry).
6. La mer (Trenet).
7. On chante dans mon quartier (Gosset).
8. Seul dans la nuit (Pills).

1958 :

1. Marjolaine (Francis Lemarque).
2. Tu n'a pas très bon caractère (italien).
3. Buenas noches mi amor (Candido).
4. Oh ! la, la (Dalida-Mariano).
5. Marianne (Dalida-Mariano).
6. Maman, la plus belle du monde (Marino Marini).
7. Cigarette et whisky (Anny Cordy) ; Julie la rousse (R.-L. Laforgue).
8. Moisson (Yves Montand).

(Renseignements communiqués par la « Bourse des Chansons » de la Discographie Française.)

OPÉRA

L'Œuvre nouvelle

● *Schoenberg au cabaret.*

(*De notre envoyé spécial Antoine Goléa.*)

POUR la cinquantième manifestation de *L'Œuvre nouvelle*, série de concerts publics fondée il y a sept ans par Herbert Hübner à la radio de Hambourg, pour aider à la diffusion de la musique contemporaine la plus avancée, des inédits de Schoenberg, retrouvés après sa mort →

GEORGE V (V.O.)
14 h 30 - 16 h 35 - 18 h 40
20 h 40 - 22 h 45
THE KILLING
"L'ULTIME RAZZIA"

par son fidèle disciple Josef Rufer, et des premières auditions venant de France, d'Italie et d'Israël ont été offerts à un public passionnément attentif auquel étaient venus s'ajouter, pour la circonstance, de nombreux compositeurs, critiques, musicologues et éditeurs accourus de plusieurs pays d'Europe.

Ce public, Herbert Hübner a su le former dans une ville réputée particulièrement réactionnaire dans ses goûts musicaux, non pas à coups de concessions et de demi-mesures, mais bien au contraire à force d'intransigeance et de sévérité. Il est ainsi arrivé à ce résultat que le cinquantième concert a pu être diffusé, en direct, à huit heures du soir, moment de la plus grande écoute populaire, alors que d'habitude, en Allemagne, les concerts de ce genre sont diffusés en différé, entre onze heures et minuit, lorsque la plupart des auditeurs ordinaires dorment.

Valse à l'harmonium

Il est vrai que, pour une fois, les auditeurs demeurés rétifs à la musique de notre temps ont dû respirer d'aise. Ne leur offrait-on pas, de Schoenberg, parmi d'autres trouvailles, restées ou non à l'état de fragment, deux authentiques « chansons » de style 1900, et l'arrangement pour quatuor, piano et harmonium d'une valse de Johann Strauss ?

L'origine de ces œuvres inattendues ? C'est que Schoenberg n'a pas hésité, à telle ou telle époque de sa vie, à gagner son pain en faisant de la musique commerciale ; ainsi le trouvait-on, en 1901, « directeur musical » de l' « Uberbrettl », le « Lapin agile » de Berlin.

Le même Schoenberg, réfugié en Amérique à l'époque nazie, devait refuser 50.000 dollars à la Metro Goldwyn pour une partition de film, le producteur ayant voulu se réserver le droit de coupures ou d'interversions de morceaux.

Tous ces traits de caractère achèvent la figure de l'homme et de l'artiste qui se trouve, incontestablement, à l'origine du plus important des mouvements contemporains de réforme du langage musical.

Boulez et Luigi Nono, également au programme de cette manifestation, lui doivent certainement beaucoup plus qu'en leur ardeur juvénile ils ne veulent reconnaître.

De Boulez, deux *Improvisations sur Mallarmé*, pour soprano et divers instruments de percussion, sont une nouvelle preuve de la marche rapide vers la maturité d'un musicien qui, ayant traversé le purgatoire des expériences les plus ardues et extrêmes, est aujourd'hui surtout préoccupé de luminosité sonore et de pureté lyrique, n'hésitant pas à se placer, sur ce plan, à la suite du meilleur Messiaen. L'extraordinaire, c'est qu'il sait entourer ses expressions musicales les plus simples d'un halo de mystère et presque de magie, qui leur donne comme une quatrième dimension et assure leur véritable profondeur.

De Nono, *La Terra et la Compagna*, pour chœurs et orchestre, sur deux poèmes de Cesare Pavese, est, dans les limites bienfaisantes d'une écriture subtile, une explosion de lyrisme, de joie grave et païenne dans la grande tradition italienne. Il est certain que depuis Dallapiccola, Nono est le représentant le plus important et le plus original de la musique de son pays.

Sous la direction de Rosbaud, l'ensemble des exécutions fut irréprochable. Ilse Hollweg chanta l'œuvre de Boulez avec autant de pureté vocale que de justesse d'intonation et de style. Les chœurs semblaient formés uniquement de solistes de classe ; tous leurs membres mériteraient d'être cités ; qu'au moins un soprano étonnant, Dorothea Foerster - Georgi, échappe, ici, à l'anonymat.

LA SEMAINE

Buffet et les « bergeries » du XX[e] siècle

APRES le temps d'arrêt marqué pour les fêtes de fin et de début d'année, l'activité reprend dans les galeries parisiennes.

Vendredi dernier, une foule compacte et continuellement renouvelée tout au long de l'après-midi s'écrasait dans les vastes salles de la Galerie Charpentier.

A travers un inextricable enchevêtrement de manteaux de fourrure, de duffle-coats, d'imperméables et de cravates chiffonnées au cours de la mêlée, on avait parfois la chance d'apercevoir quelques petits morceaux d'un grand tableau. Et d'entendre des bribes de conversation :

« *...Dépouillement* », murmurait un académicien à l'une des oreilles de l'agent immobilier grâce auquel il vient d'acheter son nouvel appartement.

« *...Pauvreté... et organisée, avec ça ! Ce n'est plus de la peinture, c'est de la mendicité...* », s'écriait un critique après avoir hurlé : « *Bonjour Untel* » à l'adresse d'un peintre connu qui ne savait plus où se fourrer.

« *...Moi, je trouve que c'est Carco le plus ressemblant...* », disait un manteau de vison qui descendait péniblement l'escalier au sommet duquel trônaient les douze académiciens Goncourt vus par Bernard Buffet.

Plus de cent tableaux de ce jeune peintre de 30 ans sont en effet rassemblés sur les murs d'une galerie qui ne rend d'ordinaire un tel hommage qu'à des œuvres dont les années ont consacré la réputation.

Buffet peignit, peu après la dernière guerre, ses meilleures toiles sous l'influence du grand Grüber. Il n'avait pas vingt ans. Le miracle est que, dès cette époque, il possédait son style propre. L'a-t-il, depuis, développé ? Ou s'est-il contenté de l'exploiter ?

Telle est la question que les amateurs d'art, d'abord stupéfaits par la productivité de Bernard Buffet, commencent à se poser.

En exposant une centaine de toiles à la Galerie Charpentier, ses « supporters » entendent montrer que, derrière le « phénomène », il y a *aussi* un peintre et que, derrière le goût du sordide, vibre une émotion profondément humaine.

C'est pour cette raison qu'un jeune homme correct et l'air un peu triste est venu poser, la semaine dernière, devant des toiles de toutes dimensions où Paris retrouvera peut-être — comme dans le néo-réalisme italien ou l'existentialisme littéraire — l'expression de la « misère appliquée » qui est la marque d'un certain XX[e] siècle, comme les « bergeries » le furent d'un certain XVIII[e] siècle.

Le cas Max Ernst

A quelques mètres de là, une foule un peu différente, mais tout aussi compacte envahissait une galerie de l'avenue Matignon (1).

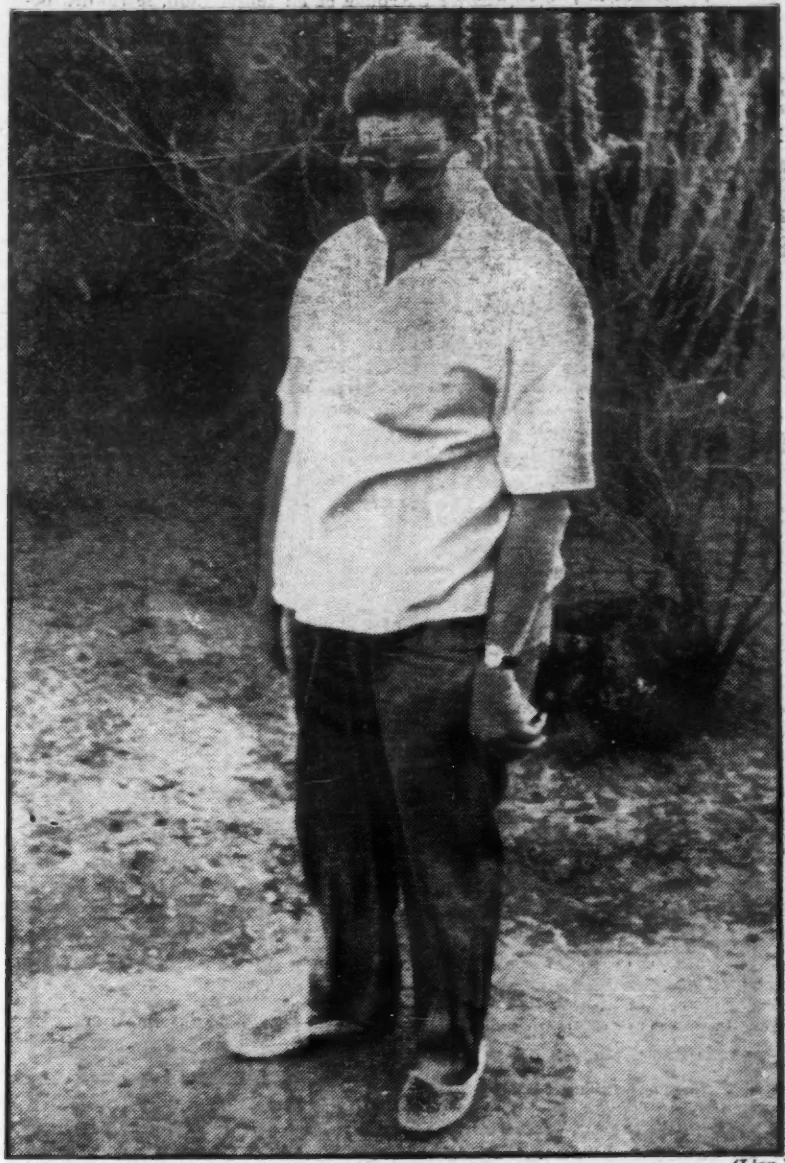
C'était pour retrouver un Max Ernst toujours aussi combatif, toujours aussi « présent » et fidèle à lui-même, sans lequel il serait impossible de concevoir l'histoire de l'art d'avant-garde, depuis quarante ans.

Et cela fait bien quarante ans, pourtant, que son œuvre est au pillage. Chacune de ses inventions : « collages », « frottages » ou « montages », a été adoptée, vulgarisée, déformée par les uns ou les autres, dans leurs dessins, leurs peintures ou leurs sculptures.

Mais ce qu'il y a de surprenant, dans le cas de Max Ernst, c'est qu'il suffit de voir une de ses toiles ou un de ses bronzes pour oublier aussitôt ses imitateurs.

Du dadaïsme et, surtout, du surréalisme qui fut — en peinture du moins — l'une des plus extraordinaires écoles de mauvais goût — le profil d'oiseau de Max Ernst survit seul aujourd'hui dans la paix des formes auxquelles il communique la nostalgie des séismes passés et la sourde espérance des apocalypses à venir.

(1) Galerie Creuzevault, av. Matignon.



OSCAR DOMINGUEZ. (Lion.)
Une manière d'être

PEINTRES

La dernière nuit

● *Après Van Gogh, Pascin, Nicolas de Staël et tant d'autres, Oscar Dominguez...*

PENDANT que mugissait la sirène du bateau qui emmenait vers l'Amérique son ami André Breton, un homme au regard glauque, mais rusé, serrait tendrement dans son énorme main le dernier pastis qu'il devait boire à Marseille. L'automne de 1940 tirait à sa fin.

Après avoir encore une fois caressé du regard le Vieux Port et le pont transbordeur — tous deux condamnés — Oscar Dominguez allait reprendre le train pour Paris. Pour Montparnasse, plus précisément, dont rien, pas même l'occupation, ne pouvait le chasser depuis qu'il en avait fait sa patrie.

Malgré la volonté de quelques fidèles regroupés sous le signe de « la main à plume », la grande aventure surréaliste était terminée qui, de ses Canaries natales, avait attiré vers Paris ce peintre dont le physique anachronique laissait les femmes rêveuses à la pensée qu'elles pouvaient, en plein vingtième siècle, se faire habiller chez Dior et courir le risque d'être déshabillées par un homme des cavernes.

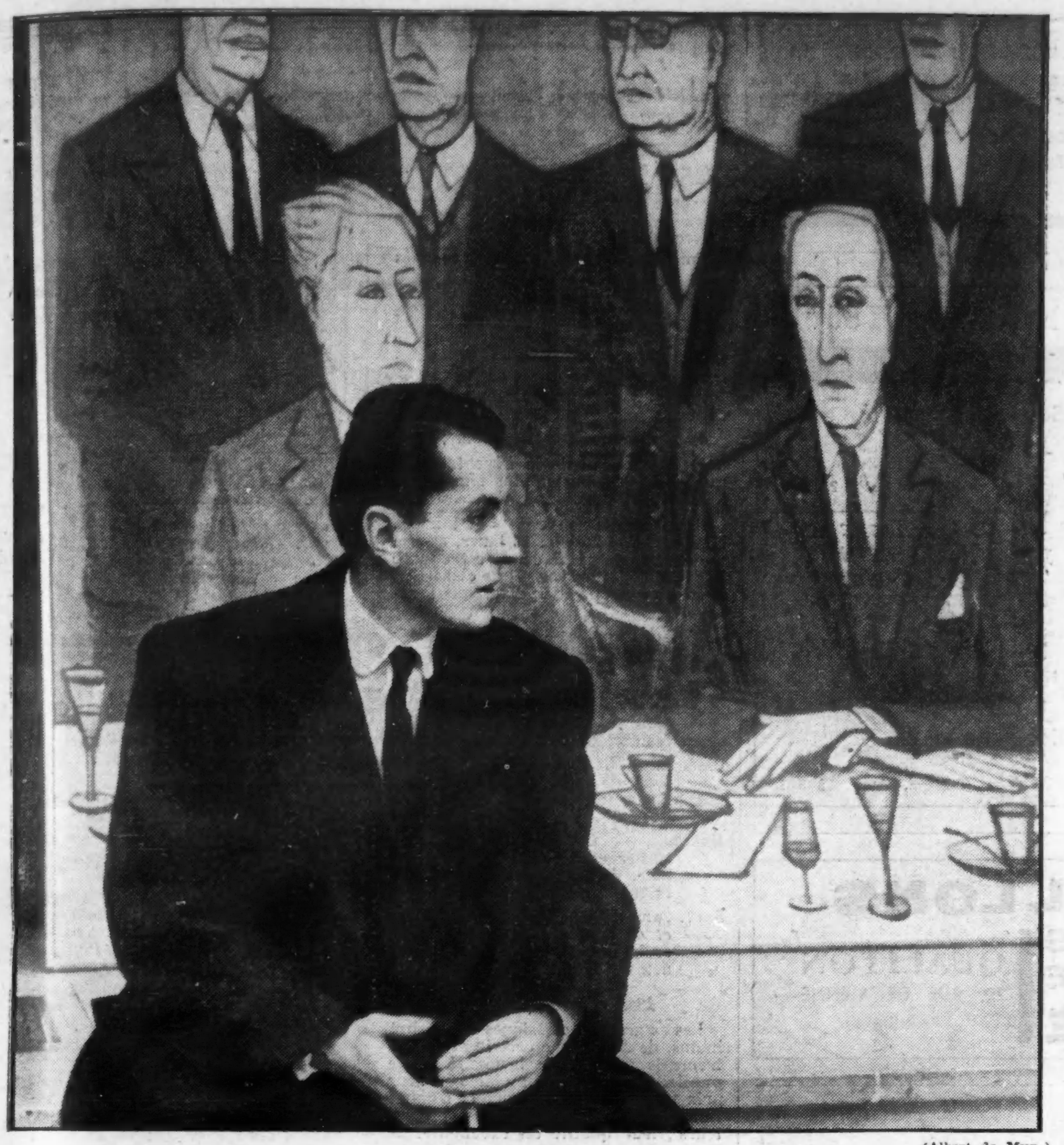
Bientôt pris dans le vertige de sa légende physique, celui qu'on appelle couramment, depuis plus de vingt ans, *le vieux caïman de Montparnasse* ou *l'homme de Cro-Magnon*, a de plus en plus de mal à peindre. Ses meilleurs amis, comme Picasso ou Marie-Laure de Noailles, par exemple, l'y poussent pourtant et Carré, le célèbre marchand de l'avenue de Messine, l'expose l'année même où il « lance » Jacques Villon, en 1942.

Légende et réalité

Mais si Dominguez se veut peintre, l'idée de réaliser une « carrière » lui paraît un peu indécente, ridicule même. Fidèle au tempérament surréaliste qui est le sien, il considère l'ex-

au PARAMOUNT rénové !
VERSION FRANÇAISE
Paramount présente une production monumentale de
Cecil B. DeMille
les Dix Commandements
avec HESTON · BRYNNER · BAXTER · ROBINSON · DE CARLO · PAGET · DEREK
VISTAVISION — 4 HEURES DE GRAND SPECTACLE ! — TECHNICOLOR
C'est un Film Paramount

Actuellement à l'Ecluse
MARC ET ANDRÉ
GRAND PRIX DU DISQUE
CAROLINE CLER
VEGA
En exclusivité sur Disques VEGA



(Albert de Mun.)

BUFFET ET « SES » GONCOURT.
Un certain XXe siècle

pression artistique comme une « manière d'être », non comme une « façon de faire ».

D'autres sont attentifs à la mode et cherchent le vent, lui continue à s'amuser devant son chevalet sans aucun souci de ce qui peut plaire ou déplaire.

Il refait les « tauromachies » de Picasso, mais à la façon des Pieds Nickelés, invente les objets les plus saugrenus qu'il fabrique avec amour, brosse de grandes toiles « automatiques », sans oublier le petit détail attendrissant ou comique autour duquel tout s'organise, et soudain, au moment où on s'y attend le moins, peint une composition d'une sobriété de forme et d'une rigueur de ton qui donnent à penser qu'on se trompait peut-être, jusqu'alors, sur son compte.

Mais ni le public ni les marchands n'aiment être ainsi menés de surprise en surprise. L'indépendance d'esprit de Dominguez — grâce à quoi ses meilleures œuvres seront sans doute aussi parmi les meilleures de ce temps — ne plait qu'en principe.

A ses toiles, on préfère ses exploits dans les cafés ou les salons, à l'homme qu'il est, le fantomatique géant cocasse et désinvolte dont les scandales prêtent à rire et les élans du cœur à sourire.

Oscar Dominguez a pris la décision d'en finir avec ce personnage.

Il s'est ouvert les veines, à cinquante-deux ans, dans son atelier de la rue Campagne-Première où il s'était enfermé pour passer seul la nuit de la Saint-Sylvestre et mourir au milieu des œuvres qui l'aideront à survivre.

JEAN-FRANÇOIS CHABRUN.

A voir cette semaine

● **MAX ERNST** (un grand surréaliste), **Galerie Creuzevault, av. Matignon** ● **TOBEY** (le prophète américain de l'Informel), **Galerie Stadler, rue de Seine** ● **BERNARD BUFFET** (un naturaliste dont on parle), **Galerie Charpentier, faubourg St-Honoré** ● **PRAMPOLINI** (Prix de Paris, jury présidé par Jacques Villon), **chez Denise René, 124, rue La-Boétie** ● **RAYA PEREZ** (décoration et peinture réconciliées) **Galerie du XVIe, rue de la Tour** ● **HARAMBURU** (un jeune à surveiller), **la Maison des Beaux-Arts, rue des Beaux-Arts** ● **SITUATION III** (une anthologie à jour de la peinture abstraite), **Galerie Ariel, av. de Messine.**

MUSÉES

L'art et la manie

● ***Un musée sérieux et d'autres...***

TOUT le Louvre, son histoire, ses richesses en un volume : tel est l'ambitieux propos de l'auteur, M. Germain Bazin (1), orfèvre en la matière, puisqu'il est conservateur en chef de l'illustre musée. Solidement documenté, cet ouvrage offre en particulier cent planches en couleurs, depuis la *Vierge aux Anges* de Cimabue jusqu'à la *Blanchisseuse* de Daumier, accompagnées chacune d'une histoire de la toile représentée. Il constitue ainsi un véritable « dictionnaire » des chefs-d'œuvre du Louvre et des conditions dans lesquelles ceux-ci vinrent enrichir le musée.

Le format, relativement petit, n'est pas toujours favorable à la mise en page des reproductions, mais il confère au volume une grande maniabilité.

Bizarreries anglo-saxonnes

Toutefois, le Prado, le Louvre, l'Ermitage ou le British ne sont pas les seuls musées.

D'autres, en apparence moins sérieux, répondent à d'autres besoins. Un certain nombre, notamment dans les pays anglo-saxons, méritent d'être mentionnés :

● LE MUSÉE DES OBJETS MAGIQUES, qui ont pour la plupart été donnés par les esprits à un cordonnier nommé Carlo Bailey, médium particulièrement adroit, au cours de ses exhibitions métapsychiques. (Melbourne, Australie.)

● LE MUSÉE DES FAUX, que tous les faux - monnayeurs, tricheurs professionnels et truqueurs de dés ou d'appareils se doivent de visiter pour parachever leur « culture ». (Washington, U.S.A.)

● LE MUSÉE DES CHAUSSURES : 7.000 paires rassemblées tout au long de sa vie par un nommé Sander. (Arbon, Grande-Bretagne).

● LE MUSÉE DES PARAPLUIES : tous les modèles possibles depuis le XVIIIe siècle. (Gignese, Grande-Bretagne.)

L'Angleterre est également fière de posséder un MUSÉE DU PANTALON : 397 paires ayant appartenu aux plus grandes gloires britanniques : à côté de celles que Wellington portait le jour de la bataille de Waterloo, on y trouve notamment les culottes de Gladstone, Pitt, Shelley et lord Byron.

(1) « Trésors de la peinture au Louvre », par Germain Bazin. Ed. Aimery Somogy, 315 pages, 2.100 francs.

COLLECTIONS

Stavros Niarchos plus Edward G. Robinson

● ***La Galerie Knœdler présente à New York la collection de l'armateur et ouvre une succursale à Paris.***

(D'un correspond aux Etats-Unis : Alice Rewald.)

UNE jolie femme a fait scandale, le mois dernier, à New York : elle ne portait aucun bijou, alors que toutes les élégantes milliardaires exhibaient leurs plus belles rivières de diamants pour « vernir » l'exposition de la Galeria Knœdler, qui est un des temples privés de la peinture moderne, aux Etats-Unis.

Cette jolie femme dépouillée, était celle du richissime armateur Stavros Niarchos, qui montrait pour la première fois au public les meilleures pièces d'une collection rassemblée par lui depuis une dizaine d'années et qui comporte surtout des œuvres françaises du XIXe siècle.

Il est vrai que cette collection n'a réellement pris de l'importance que depuis l'an dernier, lorsque Niarchos acheta d'un seul bloc les soixante-dix tableaux réunis à Hollywood par Edward G. Robinson, l'irremplaçable « dur » de l'écran.

Depuis, les Lautrec, les Cézanne, les Van Gogh, les Gauguin, les Renoir, les Seurat, les Matisse, les Picasso, les Rouault, tous triés sur le volet pour escorter deux splendides Greco, avaient été distribués entre les différentes résidences de l'armateur : ses suites au Claridge de Londres, au Ritz de Paris, ses appartements à New York et Athènes, sa villa de Cannes et son yacht *La Créole*.

Georges Bernier, directeur de la revue *L'Œil*, s'est rendu aux Etats-Unis pour assister au regroupement spectaculaire d'une soixantaine de ces œuvres. Ramènera-t-il à Paris cette exposition qui, pour l'instant, doit d'abord être présentée au Canada ?

La Galerie Knœdler vient, en tout cas, de lui confier la direction artistique de la succursale qu'elle compte ouvrir d'ici peu à Paris.

CALENDRIER DES GALERIES D'ARTS

GALERIE MAEGHT
BRAQUE, MATISSE, CHAGALL, KANDINSKY, MIRO, GIACOMETTI, CALDER, BAZAINE, TAL COAT, UBAC, PALAZUELO, CHILLIDA

Galerie HAUTEFEUILLE, 3, rue Hautefeuille (DAN. 05-41). « RETOUR A LA PEINTURE », jusqu'au 5 février.

Galerie ARIEL, 1, avenue de Messine, Paris (8e). SITUATION III DE LA PEINTURE D'AUJOURD'HUI. Atlan - Bissière - Bitran - Compard - Deyrolle - Doucet - Gillet - Goetz - Hartung - Manessier - Maryan - Pichette - Pignon - Poliakoff - Schneider - Singier - Soulages - Tal Coat - Vieira Da Silva - Zao Wou Ki.

LA MAIN GAUCHE
s.a.r.l. « PEINTRES DE PARIS »
1, rue Thérèse-1er - RIC. 96-27
Théo Van RYSSELBERGHE
du 15 Janvier au 4 Février

Galerie ARNAUD, 34, rue du Four
Du 23 janvier au 12 février
PIERRE FICHET

PRIX DE PARIS
décerné à Rome en 1956. Jury : Arp, Brianchon, Chastel, Courthion, Villon, Zadkine
PEINTURE — GALERIE DENISE RENE, 124, rue La Boétie — PRAMPOLINI — 17 janvier - 15 février
SCULPTURE — GALERIE RIVE GAUCHE, 44, rue de Fleurus — NEGRISIN — 14 janvier - 15 février

MUSEE D'ART MODERNE
IXe SALON DE LA JEUNE PEINTURE
Avenue du Président-Wilson
Jusqu'au dimanche 9 février inclus

8 Grands Prix du Disque ont, en 1957, récompensé la production ΣRATO, volontairement limitée dans la même période à 24 disques (30 et 25 cm.)

ΣRATO arrive donc en tête avec un disque primé sur trois édités... Confirmation de la qualité ΣRATO, déjà bien connue... et reconnue

GRANDES NOUVEAUTÉS

- **LES AMOURS DU POETE (Schumann)**
- **SIX LIEDER (Brahms)**
  DIETRICH FISCHER-DIESKAU, baryton
  (30 cm. Art) 18 370

Pour recevoir gracieusement nos catalogues et suppléments, envoyez simplement votre carte de visite à :
POLYDOR S. A. (serv. D.G.G.)
128, Faubourg-Saint-Honoré - PARIS (8e)

Deutsche Grammophon Gesellschaft

- **SYMPHONIE N° 1 EN UT MINEUR (Brahms)**
  Symphony of the Air Orchestra (Anc. NBC Symph. Orch.)
  Direction : IGOR MARKEVITCH
  (30 cm. Art) 18 364
- **ROMEO ET JULIETTE (Berlioz)**
  Orchestre Philharmonique de Berlin
  Direction : LORIN MAAZEL
  (30 cm. Art) 18 381

MICROSILLONS IMPORTES DIRECTEMENT DE HONGRIE

QUALITON
20, RUE DE VIENNE
PARIS-8e

CLASSIQUE

Cinquante-sept réussites en 1957

1957 restera pour les discophiles un bon « cru » sans être une « grande année ». L'idée fixe des éditeurs : baisser le prix d'achat des œuvres classiques.

Voici les « pas en avant » réalisés au cours de l'année écoulée :

La technique

Pas de progrès spectaculaires, par rapport à 1955 ou 1956, mais amélioration sensible du niveau général.

Quelques perfectionnements cependant :

a) Equilibre sonore meilleur ;

b) Elargissement de l'éventail des nuances : *pianissimi* plus ténus, *fortissimi* plus éclatants.

Rappelons la venue du « 16 tours ». Un disque de 25 cm., 16 tours, assure une heure de musique. Il est encore inutilisable pour la musique classique, parce que dépourvu d'agrément sonore.

Voici les quatre disques les plus remarquables techniquement parus en 1957 :

DVORAK. — *Symphonie du Nouveau Monde*, orch. national de la Radiodiffusion française, dir. Silvestri. (30 cm. FALP 459. *VSM.*)

BARTOK. — *Concerto pour orchestre*, orch. de la Suisse romande, dir. Ansermet. (30 cm. LTX 5305. *Decca.*)

HAENDEL. — *Concertos pour orgue*, Müller et orch de chambre de Bâle, dir. Wenzinger. (30 cm. 14.085. *Archiv-Produktion.*)

SAINT-SAENS. — *Concerto pour violon et orchestre*. A. Grumiaux et orch. Lamoureux, dir. J. Fournet. (30 cm. 465 L. *Philips.*)

Les séries bon marché

Les « grands classiques » y sont inclus, de même que certains enregistrements ayant déjà bénéficié d'une publicité suffisamment efficace. Leur prix tient compte du pouvoir d'achat limité d'une bonne partie des amateurs ; leur qualité est excellente.

Leur format (généralement 25 cm) permet de dissocier d'anciens couplages proposant sur un même disque deux œuvres inégalement appréciées : chaque ouvrage peut être présenté séparément (*Decca, Ducretet-Thomson*).

On est arrivé à graver sur un disque de 25 cm. telle partition qui, avant, occupait deux faces de 30 cm.; c'est ainsi que Philips a pu supprimer de son catalogue certains enregistrements de 30 cm.

Pathé-Marconi offre la possibilité d'acquérir tous les disques, de quelque format qu'ils soient, en présentation de luxe soit en présentation standard.

IMPORTANT : à côté d'enregistrements qui ont changé tout simplement de collection, il en est d'autres spécialement effectués pour figurer dans les séries « économiques » (*Erato, Véga*).

Pour 1.549 francs (l'un), vous pouvez acheter huit disques remarquables :

BACH. — *Suites pour orchestre*. Ens. Instr. J.M. Leclair. dir. J.F. Paillard. (2 d. 25 cm. EFM 42029/30. Fiori musicali *Erato.*)

AIRS A BOIRE. — *M. A. Charpentier, F. Couperin, J.P. Rameau, Bodin de Boismortier*. Ens. voc. J.P. Kreder, dir. J.P. Kreder. (25 cm. EFM 42026. Fiori musicali *Erato.*)

DOUZE CHANSONS DE LA RENAISSANCE. — Ens. voc. Ph. Caillard (25 cm. EFM 42021. Fiori musicali *Erato.*)

DEBUSSY. — *La Mer*. Orch du Théâtre des Champs-Elysées, dir. Inghelbrecht. (25 cm. 255 C 054. Classiques d'hier et d'aujourd'hui, *Ducretet-Thomson.*)

FAURÉ. — *2e Quatuor pour piano et cordes en sol mineur*, op. 45. M. Long et le trio Pasquier. (25 cm. FC 1057 *Columbia.*)

MOZART. — *Sonate pour deux pianos* K. 488, *Andante et variations* (piano 4 mains) K. 501. P. Badura-Skoda et J. Demus. (25 cm. C 35 S 14. *Véga.*)

Scherzando

MOZART. — *Symphonie n° 40, K. 550. Symphonie n° 41, K. 551*. Orch. de la Société des Concerts du Conservatoire, dir. Vandernoot. (25 cm. FALP 470. *VSM.*)

TCHAIKOVSKY. — *Concerto pour violon et orchestre*. I. Stern et orch. de Philadelphie, dir. Hilsberg. (25 cm. S 06672. Classiques pour tous. *Philips.*)

Ces onze œuvres ont été enregistrées en 25 cm. au lieu de 30 cm. :

DEBUSSY. — *La Mer. Ibéria*. Orch. de New York, dir. Mitropoulos. (25 cm. S 06683. *Philips.*)

STRAVINSKY. — *Petrouchka*. Orch. de New York, dir. Mitropoulos. (25 cm. S 06641. *Philips.*)

TCHAIKOVSKY. — *Concerto n° 1 pour piano et orchestre*, Uninsky et orch. de La Haye, dir. Van Otterloo. (25 cm. S 06114. *Philips.*)

WAGNER. — Extraits du *Crépuscule des Dieux*. Orch. philharmonique de Vienne, dir. Furtwängler et K. Flagstad. (30 cm. FALP 194 S. *VSM.*)

BRAHMS. — *Variations et Fugue sur un thème de Hændel*. Y. Nat. (25 cm. 25.095. *Discophiles français.*) 1.961 fr.

Existe aussi couplé avec les Rapsodies op. 79 1 et 2 et op. 119. (30 cm. DF 177. *Discophiles français.*) 3.050 fr.

FALLA. — *Les Tréteaux de maître Pierre*. Solistes, orch. du Théâtre des Champs-Elysées, dir. Halffter. (25 cm. 255 C 070. Classiques d'hier et d'aujourd'hui, *Ducretet-Thomson.*) 1.961 fr.

Existe aussi couplé avec *L'Amour sorcier*. (30 cm. LAG 1047. *Ducretet-Thomson.*) 2.685 francs.

HAYDN. — *Symphonie n° 92 « Oxford »*. Orch. de Londres, dir. Krips. (25 cm. LW 5293. Medium play *Decca.*) 1.961 fr.

Existe aussi couplée avec *Symphonie n° 40* K. 550 de Mozart. (30 cm. LXT 2819. *Decca.*) 2.685 fr.

MOZART. — *Concerto pour clarinette et orchestre*. Orch. Hewitt, soliste : Etienne. (25 cm. EX 25.018. *Discophiles français.*) 1.961 fr.

Quintette avec clarinette K. 581. Etienne et Quatuor Vegh. (25 cm. EX 25.031. *Discophiles français.*) 1.961 fr.

Ces deux œuvres existent aussi couplées. (30 cm. DF 2. *Discophiles français.*) 3.050 fr.

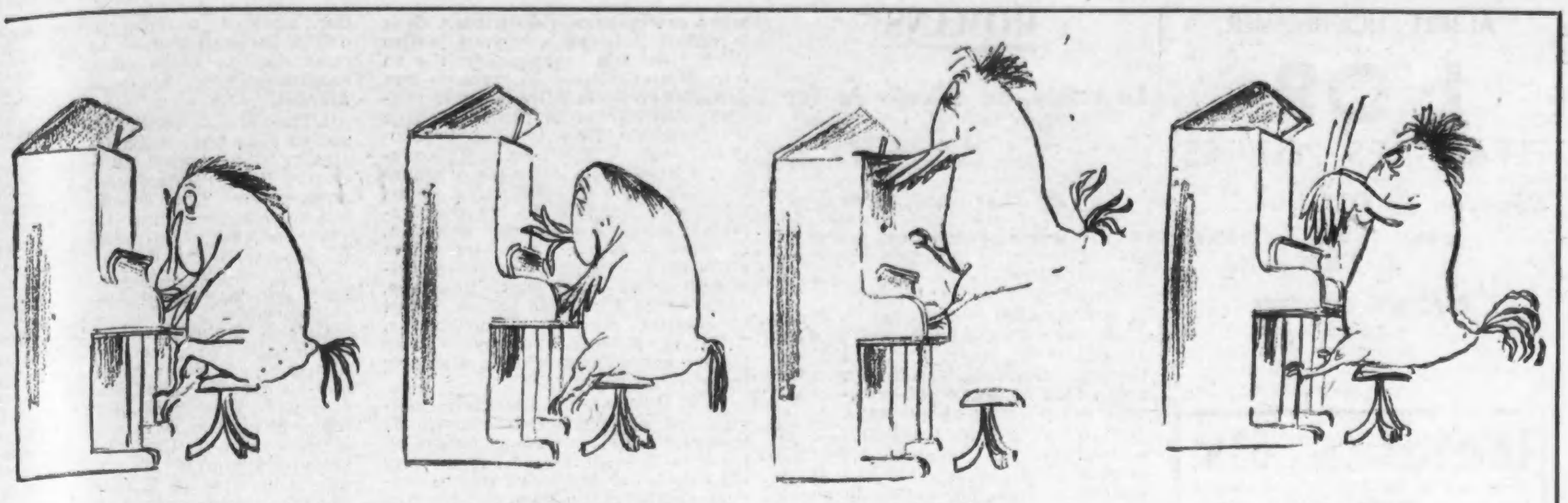
BRAHMS. — *Chants sérieux*. K. Ferrier, acc. Newmark. (25 cm. LW 5094. Medium play *Decca.*) 1.961 fr.

SCHUMANN. — *L'Amour et la vie d'une femme*. K. Ferrier acc. Newmark. (25 cm. LW 5089. Medium play *Decca.*) 1.961 fr.

Les gravures illustres

On sait quel est le principe des « *Gravures illustres* » de Pathé Marconi. C'est le report en 33 tours des grands enregistrements du passé, gravés à l'époque en 78 tours. Travail particulièrement délicat qui demande des techniciens respectueux de la musique.

Plus limitée, la collection « Musikalische Dokumente » (Documents musicaux), éditée par Telefunken et diffusée par Ducretet-Thomson (dis-



Pensieroso — Triste — Furioso — Fortissimo

ques de 25 cm.), ne présente que des pièces de piano, presque toujours brèves, enregistrées entre 1903 et 1914 sur des rouleaux de papier perforé, pour être reproduites par des pianos mécaniques. Ces rouleaux, placés dans un Steinway moderne, ont été « convertis » en disques de 33 tours. Le nom des exécutants : Saint-Saëns, Grieg, Granados, Busoni, et même Debussy.

Voici quelques-unes des « Gravures illustres » (Prix : 2.478 fr.) :

BACH. — *Suites pour violoncelle seul.* P. Casals. (3 d. 30 cm. COLH 16/18. *VSM.*)

BEETHOVEN. — *Les 5 Concertos pour piano et orchestre.* A. Schnabel. (5 d. 30 cm. COLH 1/5. *VSM.*)

BRAHMS. — *Concerto pour violon et orchestre.* Kreisler et le London Phil. Orch., dir. Barbirolli. (30 cm. COLH 35. *VSM.*)

CHOPIN. — *Valses,* par Alfred Cortot. (COLH 32. *VSM.*)

HAYDN. — *Trio n° 1 en sol majeur* op. 73.

SCHUBERT. — *Trio n° 1 en si bémol majeur* op. 99. Cortot, Thibaud, Casals. (COLH 12. *VSM.*)

MOZART. — *Symphonies n° 38 K. 504, n° 41 K. 551.* Orch. Phil. de Vienne, dir. B. Walter. (30 cm. COLH 37. *VSM.*)

SCHUBERT. — *Sonate en si bémol majeur op. posth.* Allegretto en ut mineur (D. 915). A. Schnabel. (30 cm. COLH 33. *VSM.*)

DEBUSSY, GRANADOS, SAINT - SAENS. (25 cm. WE-28001. *Telefunken.*)

GRIEG (25 cm. WE-28002. *Telefunken.*)

BUSONI. — Interprète Liszt. (25 cm. WE-28005. *Telefunken.*)» 1.335 francs le disque.

Nouvelles œuvres, nouveaux interprètes

Dans le domaine de la musique ancienne, les prospections sont moins nombreuses, peut-être, que les années précédentes ; elles s'enfoncent toutefois plus avant dans le passé. Des lacunes, concernant les XII^{e}, XIII^{e}, XIV^{e}, XV^{e} siècles ont été comblées.

La musique contemporaine continue à constituer un des soucis majeurs de *Véga.* Des œuvres dirigées par leurs auteurs sortent en plus grand nombre. (Stravinsky par Stravinsky, chez *Philips,* par exemple).

Mais Pathé-Marconi a enregistré un nombre considérable d'ouvrages de Prokofiev, sans parler de Chostakovitch et Katchaturian qui, d'autre part, se retrouvent dans les catalogues de « *Chant du monde* ». Et le « Panorama de la musique concrète » (*Ducretet-Thomson*) constitue un ensemble plein d'intérêt.

Voici une liste d'enregistrements « nés » en 1957 :

Musique ancienne

LE ROY (Adrian). — *Airs de cour pour voix et luth.* Ch. Van Acker et M. Podolski. (25 cm. LD 030 A. *BAM.*)

DELALANDE. — *Motets : Exaltabo te, Deus meus. Nisi Dominus.* L. Frémaux, dir. Soli et ensemble J.M. Leclair. (30 cm. LDE 3053. *Erato.*)

ECOLE DE NOTRE-DAME. — *Organa de Léonin et Pérotin.* Pro Musica Antiqua, dir. S. Cape. (30 cm. 14068. *Archiv-Produktion.*) 3.335 francs.

MARENZIO et GESUALDO. — *Madrigaux.* Chorale Lamy. (30 cm. 14045. *Archiv-Produktion.*) 3.335 fr.

Contemporains français de MOZART. — *Symphonies du Chevalier de St-Georges, Guénin, Berthaume. Ens. Instr.* J.M. Leclair, dir. J.F. Paillard. (30 cm. LDE 3037. *Erato.*)

MUSIQUE D'AUTREFOIS. — *Œuvres des XV^{e} et XVI^{e} siècles de France, d'Italie et d'Angleterre.* Ens. instr., dir. P. Chaillé. Ens. vocal Y. Gouverné. (2 d. 30 cm. LDX 1180/1. *Chant du monde.*)

PRIMITIFS FRANÇAIS. — *De Philippe Auguste à Philippe le Bel.* Ens. Instr. et Voc. R. Blanchard. (30 cm. 320 C 107. *Ducretet-Thomson.*)

PURCELL. — *Sonates en trio pour 2 violons et basse.* N. Marriner, P. Gibbs, D. Dupré. T. Dart. (2 d. 30 cm. LD 038/39. *Boîte à musique.*)

RAMEAU. — *Platée. Soli et ens.* Festival d'Aix-en-Provence, dir. Rosbaud. (2 d. 30 cm. DTX 223/4. *Pathé.*)

VIVALDI. — *Concerto pour 2 trompettes en do majeur, avec Concerti op. 3/4/10.* Orch. de Munich, dir. Redel. (30 cm. 3057. *Erato.*)

Musique contemporaine

BARTOK. — *Quatuors* (enregistrement intégral). Quatuor Parrenin. (3 d. 30 cm. C. 30 A 29/31. *Véga.*)

CHOSTAKOVITCH. — *Concerto en la mineur pour violon et orchestre op. 99.* D. Oïstrakh et Orch. Phil. de Leningrad, dir. E. Mavrinsky. (30 cm. LD S 8186. *Chant du Monde.*)

HINDEMITH. — *Nobilissima visione.* Orch. Philharmonia, dir. Klemperer.

(Avec Brahms : *Variations sur un thème de Haydn.*) (30 cm. FCX 418. *Columbia.*)

HONEGGER. — *Le Roi David.* S. Danco, solistes, chœurs et orch. de la Suisse romande, dir. Ansermet.

(Avec Stravinsky : *L'Histoire du Soldat.*) (2 d. 30 cm. LXT 5321/2. *Decca.*)

JANACEK. — *Quatuors à cordes n^{os} 1 et 2* par le quatuor Smetana. (30 cm. LPV 298. *Supraphon.*)

JOLIVET. — *Epithalame. Suite delphique.* Ens. Voc. de la Radiodiffusion-Télévision Française, dir. du compositeur. (30 cm. FCX 639. *Columbia.*)

KATCHATURIAN. — *Gayaneh.* Orch du Théâtre de Leningrad, dir. Boris Khaikin. (30 cm. LDX S 8204. *Chant du Monde.*)

MESSIAEN. — *Œuvres pour orgue* (intégrale), le compositeur aux orgues de la Trinité. (8 d. 25 cm. 260 C 074/081. *Ducretet-Thomson.*)

MILHAUD. — *Cantate nuptiale. Chanson de Rondard. Les quatre éléments. Fontaines et sources.* Janine Micheau, orch. de la Société des Concerts du Conservatoire, dir. le compositeur. (30 cm. FCX 556. *Columbia.*)

OHANA. — *Sonatine monodique, Caprichos pour piano.* Geneviève Joy et l'auteur. Avec Dutilleux : *Sonate,* par Geneviève Joy. (30 cm. LDO 20. *Boîte à musique.*)

POULENC. — *Le Bal masqué.* P. Bernac et orch. de l'Opéra, dir. L. Frémaux. (25 cm. C 35 A 35. *Véga.*)

PROKOFIEV. — *L'Ange de feu.* Jane Rhodes et Xavier Depraz, chœurs, orch. du Théâtre national de l'Opéra, dir. Ch. Bruck. (3 d. 30 cm. C 30 A 141/3. *Véga,* 7.800 fr.)

Symphonie n° 3 op. 44. Orch. national de la R.T.F., dir. Ch. Bruck. (30 cm. FCX 535. *Columbia.*)

SAUGUET. — *Visions infernales.*

MILHAUD. — *Chants populaires hébraïques.* L. Rondeleux, au piano : Sauguet et J.C. Ambrosini. (25 cm. LD 042. *BAM.*)

STRAVINSKY et WEBERN. — *Canticum sacrum.* Giraudeau, Depraz, Orch. et chœurs dir. Craft.

Cantates op. 29 et 31. Steingruber, Depraz, ens. dir. Boulez. (30 cm. C 30 A 120. *Véga.*) (*Domaine musical.*)

VILLA-LOBOS. — *Quatuor n° 6.* Kodaly. *Quatuor n° 2, op. 10,* par le Quatuor hongrois. (30 cm. FCX 467. *Columbia.*)

D. H.

Cercando

Trovato

[*Copyright Pericle Luigi Giovanetti,* MAX PRESENTS, *The McMillan Company.*]

SERVICE-DISQUES

IL est impossible à un disquaire de laisser un client écouter dix enregistrements différents d'un même concerto, d'une même sonate, d'une même symphonie, sans embouteiller définitivement son magasin. Pourtant il est extrêmement difficile de choisir seul un enregistrement d'une œuvre en tenant seulement compte du nom des interprètes.

Faut-il préférer les « Quatre Saisons » de Vivaldi enregistré par l'orchestre Hewitt, les « Musici » ou Munchiger et l'orchestre de chambre de Stuttgart ? Oïstrakh surpasse-t-il Menuhin, Milstein et Kreisler dans l'interprétation du « Concerto pour violon » de Beethoven ? Le « Don Juan » de Mozart est-il meilleur chanté en italien ?

Existe-t-il un enregistrement de la « Messe pour le Sacre de Louis XVI » de François Giroust ?

Nous aimerions pouvoir répondre à toutes ces questions dans le cadre de cette rubrique, mais les sujets sont innombrables et la place manque. Aussi avons-nous décidé de mettre à la disposition de nos lecteurs un Service-disques qui les conseillera dans le choix de leurs enregistrements et les informera sur tous les disques existant actuellement en France.

Il leur suffira pour cela d'écrire à « L'Express », Service-disques, 91, Champs-Elysées, en précisant le nom et l'auteur de l'œuvre qui les intéresse et ce qu'il désire savoir à son sujet.

Nous précisons qu'aucune réponse ne pourra être donnée par téléphone, chaque question demandant un important travail de recherches.

LE DISCOPHILE CLUB DE FRANCE

Confirme à ses adhérents qu'en dépit des fluctuations économiques actuelles les mêmes

AVANTAGES DE TOUTE SORTE

continuent, conformément à ses engagements, à leur être consentis sur l'achat des

DISQUES DE TOUTES MARQUES, *Electrophones,* etc.

Par ailleurs la carte de Membre DCF 1958 sera gratuite pour les lecteurs de « L'Express » jusqu'au 31 mars inclus

D.C.F., 6, rue Monsieur-le-Prince - PARIS (6e) (carrefour Odéon) - DAN. 90-37

DISCOTHEQUE AUDITORIUM. 25.000 DISQUES EN STOCK

SELF SERVICE - CONSEILLERS SPECIALISES

PAN

9 h. 30 G. MILLETRE 20 h.

Premier Prix du Conservatoire

Disques - Electrophones

VOUS OFFRE

UN DISQUE MICROSILLON

17 cm. (935 francs)

DE VOTRE CHOIX

POUR TOUT ACHAT DE 5.000 FR.

(Un disque 30 cm. pour 15.000 fr.)

11, rue Jacob - DAN. 18-25

SAINT-GERMAIN-DES-PRES

ALBERT HOCHHEIMER
L'OR
FLÉAU DES PEUPLES
L'épopée de l'Or...
c'est toute l'Histoire
de l'Humanité
BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

LIVRES NEUFS, SOLDES Val. 250 à 500 fr. 50 fr.
(Surplus des meilleurs éditeurs)
Catalogue de 120 pages contenant un choix très varié en tous genres adressé c/2 timb.
LIB. FONTENEAU, EX-12, POITIERS

le nouveau roman d' ANDRÉ DHOTEL
Prix Femina 1955
Dans la Vallée du Chemin de fer
PIERRE HORAY

LE LECTEUR DE L'EXPRESS EST-IL UN HOMME CULTIVÉ ?

Chaque semaine paraissent dans *l'Express* des chroniques bien faites sur les arts, la littérature, le théâtre, le cinéma, la musique, les expositions, etc. Les lisez-vous régulièrement ? Vous contentez-vous de les parcourir ? Ou ne les lisez-vous pas du tout ?

Certains articles récents sur des questions artistiques d'actualité ont sans doute attiré votre attention sur la multiplicité des connaissances que doit posséder l'homme cultivé moderne. Gare aux lacunes qui empêchent de véritablement apprécier un spectacle, de juger un livre, de participer à une conversation intéressante, et qui vous font apparaître brusquement comme un homme d'hier, « dépassé ».

Si vous voulez mettre à jour vos connaissances, améliorer votre culture, être « au courant », « à la page », l'Institut Culturel Français a mis au point pour vous une méthode qui vous étonnera.

Claire, simple, joignant l'agréable à l'utile, elle constitue aussi pour tous ceux qui n'ont pas pu autrefois étudier autant qu'ils l'auraient voulu (et qui sentent maintenant chaque jour combien cela constitue un handicap) le moyen le plus rapide et le plus pratique d'acquérir les bases d'une culture valable et adaptée à la vie moderne. Brochure gratuite 1849 sur demande à

INSTITUT CULTUREL FRANÇAIS
6, rue Léon-Cogniet, PARIS (17e)

(Communiqué.)

ROMANS

La vallée du chemin de fer

par André Dhôtel. Ed. Pierre Horay, 254 pages, 600 francs

● *Les jeunes filles sont-elles toujours pudiques ?*

« JE ne vous raconte pas ici l'histoire d'un mari trompé et d'un amour sans issue, mais d'abord l'étrange affaire de ces soirs que nous avons tous connus et où nous ne savons pas où aller ni qui appeler... »

Il est heureux qu'André Dhôtel ne prétende pas raconter une histoire, car alors il aurait manqué son but. D'artifice en artifice, une action décousue progresse sans souci de logique, avec la soudaineté et les heurts d'un mauvais feuilleton, plein de coups de théâtre, de rencontres inattendues et de retrouvailles conventionnelles. Mais qu'importe, puisque précisément ce n'est pas cette histoire qui compte, mais l'ambiance de la vallée du chemin de fer où l'on s'égare, au crépuscule, dans les broussailles, avec un mal à l'âme croissant, tandis que l'on entend passer la vie avec un halètement de tortillard rural, ou dans un ronflement lointain de voiture sur la route... quand ce n'est pas au bruit de galop d'une amazone rousse, brusquement surgie entre les fourrés.

Poésie facile peut-être, qui exige de l'auteur le recours à tout l'attirail de sa panoplie habituelle (châteaux perdus, chevaux égarés et jeunes filles pudiques autant qu'amoureuses). Il n'en demeure pas moins un grand charme dans chacun des livres de Dhôtel — au fond du verre, pour ainsi dire; un charme dont le *procédé* n'est sans doute jamais absent, mais qui se dégage d'un style simple et prenant, plein d'enthousiasme juvénile. Et pourtant Alain-Fournier — auquel on ne peut manquer de penser constamment à propos de Dhôtel — n'a-t-il pas remarqué dans *Le Grand Meaulnes* combien le charme juvénile de Franz de Galais devenait agaçant, au bout de quelques années, alors que l'adolescent était devenu homme ?

RELIGION

Littératures chrétiennes

NAISSANCE DES LETTRES CHRÉTIENNES
L'EMPIRE ET LA CROIX

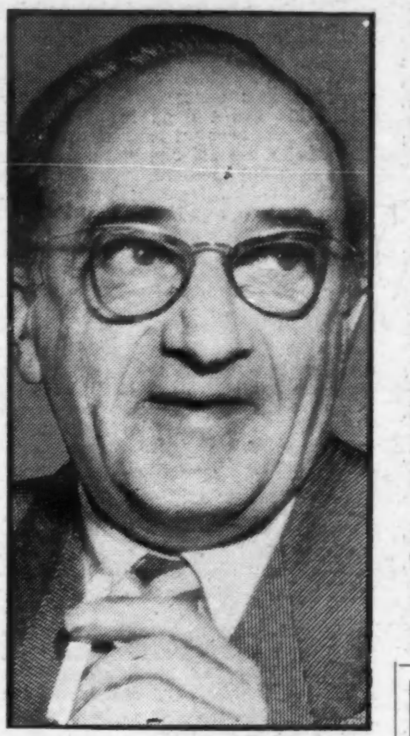
Collection dirigée par le R. P. Hamman. Edit. de Paris. 300 p., 970 fr. chaque volume.

● *Sous le signe du poisson.*

LA découverte des manuscrits de la mer Morte ne doit pas nous faire négliger les premiers textes du christianisme vivant. Elle a attiré notre attention sur le milieu juif à l'époque du Christ et nous a rendus curieux des origines du christianisme.

Cette nouvelle collection réunit un grand nombre de textes du deuxième siècle, voire de la fin du premier, qui nous font revivre l'enfance du christianisme. Nous suivons le retentissement de l'exemple chrétien et des premiers enseignements doctrinaux dans le milieu juif, nous voyons naître l'Eglise dans la synagogue qu'elle va faire éclater. Puis nous assistons aux premiers contacts entre la jeune pensée chrétienne et la pensée grecque bouillonnante dans tout le Proche-Orient depuis la conquête d'Alexandre et nous recueillons les premiers fruits de cette féconde union. Nous sommes encore loin des grandes synthèses doctrinales de saint Augustin, et même d'Origène, mais les textes qu'on nous donne ici montrent précisément ce qui les a rendues possibles. Ajoutons qu'il ne s'agit pas seulement de doctrine, mais de vie chrétienne. A travers ces pages nous voyons vivre les premières communautés et mourir les premiers martyrs.

Le P. Hamman a fait un choix judicieux. Il a généralement repris des traductions déjà publiées, parfois en les rafraîchissant un peu. Les préfaces des volumes et de courtes notices donnent l'essentiel du commentaire historique indispensable. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une collection savante comme celle des *Sources chrétiennes*, on peut regretter que l'annotation doctrinale soit extrêmement sommaire : même si l'on croit que les textes se suffisent, peut-être faudrait-il indiquer le sens et la valeur des contextes hellénistiques. Quoi qu'il en soit, la collection est excellente, et mieux que cela : utile. Elle est intelligemment illustrée et placée sous le signe du poisson, premier symbole du Christ. « J'avais Paul pour compagnon, la foi me conduisait partout, partout elle m'a servi en nourriture un poisson de source, très grand, pur, pêché par une vierge sainte... », dit une ancienne inscription funéraire.



ANDRÉ DHOTEL
Tortillard rural et amazone rousse

COLLECTIONS

Libelles

● *Le pamphlet est en voie de disparition.*

ENTRE ces vieux murs, qui avaient jadis abrité les extravagances de la sœur de Napoléon, Pauline, la maison Fasquelle, condamnée à gérer l'héritage de la Bibliothèque Charpentier, semblait promise à une mort douce. Jusqu'au jour où se mit à circuler dans ce corps épuisé un beau sang rouge vif, celui de la collection *Libelles.*

L'idée venait de François Michel, ancien rédacteur en chef de *La Parisienne.* Il la soumit au jeune Jean-Claude Fasquelle, nouveau directeur de la maison, qui l'accepta d'enthousiasme. Six mois plus tard, en mai 1956, était publié le premier ouvrage de la série et l'un des meilleurs, *Les Enfants naturels,* d'Audiberti. Ces enfants naturels eurent une belle descendance.

Qu'est-ce qu'un libelle? « *On nomme libelle,* disait Voltaire, *de petits livres d'injures; ces livres sont petits parce que les auteurs ayant peu de raisons à donner, n'écrivant pas pour instruire et voulant être lus, sont forcés d'être courts.* » De cette définition, l'équipe Fasquelle n'a voulu retenir que la brièveté et le désir d'être lu. Chaque ouvrage porte en exergue une phrase de Platon qui donne aussi une clé : « *Socrate se gratta la cuisse.* » Phrase magique. Tous les écrivains de Paris, l'ayant lue, sentirent comme Socrate qu'il était urgent de gratter la cuisse. Chacun avait une raison de crier, le thème d'une satire, un sujet de mécontentement, un mouvement d'humeur, une haine, un souvenir douloureux, une passion ou un repentir. Mais il est plus facile de se gratter la cuisse que d'écrire un libelle.

Une encre trop claire

La formule était pourtant très large. *Libelles* donnait à choisir entre le pamphlet qui libère une colère, la fiction qui permet de proposer une morale et la méditation qui donne une occasion d'étaler des dons d'écriture.

Très vite, malheureusement, la collection se vit menacée de devenir un recueil de conversations de salons ou de cafés littéraires, l'exutoire où de bons écrivains publieraient les notes, notules, appendices et marginalia qui ne peuvent trouver une place normale dans leur œuvre, les autres éditeurs hésitant à les accepter.

Dhôtel nous conte une histoire aussi charmante qu'ennuyeuse qui n'est même pas une sotie. Michel Déon, dans sa *Lettre à un jeune Rastignac,* est trop bien élevé pour dénoncer les monstres de la vie littéraire. Salvador reste Dali, et le seul pamphlétaire de l'équipe, Bernard Frank, ressasse du-

UNE INITIATIVE D'ACTUALITE CAR...
LES LIVRES SONT TROP CHERS!

En 1958 vous n'avez plus les moyens de compléter vos connaissances dans ce vaste domaine que représente la littérature française et étrangère, classique et moderne, car les livres et notamment les livres reliés, sont trop chers.

C'est ainsi que la Bibliothèque Mondiale (Editeur mais aussi Imprimeur), consciente de publier la collection la moins chère du monde, apporte une solution à ce problème et vous propose un choix d'œuvres consacrées de tous les grands auteurs d'hier et d'aujourd'hui. Ces ouvrages, d'un format constant (dans le souci de respecter l'harmonie de votre bibliothèque), conçus avec une typographie recherchée, présentés sous reliure de luxe pleine pelline ornée de fers originaux, créés par des artistes de l'Ecole de Paris, sont vendus directement, de l'Editeur au Lecteur, au prix imbattable de 250 francs le volume.

En même temps que son catalogue, la Bibliothèque Mondiale (serv.EX59) 8, rue de Berri, à Paris, vous enverra à titre de spécimen (250 pages) l'œuvre magistrale d'Oscar Wilde : « Le Portrait de Dorian Gray », offert sous une reliure originale, dont vous apprécierez la qualité. Joindre 5 timbres.

les mémoires d'un grand chirurgien
HANS KILLIAN
SOUS LE REGARD DE DIEU
1 vol. 750 frs
ROBERT LAFFONT
Voici un chirurgien qui se penche sur le cœur, l'esprit et l'âme de son malade autant que sur son corps...
20 cas bouleversants!

Le nouveau roman de
MORAVIA
LA CIOCIARA
traduit de l'italien
Sélectionné par le "Club des Éditeurs"
Flammarion

rant cent vingt pages les raisons qu'il a de détester son ancien collègue des *Temps Modernes*, Jean Cau. Jean Cau lui aussi, publie un libelle, mais consacré à un sujet plus ambitieux : *Le testament de Staline*. Les libelles de Roger Vailland et de Jean-Louis Curtis, deux livres de qualité, ne sont que de brillants divertissements littéraires. A aucun titre ils ne sentent le pamphlet.

Tout cela ne fait pas un échec ; pas une victoire, non plus. De l'éditeur et de ses auteurs, ce sont visiblement les seconds qui en portent la responsabilité. Non que fassent défaut des raisons de colère, mais peut-être manque-t-il l'encre noire et épaisse des Léon Bloy et des Bernanos.

Fidèle ou non à son titre, la collection existe. Mieux, elle est en train de se créer des tics, à défaut d'un ton. L'auteur de *Libelles* fait dans la distinction. Il est ravi que son lecteur le juge brillant. Il utilise volontiers l'imparfait du subjonctif et saupoudre son propos de quelques tournures de préférence vieillottes. Il est impertinent plus que violent, ironique plus que burlesque, insolent plus que méchant. A tout prendre un excellent garçon dont les colères ne menacent personne.

Les mots de passe

Avec les défauts de ses qualités, la collection risquait de devenir confidentielle. Le lecteur de *Libelles* est un homme au courant, un initié, et l'auteur le sait. Il l'accueille comme une vieille connaissance, multiplie les signes de connivence, les clins d'œil, les mots de passe. Mais il faut supposer que, de nos jours, la confidence se crie à haute voix. Les tirages oscillent entre 5.000 et 10.000 exemplaires, avec des pointes pour quelques auteurs. Vailland, Dali, Curtis ont été réimprimés.

Et l'avenir est prometteur. Tout ce qui compte dans la littérature française fait queue aux portes de la collection : Marcel Aymé, André Breton, Jean Genêt, Jean Paulhan, Roger Peyrefitte, Françoise Sagan et bien d'autres. Avant la fin de l'année nous aurons les libelles de François Nourissier, Pierre Boutang, Claude Bourdet et Louise de Vilmorin. Trouverons-nous un véritable pamphlet, à la mesure d'une époque où les sujets d'indignation ne manquent pas ?

REVUES

Un effort communiste

LA revue « Economie et politique » a consacré un numéro spécial à l'économie soviétique.

C'est la première fois qu'une publication communiste en France fournit un ensemble de documents variés et relativement objectifs.

Le souci apologétique n'est sans doute pas absent de ce numéro, mais un effort sérieux est fait pour présenter la réalité sans déformation systématique, en marquant les succès, mais aussi les difficultés, les erreurs et les lacunes. Le directeur de la revue, Jean Pronteau, député et membre du Comité central, définit cet effort en ces termes :

« *La société nouvelle confond ses détracteurs attardés sur leur « moulin à sottises ». Mais il arrive aussi qu'elle soit desservie par ceux qui, croyant la louer, la débitent en images d'Epinal.* »

Et Jean Pronteau poursuit son article en montrant combien la réforme industrielle engagée par Kroutchev était devenue une nécessité dans une économie qui avait connu un développement grandiose, mais dont le cloisonnement bureaucratique rendait presque impossibles les progrès ultérieurs. Il fournit à ce sujet des exemples vivants.

On trouve dans ce numéro des informations nouvelles sur la situation de l'agriculture. L'importance grandissante des sovkhozes et le développement surprenant de la production des enclos individuels en forment deux aspects en apparence contradictoires, mais en fait complémentaires ; ils signifient l'échec partiel de l'économie kolkhozienne. Il semble que les dirigeants soviétiques en aient tiré les conséquences, et qu'ils s'orientent aujourd'hui vers des formes plus souples de gestion.

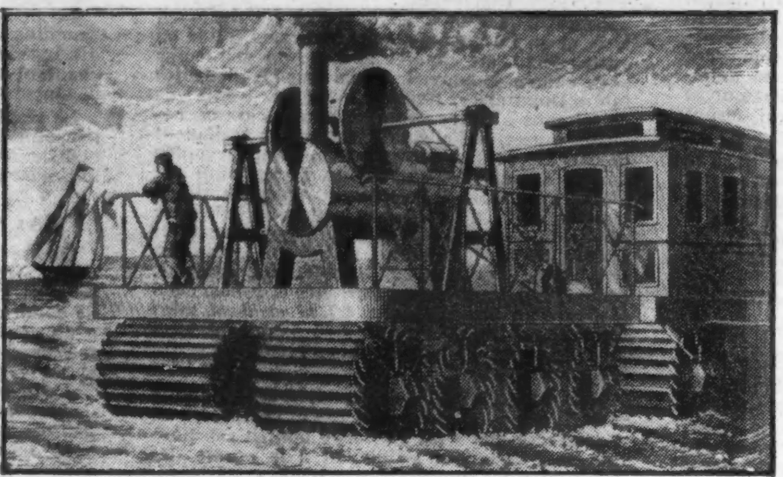
loir montrer la réalité et non la masquer.

Il s'agit d'un travail encore très insuffisant et incomplet, mais qui mérite d'être noté non seulement en raison de son intérêt économique, mais aussi pour sa signification politique.

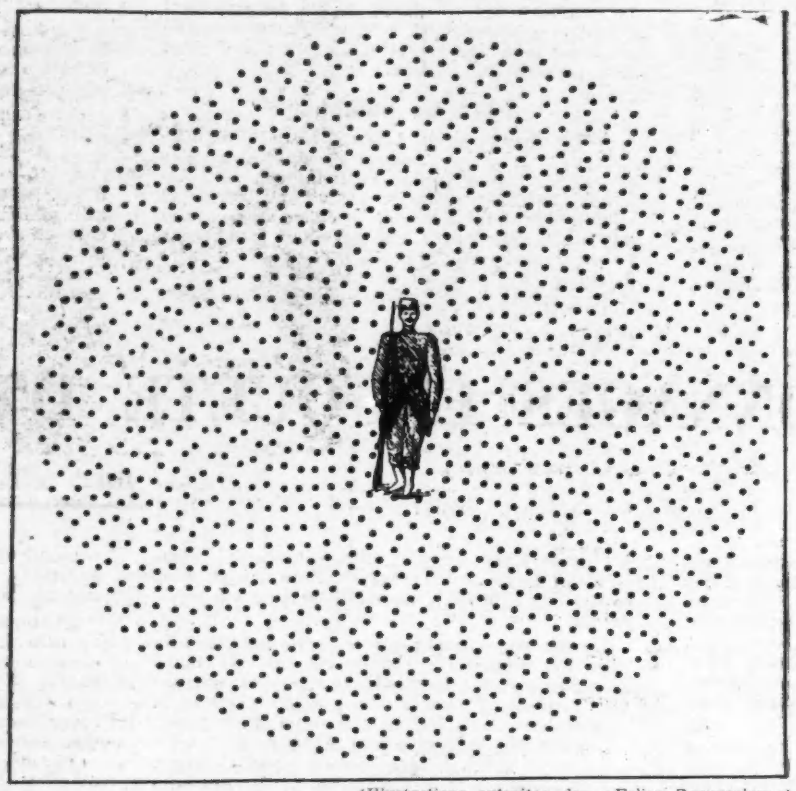
« Economie et politique » était sans doute une des rares publications du parti à offrir parfois, malgré l'orthodoxie de sa ligne, des études assez fouillées sur l'économie capitaliste. Ses articles sur le monde socialiste étaient en revanche vides et péniblement apologétiques. Il semble donc qu'il y ait un premier dégel de ce côté-là.

Dégel qui paraît revêtir une certaine importance si l'on considère la personnalité de son directeur : Jean Pronteau, député communiste, appartient au Comité central et vient d'être désigné comme l'un des six membres d'une commission chargée, sous la présidence de M. Thorez, de préparer le programme qui sera soumis au prochain congrès du parti.

On trouve également des statistiques inédites, telles que la répartition du cheptel suivant les formes de propriété, la répartition des salariés d'une grande usine par tranches de salaires et par qualification, des budgets de famille, etc. Contrairement à l'habitude, ces statistiques, comme les études qu'elles étayent, semblent vou-



LE ROULEAU COMPRESSEUR A APLATIR LES VAGUES



(Illustrations extraites des « Folies Bourgeoises »)

« IL A FALLU 1.300 BALLES POUR TUER UN SOLDAT PENDANT LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE. »

BEAUX LIVRES

Les Folies bourgeoises

par Paul Gilson. Ed. du Rocher. 122 pages. 2.700 francs.

● ***Les bourgeois ne sont pas toujours raisonnables.***

LA « belle époque » n'était pas seulement celle des grands-ducs et de leurs maîtresses un peu envahissantes, mais surtout le temps où la bourgeoisie croyait à son triomphe.

Il n'est donc guère étonnant qu'elle ait voulu aussi manifester sa prédominance dans le domaine scientifique : en fait, les progrès de la technique semblent l'avoir inspirée tout particulièrement.

Paul Gilson fait défiler devant nos yeux une quintessence de salon Lépine. Tout y est : le train individuel sur monorail, le vélo aquatique qui permet la traversée de la Manche sans se mouiller les pieds, un col anti-garrot pour se préserver d'étrangleurs éventuels.

Les illustrations d'époque permettent de réfléchir sur les aberrations mineures de nos ancêtres ; le texte à la fois ironique et amical de Paul Gilson réussit à ressusciter toute une époque.

JE, TU, IL...

● JAMES JONES, l'auteur de *Tant qu'il y aura des hommes*, un des grands succès de la littérature américaine d'après guerre, vient de publier un nouveau roman. Il est encore plus gros que son premier livre : 1.266 pages. Mais la critique américaine était sans pitié ; elle a qualifié le roman de « *somnifère le plus efficace de l'année* ». James Jones a tiré les conséquences de cet éreintement : il vient de s'installer en France pour y écrire en paix.

● DAGNIJA CIELAVA est le nom de la Françoise Sagan soviétique. Elle est d'origine lituanienne. Dans la nouvelle qu'elle vient de publier, elle raconte l'histoire de la fille d'un lauréat du Prix Staline qui accorde ses faveurs avec beaucoup de facilité au risque de choquer le puritanisme soviétique. Comble d'horreur : elle devient la maîtresse du chauffeur de son père, choix absolument contraire à la hiérarchie sociale régnant en U.R.S.S. La critique soviétique considère que son roman n'est pas assez « concret ».

● MAURICE GIRODIAS, ancien directeur des « Editions du Chêne », fils de l'éditeur qui découvrit Henry Miller il y a vingt ans, actuellement directeur d' « Olympia Press » (livres anglais édités en France), a triomphé contre la censure. L'année dernière, un « abus » du ministère de l'Intérieur, constituant un précédent de censure littéraire pure et simple, lui avait interdit de continuer la publication des œuvres, jugées scandaleuses, de Frank Harris, Vladimir Nabokov, etc. Maurice Girodias avait engagé un procès contre le gouvernement. Il vient de le gagner. Le ministère de l'Intérieur est condamné aux dépens.

● RIMBAUDELAIRIEN est un nouveau terme, créé par l'hebdomadaire américain *Time*, qui croit pouvoir résumer par ce mot l'atmosphère du film tiré de *Bonjour Tristesse*, de Françoise Sagan.

Un nouveau "Mr Smith au Sénat"! Le Parlementaire Vertueux
de RENÉ MASSON

■ Une satire de la démocratie parlementaire française auprès de quoi Leurs figures de Barrès ne sont que de tièdes cicéronades. L'auteur a d'autant plus d'efficacité qu'il est parfaitement renseigné sur la faune, les lieux, les coutumes du Palais-Bourbon. Enfin un roman qui apprend beaucoup de choses à la plupart des lecteurs.
LUCIEN REBATET (Dimanche-Matin).

■ J'ai lu le roman de René Masson avec un vif plaisir. Jamais mon attention ne s'est relâchée. J'ai admiré ses notations courtes et justes. Le personnage central, le Parlement, vit avec beaucoup d'intensité et d'authenticité.
ANDRÉ WURMSER (Les Lettres Françaises).

■ Autour de Lourmel et Fulbert, le deux héros de René Masson, se presse une foule de personnages, —d'où l'épaisseur psychologique d'un tel roman... Cette saison, peu d'ouvrages se sont présentés avec autant de force et de prestige accomplis...
PIERRE DESCAVES.

ROBERT LAFFONT

Jacques BOLLE
A propos de la coexistence :
LES SÉDUCTIONS DU COMMUNISME
Essai sur les variations de l'idéologie de la Bible à nos jours
4, rue Cassette, PARIS (6e)
MORGAN - 720 F

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LE RUDE HIVER DE MONSIEUR EHRENBOURG

par JEAN CAU

AU début du printemps, déclare à peu près M. Ilya Ehrenbourg, fondent les neiges et les glaces. Les fleuves en crue roulent vers les océans toutes les épaves de l'hiver. On patauge, on s'enrhume (car ces débuts de saison sont volontiers perfides), on enterre quelques vieillards (car ces débuts de saison leur sont volontiers fatals), mais un bourgeon qui éclate, un merle qui siffle réconcilient avec la nature, l'amour et la vie et annoncent des promesses qui seront bientôt tenues...

Connaissez-vous les dessins-pièges où dans le feuillage de l'arbre — à condition de se tordre le cou — on découvre la barbe et le képi du facteur ? Si oui, avez-vous compris, à la lecture du *Dégel* (1), qu'en mars 1953 mourut un hiver nommé Staline et avez-vous deviné, par exemple, que les frissons glacés dont il s'agit sont ceux que le N.K.V.D. faisait passer dans le dos de M. Ehrenbourg ?

Le Sacre du Printemps

On pourrait continuer ce jeu ehrenbourgien : le 23 juin de la même année, la liquidation de Beria vit s'épanouir l'été sur la plaine russe. Celle-ci fut ensuite secouée par le tremblement de terre du rapport Kroutchev. Des vents glacés venus de Pologne et de Hongrie menacèrent les nids et les jeunes poussés. Heureusement un nouveau printemps nommé Spoutnik fut annoncé par les météorologues...

Au fait, que fit Ehrenbourg pendant ce rude hiver ? Il rafla des moissons de prix (*Staline* entre autres), il fut feuilletoniste à « La Pravda », il publia de nombreux livres et articles, il vit s'éclaircir sans poser de questions les rangs de ses collègues juifs ou non-juifs, il vit bien d'autres choses encore. Comme Sieyès pendant la Révolution française, « il vécut ». Frileux, lorsqu'il grelottait un peu trop, il venait à Paris se promener le long des quais de la Seine et admirer quelque chèvre de Picasso.

(1) Ilya Ehrenbourg : « Le Dégel » (Gallimard). 352 pages, 950 francs.

« *Est-ce qu'il fait froid à Moscou ?* », lui demandait-on.

« *Il y règne, croyez-m'en, un temps merveilleux* », répondait-il précipitamment.

Jusqu'au jour où l'hiver Staline fut porté en terre et où Ehrenbourg, enrhumé mais solide au poste, décida de chanter le sacre du printemps et de couper la nouvelle herbe sous les pieds des futurs Doudintsev. Rusé, entraîné par trente ans de frissons à filtrer sa voix à travers un cache-nez et à user de l'allégorie comme un trafiquant de cocaïne dont la correspondance est surveillée par la brigade des stupéfiants, Ehrenbourg eut un coup de génie. Il écrirait un roman qui débuterait à la fin de l'hiver et se terminerait avec l'éclosion des premiers lilas. La ruse consisterait à ne point parler Staline, stalinisme, complots, assassinats, révocations, liquidations, racisme, camps de concentration, horreurs et folies, mais à dire d'un ton pénétré : « *L'hiver dont nous sommes en train de sortir* » et à jouer à fond de l'allégorie, de la métaphore et de l'image à double sens.

Habitué à ce genre de traductions, le public soviétique ne s'y tromperait pas et comprendrait à demi-mot que « *les glaçons* » dont il est question sont ceux qui s'effilaient à la pointe des moustaches de Staline et que l'amour porté autrefois par la malheureuse Léna à l'ignoble Jouravlev (un furieux de la productivité aux dépens de l'amélioration du niveau de vie des ouvriers) n'était que le reflet du respect terrifié accordé par toute la société soviétique à un autre furieux mais semi-divin : Staline.

Fête au kolkhoze

Le printemps venu, Léna divorce et épouse l'excellent ingénieur Sokolovski dont Jouravlev avant d'être muté, voulait avoir la peau. Le printemps venu, Sonia, qui se méfiait de l'amour et voulait autrefois se barder le cœur « *de cercles de fer* », épouse l'excellent ingénieur Savchenko. Le printemps venu, l'excellent et pauvre peintre Sabourov, qui peignait des arbres, des pommes et le portrait de sa femme, exposera ses toiles et verra son œuvre enfin reconnue alors que celle de Volodia, l'exécrable et célèbre auteur de *Feu au camp des pionniers* et de *Fête au kolkhoze*, subira le feu des critiques.

Le printemps venu, la société soviétique — du moins son « *aristocratie industrielle* », comme dit ingénument la prière d'insérer — sort en chantant d'un mystérieux hiver, si rude et qui fit tant de victimes, qu'on ose à peine en parler.

Le résultat, et qui navre, c'est qu'aucune des marionnettes de ce roman allégorico-réaliste socialiste n'émeut. Si, une et qui étrangement a *une voix* : le peintre Volodia.

Des savants et des balayeurs

Sa vie est brisée et sa carrière. Adieu panneaux, fresques et portraits de dirigeants ! Il peindra des melons et des groseilles pour pots de confiture. Envie-t-il Sabourov ? Oui : celui-ci a du génie. Non : il faut *quand même* être un fou pour peindre éternellement son épouse — si laide par-dessus le marché. Donc, plus de Volodia et pas encore de Sabourov : « *Il faut des savants et les balayeurs, mon vieux Volodia, habitue-toi à cette idée !* » se murmure-t-il. Et encore : « *C'est moi qui suis coupable de courir à l'assiette au beurre. J'ai désappris à travailler et même à sentir... Au fond, je n'ai rien dans le ventre. J'ai longtemps essayé de casser la noix ; un beau jour, je l'ai trouvée vide.* »

Conclusion : « *Maintenant, le printemps est là et il me déprime. J'en ai assez de parcourir la ville ! Elle est longue et étroite, comme la vie ! Je vais rentrer, rien d'autre à faire.* »

Cette voix, il se pourrait bien qu'elle fût, lorsqu'il ôtait son écharpe et se parlait à lui-même, dans le secret de sa datcha, celle du « grand écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg ». Aujourd'hui, il contemple diplômes, prix et couronnes accrochés au mur. Fallait-il donc sacrifier tout cela et s'appeler Pasternak ? Bien que l'hiver ait été si rude et si long, ah ! comme il était agréable, certains jours, de patiner sur la glace !...

SIX PERSONNAGES EN QUÊTE D'UN HÉROS

par BERNARD PINGAUD

SEIZE ans après sa mort, Virginia Woolf revient parmi nous. L'an dernier, Monique Nathan lui consacrait un essai orné d'une précieuse illustration. Voici que l'on réédite maintenant son roman le plus significatif, *Les Vagues* (1), qui avait disparu des librairies depuis longtemps. Peu d'œuvres sont aussi insaisissables, parce que témoignent d'une ambition aussi haute.

Comme Proust, Virginia Woolf est hantée par le sentiment de l'inexistence. Nous vivons, mais qu'est-ce que la vie ? Une poussière de moments qui ne se raccordent pas les uns aux autres. Le temps, le moi sont des chimères. Il n'y a pas un, mais des milliers de moi, tous autonomes, qui surgissent avec les sensations immédiates. Et cependant ces sensations touchent le même individu. Qu'est-ce donc qu'un individu ? « *Je commence à me demander si ça existe, l'histoire de quelqu'un* », dit un des personnages des *Vagues*.

L'œuvre entière de Virginia Woolf est issue de cette question.

Le cadavre de l'homme complet

« *La vie est un halo lumineux, une enveloppe à demi transparente où nous sommes enfermés depuis la naissance de notre conscience jusqu'à la mort. La tâche du romancier ne consiste-t-elle pas à exprimer cet esprit changeant, inconnu et non délimité, quelles que soient les aberrations et les complexités qu'il puisse présenter, en y ajoutant aussi peu de faits étrangers et extérieurs qu'il sera possible ?* » Dans cette profession de foi, les mots essentiels sont : « *inconnu et non délimité* ». Plus encore qu'une méditation sur la désagrégation du temps, le roman tel que le conçoit Virginia Woolf est une méditation sur la dimension des êtres, la recherche d'une « *impossible unité* ».

Au départ, on trouve un corps qui naît, vit et meurt. Les différents épisodes des *Vagues* sont ainsi séparés symboliquement par des interludes descriptifs qui évoquent la course du soleil de l'aube au crépuscule. Toute vie est faite à l'image d'une journée. Elle a une unité négative qui tient au vieillissement du corps dans lequel elle s'incarne. Ce vieillissement est séparation.

Les six personnages qui parlent à tour de rôle dans *Les Vagues* (le roman est fait de leurs monologues), quasi-indistincts au début, se trouvent finalement séparés par la diversité de leurs expériences. Mais la séparation ne les enrichit pas : elle révèle plutôt leur échec.

Lorsque Bernard, dont le monologue récapitulatif occupe tout le dernier épisode, essaie de résumer, de « retrouver » le passé, il n'a devant les yeux que « *le cadavre de l'être humain complet* » qu'il n'a pas réussi à être.

L'art n'est pas une façon de récupérer une vie faite de moment isolés — et ici Virginia Woolf se sépare de Proust. Il peut tout au plus distraire l'être humain de son inexistence en lui donnant le spectacle d'une œuvre qui n'est cohérente que parce qu'elle est abstraite.

L'art véritable consisterait à vivre pleinement, à être un *héros*. Aussi la figure centrale des *Vagues* est-elle celle de Perceval, qui ne prend jamais la parole et devant lequel les six personnages s'arrêtent comme fascinés.

Perceval est « *conventionnel parce que c'est un héros* ». On ne sait pas s'il faut y croire ; on sait seulement qu'il faut y rêver. Mais Perceval meurt, et parce qu'il est mort, devient enfin réel. Cette mort est l'énigme à laquelle tour à tour chacun de ses amis vient achopper. La vie se heurte à la mort comme les vagues échouent sur le rivage. Bernard la croyait « bonne », il avait fini par penser que « *le simple fait d'être en vie* » était une « volupté ». Cet échec incompréhensible remet tout en question.

Un mouvement pur

Cependant, les jours passent, un mardi succède à un lundi. Bonne ou mauvaise, la vie est tenace. Les vagues se succèdent avec une inlassable patience ; au moment où l'existence paraît perdue, on repart comme si elle était encore possible. Le creux de la vague est solitude ; mais lorsqu'elle déferle, rien ne lui résiste.

L'unité insaisissable est ce mouvement commun qui à travers les renoncements, les séparations, brasse tous les êtres et suscite entre eux une solidarité diffuse et puissante.

Le roman de Virginia Woolf s'achève ainsi sur un acte de foi désespéré dans la vie. « *Quelque chose s'éveille... La marée monte. La vague se gonfle, elle se recourbe. Une fois de plus, je sens renaître en moi un nouveau désir... Invaincu et incapable de demander grâce, c'est contre toi que je m'élance, ô mort !* »

Les Vagues est un roman lyrique. A l'inverse des romanciers qui visent à saisir un monde, à le fixer en le constituant, Virginia Woolf inaugure dans ce livre une littérature du mouvement pur.

Délire verbal

L'événement s'efface au profit des images ; tout ce qui est objet (les choses à quoi l'on se heurte, les minutes accumulées dans les tiroirs du souvenir), tout ce qui arrête l'individu, le fige dans son geste, le sépare, est balayé par le courant mystérieux qui le pousse vers un destin commun.

Aussi le monologue intérieur ne sert-il pas ici à inventorier le contenu d'une conscience fermée sur elle-même. Il sert au contraire à l'ouvrir, il lui permet de s'inventer, de se voir comme elle devrait être et comme elle est finalement, c'est-à-dire un mouvement continu de possibilités et non pas un registre où s'inscrivent les expériences et les souvenirs.

Le danger d'une telle littérature est évidemment qu'elle risque à chaque instant de sombrer dans le délire verbal. Virginia Woolf y succombe quelquefois, rarement, parce qu'elle a le sens de l'humour et un merveilleux don de sympathie pour les êtres et les choses. Il ne faut donc pas se laisser rebuter par le lyrisme échevelé des *Vagues*.

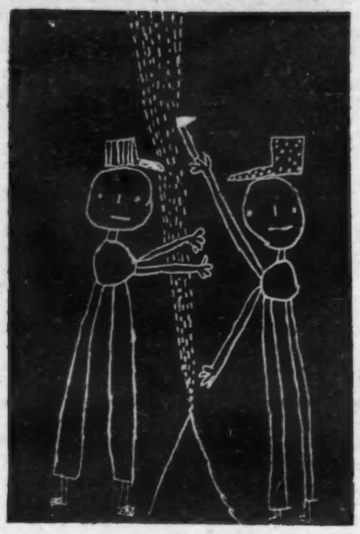
En lisant ce roman attentivement, on découvrira vite que sans recourir aux « personnages » et à l' « histoire », ignorant systématiquement les séductions du décor et de l'anecdote, Virginia Woolf a réussi à composer une œuvre qui n'est pas seulement originale, mais humaine et vraie.

(1) « Les Vagues », par Virginia Woolf. Ed. Plon, 320 pages, 960 francs.

LA VIE DES PAPAS

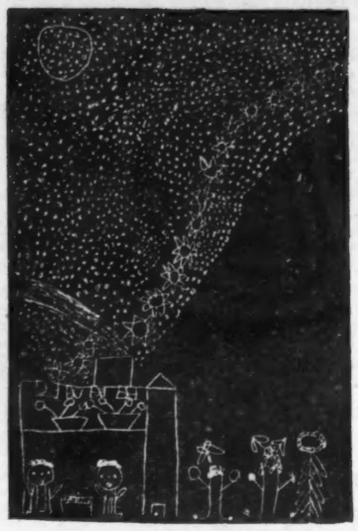
CES dessins ont été réalisés à l'Ecole Maternelle du Stade, à Maubeuge (Nord). Les enfants qui les ont conçus travaillent selon les méthodes d'éducation active préconisées et mises au point en France par Célestin Freinet (qui fut le premier à tenter, en 1935, à Vence, une expérience d'école nouvelle primaire en milieu populaire). La méthode consiste à laisser à l'enfant l'initiative de son travail, pour lui en donner le goût et la responsabilité. Elle a donné d'excellents résultats, et chaque année, à cette époque de l'année, M. Freinet édite des dessins réalisés par ses élèves. Nous en avons publié quelques-uns l'année dernière (« L'Express » n° 295). Ceux que nous reproduisons ici nous ont semblé encore plus étonnants par ce qu'ils traduisent de réalisme quotidien. Voici « La Vie des Papas » de Maubeuge, vue par leur progéniture.

Pour aller à l'usine, nos papas prennent leur vélo, leur moto, leur mobylette...

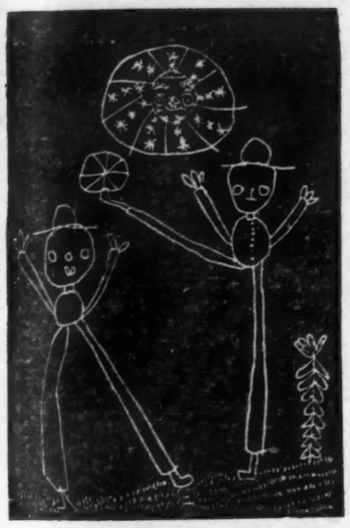


Dans les usines, les papas fabriquent de la fonte, du fer...

...Qui saute en faisant des étincelles ...et quelquefois les papas sont blessés.



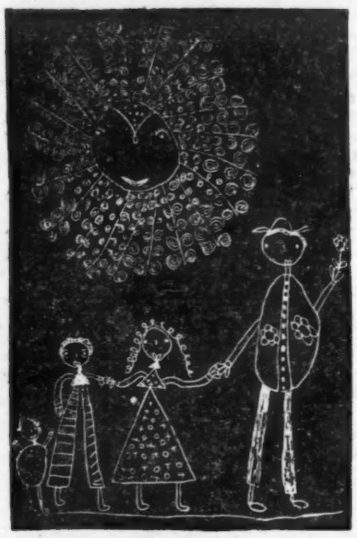
Le soir, les usines lancent au ciel un million d'étoiles : c'est le feu d'artifice des usines



Le dimanche, les papas vont au football.

Ils travaillent dans leur jardin.

Ou bien ils aident les mamans ou ils lavent l'auto ou encore ils vont à la pêche.



Mais souvent, ils se promènent avec leurs petits enfants .

MACHINES

Vite amortie

IL y a actuellement en France environ 160.000 machines à tricoter familiales en service. Inventée, paraît-il, vers 1549 par un pasteur anglais, père de famille nombreuse, sa mise au point ne date que de 1936-37 (machines industrielles ou artisanales) et elle n'a véritablement été lancée sur le marché français qu'en 1947.

Les adeptes de la machine à tricoter sont de plus en plus nombreux et son essor a fait remonter en flèche les courbes de vente de la laine à tricoter, menacée par l'apparition, pour les enfants surtout, des « petits pull-overs pas chers ». Mais ce fameux petit tricot-machine ne peut pas se détricoter quand l'enfant grandit ou si de fréquents lavages ont fait se rétrécir la laine.

La machine à tricoter, elle, travaille « comme à la main », et la laine peut être remployée. Donc, économie de matière première *et surtout* économie de temps : il faut en moyenne une heure trente pour confectionner un pull-over de femme !

La « tricoteuse »

Le tricot obtenu avec une machine à tricoter imite parfaitement l'ouvrage fait à la main. Un fabricant nous a confié que beaucoup de modèles photographiés dans les catalogues spécialisés et destinés aux « tricoteuses-main » étaient en réalité exécutés à la machine !

Aucune étude de marché n'a encore été faite sur les machines à tricoter mais les fabricants ont constaté que :

● On tricote peu dans le Midi, mais beaucoup dans le Nord, l'Est et la région parisienne.

● La clientèle rurale fait l'acquisition de la machine à l'occasion des foires... et après les moissons ; les citadines, à la rentrée.

● 10 % du marché sont détenus par des artisanes qui tricotent à façon.

Diverses associations opèrent un roulement d'appareils ménagers (machines à laver, machines à coudre, machines à tricoter) afin que plusieurs familles puissent en profiter ; la Caisse d'Allocations familiales de la Seine, notamment, possède 250 machines « Passap » destinées uniquement à Paris et à sa banlieue.

Mais la propriétaire-type d'une machine à tricoter a une trentaine d'années, deux enfants, elle ne travaille pas au dehors, et son mari est ouvrier spécialisé...

Il existe de nombreux modèles de machines à tricoter familiales, toutes sont actionnées à la main.

Electrifiées, elles seraient en effet d'un maniement trop complexe : augmentations et diminutions nécessitent des arrêts fréquents.

Leurs systèmes sont variables, mais elles ont en commun leurs pièces maîtresses :

● FONTURE : rangée d'aiguilles.

● SUPPORT : bakélite, acier, matières plastiques.

● CHARIOT ou traineau qui entraine la laine et tricote un rang à chacun de ses passages.

● BOUTON DE RÉGLAGE : dont la graduation correspond aux « numéros » des aiguilles à tricoter à la main. Il commande la diversité de la grosseur des mailles (selon la laine employée) en faisant varier les intervalles com-

→

JEAN LEFEBURE
le spécialiste du
SHETLAND
Robes, Ensembles, Deux Pièces
en vingt-quatre coloris
22.500, 25.000 et 32.500 fr.
9, rue du Cirque (8e) - BAL. 84-80

Quilichini
CHAUSSURES
SOLDES ANNUELS
Fins de séries - Depuis 1.995 francs
84, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

LINGE D'USAGE · LINGE DE QUALITÉ
La Belle Lingère
95, AVENUE KLÉBER PARIS 16e
Ouvert tous les jours, sauf le dimanche
★
BLANC

Oui Madame... c'est pratique

LUXUEUX DÉCORATIF
CRÉE PAR Everwear Candlewick
LE FAMEUX
COUVRE LIT CANDLEWICK
LAVABLE
LE LIT NATIONAL
2, Place du Trocadéro - PARIS
PARIS CONFORT
5, Rue Lafayette - PARIS

pris entre les aiguilles d'acier de la fonture.

Qualités requises pour une bonne machine à tricoter :

- Prix abordable.
- Simplicité de maniement.
- Solidité.
- Légèreté.
- Facilité d'entretien.
- Encombrement minimum.

Signalons que toutes les maisons comprennent dans le prix de leur machine plusieurs séances d'apprentissage. Une « élève tricoteuse » a plus de facilités si elle sait conduire (notions — même vagues — de mécanique) et, bien entendu, si elle sait déjà tricoter à la main.

Trois séances d'une heure sont en général suffisantes pour apprendre les points indispensables : jersey, côtes, jacquard. Mais il arrive évidemment que le « sujet » soit peu doué. Les fabricants ne se découragent pas et proposent alors des « cours supplémentaires ». Erka a même offert à certaines de ces néophytes récalcitrantes et parisiennes un abonnement de métro pour les obliger à revenir parfaire leur éducation !

Trois types

Madame Express a choisi trois marques dont voici les principales caractéristiques :

● ERKA : machine française. Poids: 16 kg.
Double fonture.
Prix : 45.000 francs.
Livrée avec 200 aiguilles.
Chariot jacquard.
Table de travail métal démontable.
L'ouvrage est maintenu par des tendeurs à poids et tombe verticalement entre les deux fontures.
Garantie cinq ans. Facilités de paiement.

● KNITTAX, d'origine allemande.
Prix : simple fonture, 35.000 fr. ; double fonture (indispensable pour faire les côtes), 50.800 fr.
Poids : 7 kg.
Encombrement minime. Se pose où l'on veut.
Pas de tendeurs à poids, chaque maille est accrochée par un système de platines (petits crochets).

● PASSAP, fabriquée en Suisse, montée en France.
Poids : 11 kg.
Simple fonture d'acier à laquelle on adjoint un accessoire vertical pour tricoter les côtes.
Pas de tendeurs à poids.
Quatre positions de travail, table démontable.
Prix : machine simple, 39.500 fr.
Accessoires pour côtes : 22.700 fr.
Garantie cinq ans.

La sélection de Madame Express n'est pas limitative. Il existe beaucoup d'autres marques de machines à tricoter. Elles ont leurs avantages, leurs petits défauts. Mais toutes ont des qualités primordiales pour une mère de famille : elles tricotent vite « comme à la main », et si elles sont employées souvent, la dépense occasionnée par leur achat s'amortit très rapidement.

A qualité de laine égale, une économie de 1.500 francs environ est réalisée sur un pull d'enfant de cinq à dix ans, et une économie de 2.000 à 3.000 francs sur un chandail d'adultes si on le tricote soi-même au lieu de l'acheter tout fait. Si l'on compte qu'un enfant use environ cinq tricots par an, et un adulte trois, la machine représente, dans une famille de quatre personnes, une économie nette de : 10 × 1.500 + 6 × 2.000 = 27.000 francs par an. Elle serait par conséquent amortie en un an pour une famille plus nombreuse, sans tenir compte de la possibilité offerte de réaliser sous-vêtements, chaussettes, tricots d'été en coton, etc.

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :

● ***Adjoint*** une étalagiste à son service décoration. Comme les décoratrices qui font déjà partie de l'équipe de Madame Express, elle donnera des consultations et des conseils. Le tarif est le même : 6.000 fr. pour les lecteurs non abonnés et 3.000 fr. pour les lecteurs abonnés, « L'Express » assurant le complément de leur rémunération. Il suffit pour obtenir une consultation, soit d'une étalagiste, soit d'une décoratrice, d'écrire au « Service Express », 91, Champs-Elysées, Paris.

● ***Amélioré*** une salade de pommes de terre en la rendant plus onctueuse par un petit truc bien simple : il suffit de verser sur les pommes de terre encore chaudes, mais coupées, un grand verre de cuisine contenant un mélange en parties égales de vin blanc et d'eau tiède, cela cinq minutes avant d'assaisonner la salade à l'huile et au vinaigre.

● ***Apprécié*** la netteté et la clarté du « Petit guide du logement » édité par les Editions Sociales Françaises, ayant eu à l'utiliser pour son usage personnel en vue d'un échange d'appartement.

Tous les renseignements concernant l'aide à la construction, les formalités, les pièces à fournir, les droits et devoirs des propriétaires et des locataires, etc., sont contenus dans ce fascicule simple et bien fait. (390 fr., en vente 17, rue Viète, Paris-17e.)

● ***Appris*** en bavardant avec son coiffeur que la brillantine liquide vaporisée sur les cheveux ondulant naturellement a un effet « frisottant ». En revanche, la brillantine en crème conserve l'ondulation bien lisse comme le veut la mode cette année.

● ***Découvert,*** pour les femmes que le contact de la laine avec la peau indispose, ou pour les frileuses, un dessous de blouse en jersey de nylon Hélanca. Il existe dans tous les coloris assortis aux collants de même matière. A manches courtes : 2.200 fr. ; à manches longues : 3.000 francs. (Création Magasin, 8, rue Royale.)

● ***Dégusté*** un nouveau potage en sachet : le « Potage Bourguignon », de Knoor. Enrichi d'une cuillerée à soupe de crème fraîche, ce plat d'hiver préparé en cinq minutes est délicieux.

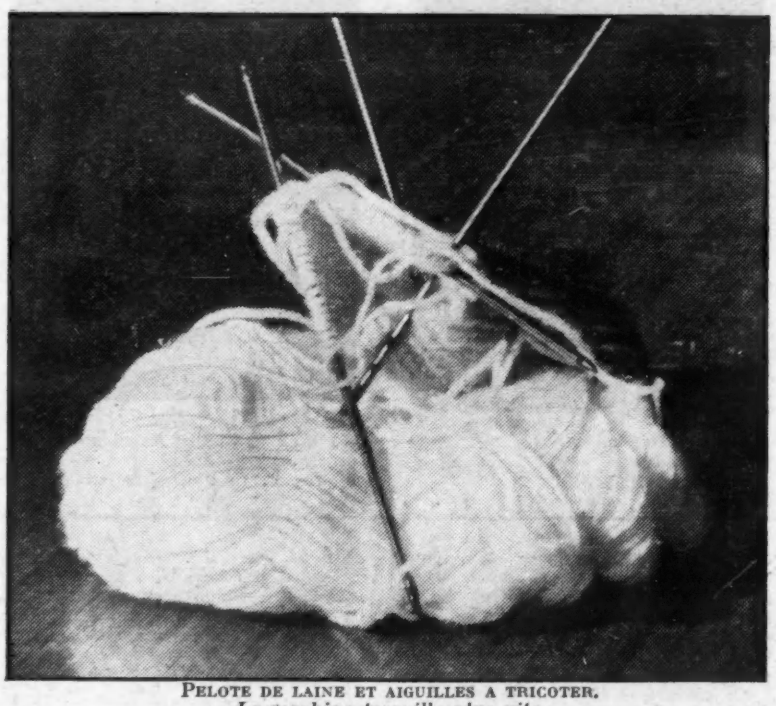
● ***Evité*** de gâcher du fond de teint liquide grâce au bouchon-doseur imaginé par Elizabeth Arden pour sa base fluide « Veiled Radiance ». Le bouchon contient en effet la dose nécessaire à chaque maquillage. Heureusement d'ailleurs. La bouteille de « Veiled Radiance » coûte le prix hallucinant de... 2.200 fr.

● ***Frotté*** des pièces d'argenterie avec un nouveau tampon imprégné aux silicones, d'une utilisation facile et simple. Il suffit de détacher un petit morceau du coton contenu dans la boîte, de frotter l'objet à nettoyer, puis de faire reluire avec un chiffon bien sec. Le brillant est durable. (Silico-Chrome, 225 fr., rayons produits d'entretien de tous les Grands Magasins.)

TRAVAIL

Le travail à « mi-temps » doit gagner

LE travail à mi-temps a fait l'objet d'un important rapport aux récentes Journées de la Santé Mentale. Psychologues, médecins, sociologues se sont penchés sur ce problème. En conclusion, ils souhaiteraient voir sa pratique se développer en France.



PELOTE DE LAINE ET AIGUILLES A TRICOTER.
La machine travaille plus vite.

Le travail à temps complet (40 à 48 heures en moyenne) est souvent trop lourd pour toute une série d'individus, et entraîne un surmenage chronique. La fatigue et la tension risquent de créer chez eux d'importants troubles nerveux.

Tout ou rien

C'est le cas d'un grand nombre de femmes, partagées entre leurs responsabilités professionnelles et leurs responsabilités familiales.

La fréquence des troubles nerveux observés chez les travailleurs est plus grande chez les femmes que chez les hommes : 13 % de névroses invalidantes contre 9 %, 23 % de troubles névrotiques mineurs contre 19 %.

D'autre part, l'inhumaine « loi du tout ou rien » qui régit actuellement le marché du travail, écarte de toute activité professionnelle bien des femmes qui aimeraient avoir une activité à l'extérieur mais sont effrayées (souvent à juste titre) par l'ampleur de la tâche (aux 20 heures de ménage, s'ajoutent les 44 heures de travail et les heures de transport).

Sur le plan national également, la généralisation du travail à mi-temps semble nécessaire à l'heure où l'on prévoit pour 1960-61 un déficit de 350.000 travailleurs.

De nombreux pays ont adopté le travail à temps partiel : Etats-Unis qui utilisent le cinquième de la population féminine active à mi-temps, Canada, Grande-Bretagne où plus de 750.000 femmes travaillent entre 20 et 24 heures par semaine.

Les obstacles

En France, trois obstacles essentiels freinent actuellement le développement du travail partiel :

1) PSYCHOLOGIQUEMENT : le travail à temps partiel serait dévalorisant pour le travailleur qui en bénéficie et l'empêcherait éventuellement par la suite de trouver un emploi à temps complet. Ce handicap serait facilement évité si l'on précisait que la réduction d'horaires n'est pas un droit, une faveur, mais seulement une commodité.

De même du point de vue de l'employeur, les complications dans le service qu'il redoute seraient largement compensées par une diminution de l'absentéisme et l'augmentation du rendement.

2) TECHNIQUEMENT : le problème se pose de savoir si des machines coûteuses pourront être amorties à temps partiel. Mais dans toutes les entreprises qui travaillent à 2×8 ou 3×8 (deux ou trois équipes d'ouvriers se relayant aux machines toutes les huit heures), le problème de plusieurs personnes travaillant sur un même matériel est résolu favorablement.

3) LÉGALEMENT : la législation sociale actuelle ne prévoit aucun régime spécial pour le travail à temps partiel. Il s'agit là de l'obstacle le plus important, l'employeur de deux personnes à mi-temps étant pénalisé financièrement (augmentation des cotisations de Sécurité Sociale et d'accidents), par rapport à l'employeur d'une personne employant des salariés à temps complet.

« Ateliers d'immeubles »

Mais ces obstacles ne devraient pas être insurmontables, face à l'importance de l'enjeu. Le travail à mi-temps permettrait d'offrir à certaines femmes mariées et mères de famille une autre perspective que celle de l'abandon du foyer, du renoncement à la vie professionnelle ou du surmenage.

Le travail à mi-temps est un problème important de la société moderne qui commence à préoccuper tous ceux qui travaillent pour l'avenir. Un exemple : Baticop veut mettre au point dans les constructions nouvelles des « ateliers d'immeubles » qui fonctionneraient à mi-temps, ateliers de montage par exemple, et où les femmes pourraient travailler deux fois deux heures par jour.

RECETTE

Le pilaf à la moelle

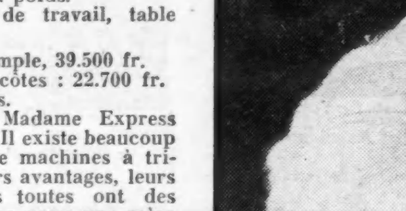
(Pour quatre personnes)

- 300 *g de riz.*
- *Un cube bouillon Liebig.*
- 50 *g de beurre.*
- 100 *g de moelle de bœuf (très fraîche).*
- *Un œuf.*
- 50 *g de parmesan râpé.*

● Faire fondre le beurre dans une cocotte, et y ajouter la moelle préalablement passée au tamis ● Laver le riz, bien l'éponger, et l'ajouter dans la cocotte ● Remuer, et attendre que le riz ait absorbé toute la graisse et la moelle (les grains doivent avoir un aspect transparent) ● Faire un bouillon avec le concentré Liebig et mouiller le riz avec ce bouillon (une fois et demie le volume du riz en liquide) ● Faire cuire à très faible ébullition jusqu'à absorption complète du liquide ● Ajouter au riz un jaune d'œuf ● Retirer la casserole du feu et incorporer le parmesan râpé en utilisant une fourchette pour ne pas briser les grains de riz en faisant le mélange. (Si le plat doit attendre, le mettre dans un four extrêmement doux.)

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



L'EXPRESS

DIRECTION : Françoise Giroud, J.-J. Servan-Schreiber

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Philippe Grumbach

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre Viansson-Ponté, Jean Daniel

INFORMATIONS : Sylvain Zegel

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre Vivet

LETTRES : François Erval

PAGES AU FEMININ : Christiane Coblence

SECRET. DE REDACTION : Robert Namia.

REDACTION :

Michel Bosquet, J.-F. Chebrun, Djenane Chappat, Sophie Daniélou, André Diebold, Jean Ferniot, Léone Georges-Picot, André Gobert, Danielle Heymann, Claude Krief, Serge Lafaurie, Sylvie Leblanc, Thomas Lenoir, Maurice Leroux, Florence Malraux, Michèle Manceaux, Evelyne Reyre, Anne-Marie de Vilaine.

(Suite de la page 2)

Amrouche, pas excessif

Loin d'être excessif, M. Amrouche a exprimé avec force et courage ce que la plupart des intellectuels et des jeunes pensent et sentent à propos de l'Algérie et il dit avec clarté des vérités qu'entrevoit confusément peut-être, mais réellement, tout un peuple meurtri qui avait placé son espoir dans un sursaut salutaire de la France métropolitaine, mais maintenant irrémédiablement déçu.

Si — comme l'écrit « Le Monde » — c'est le « réquisitoire violent d'un amour déçu », le cas de M. Jean Amrouche n'est pas un cas isolé. C'est celui de millions d'Algériens qui ont aimé, souffert, espéré...

Essam Ould Elkhir.

Les dollars d'Air France

Dans une émission de la radio, un représentant d'Air France a dit que l'Amérique avait une telle confiance en cette compagnie qu'elle lui avait fait un prêt de plusieurs millions de dollars.

Or, dans un journal, je lis que l'Amérique a en effet prêté à Air France une pareille somme à 5 1/2 %, mais à la condition que cette compagnie emploie cet argent pour lui acheter des avions.

Si cela est vrai, cette émission constitue un modèle de bourrage de crâne, car dans l'état de crise économique dans laquelle se trouve l'Amérique, ce prêt n'a plus le même caractère. Est-ce vrai ?

L. Sim,
Paris.

[*La compagnie « Air France » a en effet récemment négocié aux Etats-Unis un prêt de 78 millions de dollars (environ 33 milliards de francs).*

Le montant de ce prêt est bien affecté à l'achat d'avions de construction américaine (Sté Boeing).

Ce prêt, couvert par la garantie de l'Etat français, est financé en grande partie par l'Export-Import Bank et pour le reste par les banques privées américaines.

Une opération de ce genre ne s'effectue qu'après un examen minutieux du dossier de l'emprunteur. Le fait que l'Export-Import Bank ait accordé à « Air France » un prêt aussi considérable dans de bonnes conditions témoigne de la confiance faite à la situation financière et à la gestion de cette entreprise.]

Europe n° 1 s'explique

Pourquoi après avoir fait une enquête complète sur la question ai-je décidé de lancer [par le truchement d'Europe n° 1] un appel pour la création d'un nouveau centre de chirurgie cardiaque à Broussais par les soins de l'Assistance publique, et non au profit de Marie-Lannelongue ? Les raisons sont très simples et très claires :

1) Marie-Lannelongue ne peut pas être agrandi (et ce fut sans doute une erreur fort coûteuse que de ne pas prévoir l'avenir).

2) Il faut pour faire un véritable et efficace « Institut » de cardiologie groupant l'étude, le diagnostic, la médecine, la banque du sang et la chirurgie, un grand terrain, 140 lits et probablement un milliard.

Il faut donc faire neuf et, enfin, voir grand (c'est faute d'avoir cette vision que notre pays rapetisse).

3) Or l'Assistance publique a le terrain — à Broussais — suffisamment de crédits si elle le veut pour équiper et exploter, dès l'instant que nous amenons déjà 200 millions et d'autres possibilités sur lesquelles vous me permettrez pour l'instant de garder le secret.

4) D'autre part, le Centre national de la recherche scientifique qui est déjà installé sur une partie du terrain de Broussais, y construira un laboratoire. Les deux chaires de cardiologie médicale et chirurgicale de la Faculté de Médecine sont à Broussais.

Il y avait donc là LA solution, solution miraculeuse car tant de conjonctions rapides et un tel résultat ne laissent pas d'être étonnants !

J'ajoute un élément psychologique qui n'a été pour rien dans le choix, mais que je vous demande de peser :

J'ai pu galvaniser la France en deux jours en lui créant *un but.*

Louis Merlin,
Directeur d'Europe n° 1.

Le cinéma en danger

Pourquoi « L'Express » qui aime à défendre les bonnes causes ne s'intéresserait-il pas à celle du cinéma français ? Il est actuellement en grand danger, d'après ce que j'entends dire dans mon entourage (jeunes réalisateurs). La plupart des metteurs en scène à leurs débuts et beaucoup de producteurs dépendent des distributeurs de province et de la vente à l'étranger, en Allemagne surtout. Cela signifie qu'une histoire doit plaire d'abord et avant tout à quelques commerçants n'ayant aucun sens artistique mais qui estiment « être le public ». Ce qui leur plaît ? La série noire et les histoires « sexy » joués par les quelque trois ou quatre vedettes qui font de l'argent.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il ne se fasse pas de films de qualité en France, mais il est assez troublant que des metteurs en scène pleins de promesses comme Vadim, Boisrond et Malle, aient dû pour s'assurer le succès commercial indispensable à leur carrière, tourner les uns Brigitte Bardot en gros plan, les autres, un roman policier.

Laure Baubier,
Paris.

L'alcool à l'eau

Dans la rubrique Santé de « Madame Express » votre rédacteur a parlé, il y a quelque temps, de toxicité en matière de boissons alcoolisées comme si ces boissons provoquaient invariablement, chaque fois qu'on en consomme, des réactions dangereuses.

Or, l'alcool n'agit défavorablement sur l'organisme que s'il y a abus, c'est-à-dire lorsque celui-ci reçoit une quantité d'alcool supérieure à celle qu'il peut éliminer.

Cette notion de mesure qui vaut pour l'alcool, s'applique d'ailleurs dans la vie courante à une infinité de choses : un surmenage physique, un excès alimentaire, un excès de travail, une inquiétude exagérée vous intoxiquent et l'expression populaire « se faire du mauvais sang » est une traduction exacte de cette intoxication. S'il est nécessaire d'informer le public sur le danger de l'abus de l'alcool, il ne faut pas en exagérer les méfaits car pour la propagande comme pour l'alcool, la mesure doit être la règle.

Pol Fiaux,
Président du Syndicat des spiritueux consommés à l'eau,
Paris.

La hausse continue

Vous ne parlez plus de la question des prix. Pourtant la hausse continue lentement mais sûrement. Ce n'est pas de jour en jour que le consommateur voit son pouvoir d'achat diminuer, mais de fin de mois en fin de mois.

Les industriels et les commerçants ne se gênent pas, ils sont convaincus que nous sommes prêts à tout supporter. On ne change pas ses marges bénéficiaires : on « répercute au stade du détail ». En terme clair, le particulier fait les frais et « absorbe » imperturbablement cette inflation permanente.

Pourquoi ne pas organiser des grèves de consommateurs. Systématiquement, secteur par secteur, un mois le textile, un mois les appareils électro-ménagers, un mois la pâtisserie, etc. Cela réveillerait peut-être ceux qui s'endorment paisiblement sur un divan de hausses. Ce ne serait pas très méchant mais sûrement très salutaire.

Les femmes seraient très capables de faire une chose de ce genre et c'est en définitive entre leurs mains que passe le plus gros des finances particulières.

Denise Poujet,
Lyon.

Censurés ou saisis

Je suis habitué à ne jamais trouver dans les journaux qui viennent de France ce que j'aimerais le plus y voir, ce qui me concerne directement : la discussion des problèmes algériens.

La censure remplit bien son rôle. Les journaux de gauche nous arrivent expurgés ou sont immédiatement saisis. Un exemple récent : le dernier numéro des « Temps Modernes ».

Aussi suis-je très étonné de lire dans l'édition algérienne de votre journal l'émouvant témoignage de Laurent Schwartz.

Est-ce signe d'apaisement, ou votre courage est-il passé inaperçu ?

J. L.,
Alger.

Communiqué

L'Association interdépartementale de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, de la Fédération Unie des Auberges de jeunesse informe ses adhérents que son assemblée générale annuelle aura lieu les 25 et 26 janvier 1958,

à la MAISON DU PEUPLE
rue de l'Union
Bobigny (Seine).

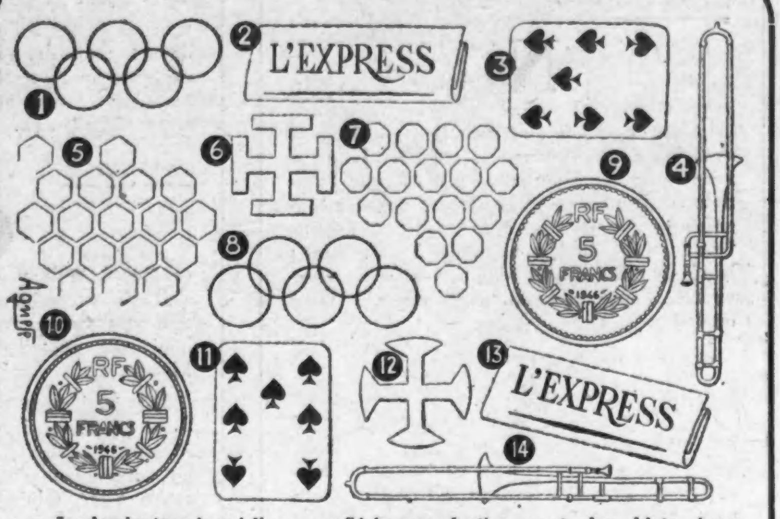
COMMUNIQUE

Le Forum Nancéien et Les Amis de Témoignage Chrétien de Nancy invitent cordialement leurs amis à la réunion organisée le vendredi 31 janvier à 21 heures à la brasserie Excelsior.

Sous la présidence d'André Mandouze, professeur de lettres à la Faculté de Strasbourg, Georges Suffert, rédacteur en chef de Témoignage Chrétien, parlera de « l'Algérie et des séquelles du fascisme ».

M. Henri Longot, de l'U.G.S., M. le professeur Grappin, doyen de la Faculté de Lettres de Nancy, Mme Viénot, des Groupes d'action socialiste, et M. Fournier, organisateur national des « Forums régionaux », participeront à cette rencontre.

LE JEU DE L'EXPRESS



Le dessinateur à qui l'on a confié la reproduction exacte des objets, signes et symboles suivants : carte à jouer, pièce de 5 francs, alvéoles d'une ruche, journal « L'Express », croix potencée, trombone à coulisse, symbole des Olympiades, s'est fort mal tiré de sa tâche. Nous vous présentons, dans cette planche, chacun d'eux et sa reproduction. Votre esprit d'observation trouve, ici, à s'exercer dans la recherche des 7 modèles et de leurs prétendus doubles.

SOLUTION. — Justes : 5, 6, 13, 11, 9, 14, 1. — Faux : 7, 12, 2, 3, 10, 4, 8.

LES PETITES ANNONCES DE
L'EXPRESS

29, rue de Marignan - PARIS (8e)

Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces

Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)

Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

PHILIPS RECHERCHE : INGENIEURS
ou EQUIVALENTS
pour laborat. d'études, chimie, physique et électricité, notions d'anglais nécess. Ecr. PHILIPS, serv. C.E.A.C., 105, rue de Paris - BOBIGNY

OFFRES D'EMPLOIS

EXCELLENTE SECRETAIRE
tr. efficiente, cap. abattre gr. trav, par collabor. étroite domaine politique. Env. C. V. et photo. Réf. 1030 I.W.O. 3, r. St-Philippe-du-Roule, Paris

Maison effect. la vente dir. aux commerç. d'installation de vitrines, de réput. mondiale, rech. :
VENDEURS Grande Classe
ayant formation correspondante
GAIN MENSUEL 400.000 francs minir

DEMANDES D'EMPLOIS

Expatrié, Afrique britannique, bachelier en Droit, parlant anglais, allemand en partie, connaissant compt., sér. réf. prof. morales, 30 a., célib., ch. situation France ou étr., séd. ou comp. déplacem. Ecr. n° 13151 L'Express, 29, r. de Marignan, Paris

PHOTOGRAPHE 26 ans, EXCELL. REF., recherche emploi publicité, industrie, édition. Ecr. n° 1.316 L'EXPRESS, 29, rue de Marignan, PARIS

PROPRIÉTÉS

LAGRANGE 34, rue Pasquier PARIS - ANJ. 77-65
recherche d'urgence PROPRIETES
TOUS GENRES capitaux disponibles

CONSTRUCTIONS CRÉDIT

Prévoyez votre LOGEMENT en fonction des TRANSPORTS LIGNE DE **AUTOROUTE-SUD**
SCEAUX, 7 km. Paris : appts 2 à 5 p., tout conf. asc. PARC 100.000 m2. Livr. déb. et mi-59. Prêts, primes max. Cond. spéc. av. 300 cpt déb. trav.
S.O.C. 92, rue de Richelieu - PARIS (2e) RIChelieu 40-33

TERRAINS

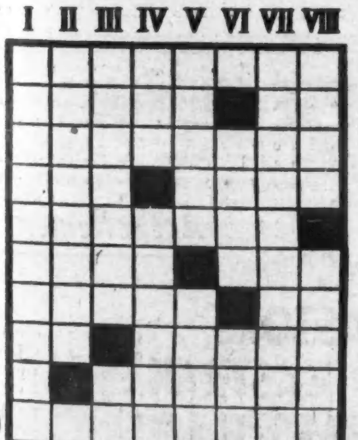
Société expérimentée, disposant organisation Financ. et Techn. pr la construction **ACH. TERRAINS**
Paris 600-3.000 m2, 11e, 12e, 14e, 15e, 16e, 17e de préf. Paiement compt. Etude et rép. rapides. Int. s'abst. Ecr. pr R.V. O.P.L.F., 1, villa G.-Sand, 16e

DIVERS

On demande personne ayant déjà enseigné pour préparer garçon entrée en 6e, plusieurs leçons par semaine en fin d'après-midi à Neuilly. Tél. entre 13 h. 30 et 15 heures à MAI. 86-27

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection Hte réputation (23e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

Mots croisés n° 119



HORIZONTALEMENT : 1. Pour n'avoir rien d'une première, son ascension alpestre fut très remarquée. — 2. Bohémien de naissance, très estimé un peu partout. En épelant : le premier. — 3. Le capitaine est au-dessus de lui. — 4. Diminutif pour jeunes Espagnoles. Se dit à peu près pour auto. — 5. Utilise peut-être des pépins mais ne consomme plus de melons. — 6. Peut être obtenue par un travail ou un bain. Le plus connu fait courir, comme son grand-père. — 7. Souterrain qui était loin de connaître l'éclairage au néon. Handicape la dactylo plus que l'annonceur. — 8 Deux voisines dans la seconde moitié. On l'appelle aussi Orient. — 9. Spécialiste de la course. — 10. Vous en met plein la vue.

VERTICALEMENT : I. A beaucoup changé de la Licorne au Jardin du poète. — II. En principe, ne touchent pas. — III. Le fraisier ou encore l'abricotier. Répété, donne un certain ascendant. — IV. Qui n'ont pas transpiré. Prend un second coup. — V. Pierre d'une construction. Ne fonce pas. — VI. Son frère le tua et construisit des Thermes. Vainement fouettée par la lame. — VII. Bien modestes concurrents de Brummel. — VIII. Partie d'un système qui va jusqu'à la plante. Qui se fait sans mal.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	V	A	C	H	E	R	I	E
2	I	D	E	A	L	E	■	D
3	E	N	T	R	A	C	T	E
4	I	E	■	A	N	T	A	N
5	L	■	O	S	C	A	R	■
6	L	O	S	■	E	L	E	E
7	E	N	T	E	M	E	N	T
8	S	T	A	D	E	■	T	A
9	S	■	D	E	M	A	I	N
10	E	V	E	N	T	E	N	T

Solution du n° 118

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

18 JANVIER

NOUS lisons vingt journaux, et nous ne sommes sûrs de rien. Toute la presse convient qu'Habib Bourguiba nous avait officieusement avertis qu'il ne fallait à aucun prix lui envoyer un général, que l'opinion en Tunisie ne le souffrirait pas. La connaissance que nous avons de ses difficultés nous faisait un devoir de nous rendre à ses raisons : la corde raide sur laquelle il avance est assez visible. Pourquoi avoir passé outre ? Dans quel dessein ?

A ma connaissance, il ne s'est trouvé personne pour poser publiquement cette question qui mène tout droit à la plaie purulente du régime. Les retouches faites à la Constitution n'y changeront rien : toute la politique française se trouve suspendue à la nécessité de gagner les quelques voix dont le président du Conseil a besoin pour survivre.

Certes, nous devons nous garder de juger témérairement. Je ne détiens aucune preuve que l'affaire tunisienne ait été provoquée. D'ailleurs, il se peut qu'elle l'ait été sans l'être : l'astuce comporte des degrés à l'infini.

Naguère encore, je me serais fait scrupule de prêter cette rouerie à un homme d'Etat, responsable du destin de la Nation. Depuis que je les observe de plus près, ces personnages, il est pourtant vrai que je les crois capables de tout, dans cet ordre. Pour notre jeune président du Conseil, dont je n'ai jamais rien dit et dont jusqu'à aujourd'hui je me suis même retenu de rien penser, j'ose encore espérer qu'il est d'une autre espèce que certains de ses aînés. Je n'en jurerais pas, pourtant. Les approches de la quarantième année, ce n'est pas toujours le meilleur moment d'une vie : la grâce de la jeunesse déjà se dissipe, l'inexpérience reste, si la ruse vient.

UN mélange d'inexpérience et de ruse — mais la ruse ne joue qu'au Palais-Bourbon, et l'inexpérience a le reste du monde pour se déployer.

Elles sont pourtant liées, et l'une étaye l'autre : les gaffes à l'extérieur comblent l'attente de cette majorité, non certes aveugle, mais servante docile d'intérêts myopes, et dont la constante pensée politique aura été de tout perdre en ne lâchant rien.

19 JANVIER

CETTE foule, hier, confrontée à la peinture de Bernard Buffet, s'est-elle reconnue ? Les peintres abstraits avaient dispensé cette génération de savoir à quoi elle ressemble : ils avaient brouillé l'image.

Il y avait bien eu Picasso... Mais il est le diable, disait-on, il ne faut pas croire le diable. Bernard Buffet, lui, n'est pas le diable : c'est un jeune homme d'aujourd'hui. Son univers est le nôtre, celui qu'a contemplé un enfant, sous l'occupation, un adolescent, à la libération, et la politique française depuis douze ans ne lui a pas permis de s'en évader. « Les horreurs de la guerre », c'est une histoire ininterrompue à travers les siècles, et que de génération en génération, les peintres ont reflétée. Mais ce fleuve sombre traverse les autres époques sans les recouvrir. L'œuvre de Bernard Buffet, en revanche, s'étend comme une mer morte sur un monde mort — spirituellement mort.

Ce jeune homme sage n'a apporté aucune bombe. L'univers de Picasso, il le recolle. Le monde, notre monde, se recompose dans cette peinture ; avec ses pylônes qui sont des potences, et ce crucifié qui a été torturé et qui ne ressuscitera pas.

FOULE imbécile, confrontée à un désespoir dont elle n'entend pas le cri et qui devrait être le sien.

Et pourtant, en chacun de ces visiteurs de la Galerie Charpentier, je suis sûr qu'une voix protestait et criait : « *Ce n'est pas vrai !* ». Nous savons bien que le monde est beau, que le corps humain atteste une ressemblance adorable, et que ce pendu verdâtre, détaché du gibet par Bernard Buffet, est vraiment le fils de Dieu.

QUELQU'UN me dit : « *On ne fait pas de métaphysique devant la bonne peinture. Vos propos condamnent celle-ci. L'aimez-vous ou non ?* » Que répondre ? J'ai accroché au-dessus de mon lit un agneau de Bernard Buffet qu'un ami m'a donné — un agneau couché, les deux pattes de devant repliées sur une longue croix, mince et noire. Derrière lui, dans une demi-ténèbre, des potences, une échelle dressée. A toute heure du jour et de la nuit, je regarde l'agneau et n'ai plus rien à demander à personne.

20 JANVIER

MAIS non, M. Robert Lacoste n'est pas un menteur — ou il en est un qui ne trompe personne et qui le sait : ce qui revient à ne pas l'être. Il a dénoncé d'un front tranquille, devant le Conseil de la République : « *L'opération conscience, menée malgré tous les rapports négatifs des commissions d'enquête* ». Oui, vous avez bien lu, et l'Assemblée n'a pas bronché. Pourtant, ces bonnes gens doivent quelquefois lire les journaux. Mais peut-être ont-ils admis une fois pour toutes que M. Robert Lacoste s'exprime par antiphrase, et que lorsqu'il annonce, par exemple, le dernier quart d'heure en Algérie, nous devons frémir : c'est que la guerre va commencer tout de bon.

Affirmer que le rapport de la Commission de Sauvegarde était négatif, cela paraît tout de même bien fort. M. Robert Lacoste ne craint-il pas que cette contre-vérité cynique ne fasse sortir des tiroirs certains rapports particuliers ? Je ne le souhaite pas, quant à moi. Tout a été dit sur les tortures, et nous en savons assez, et nous en savons trop. Osons en convenir : dans le pays, presque rien n'a bougé, comme si ce qui y subsistait de conscience ne se trouvait plus que dans l'Eglise et dans l'Université. Oui, nous en savons assez et à quoi bon s'obstiner ? Ces signes d'un désordre profond, il nous reste de les interpréter, de remonter aux causes, qui sont d'abord politiques.

Mais que vais-je chercher là ? Lorsque M. Robert Lacoste s'en est pris, devant le Conseil de la République, « aux prétendus intellectuels qui ne sont qu'apparemment intelligents », il y a eu un mouvement de séance. L'analytique porte : « *Rires et applaudissements à gauche, au centre et à droite* ». Hélas ! qu'est-ce donc qui distingue aujourd'hui, en France, un sénateur de la droite d'un sénateur de la gauche ? C'était bien le même rire, le même hennissement : il s'adressait à tous les imbéciles réunis, il y a un mois, dans un amphithéâtre de la Sorbonne, autour du doyen et des professeurs, et de la jeune femme de Maurice Audin.

F. M.

Teilhard de Chardin
Tome 4 des ŒUVRES :
LE MILIEU DIVIN
« ... œuvre admirable où semblent revivre la flamme d'un Paul de Tarse et l'ardeur d'un Jean à Patmos »
Francis Ferrier (ECCLESIA) 1 vol. 600 fr.
Tome 1 : Le Phénomène humain
Tome 2 : L'Apparition de l'homme
Tome 3 : La Vision du passé
SEUIL

L'EXPRESS
DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 4.000 francs.
Etudiants, rappelés, maintenus : 3.000 francs.
Etranger : 4.700 francs.
Etudiants étrangers : 3.700 francs.
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE
LE NUMERO DE JANVIER EST PARU - AU SOMMAIRE :
Editorial.
I. - BILANS
Politique internationale, désarmement et technique par Jules MOCH
Le fléau de l'alcoolisme et la IVe République, par Alain BARJOT
II. - HISTOIRE
M. Joseph LANIEL, mémorialiste, par Pierre AVRIL
III. - DOCUMENTS
Quelques suggestions pour la réforme fiscale, par Pierre MENDES FRANCE
Recherche scientifique, formation de la jeunesse et compétition internationale (Proposition de résolution déposée par M. Pierre Mendès France)
IV. - LE COLLOQUE DE DIJON (fin)
Les libertés individuelles et l'information
La Liberté d'opinion et d'information et le principe d'objectivité.
Liberté de la presse et statut de la presse - Radio-Télévision et liberté
V. - CORRESPONDANCE ET COMPTE RENDU
Correspondance A. L.
L. QUERMONNE : les perspectives institutionnelles de la décolonisation P. A.
ET
Le compte rendu intégral du
COLLOQUE DE GRENOBLE
sur les relations entre l'Université et l'Industrie dans le cadre de la Recherche
ABONNEMENT AUX CAHIERS DE LA REPUBLIQUE : Un an .... 1.250 fr. Etranger .... 1.500 fr. Soutien .... 3.000 fr.
Direction et administration : 3, rue des Pyramides - Téléphone : RIC. 40-60 - C.C.P. Paris 13.693.09

EMPIRE-FOURRURES
8, avenue de Wagram (PL. DE L'ETOILE) CAR. 22-82
MAISON FONDEE EN 1924
Actuellement
VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMÉRIQUE
à des prix sans concurrence pour la qualité proposée